

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
JUILLET 2022

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE
RAA
JUILLET 2022

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 28 juillet 2022*)

P. 2

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 28 juillet 2022*)

P. 201

PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (*Mois de juillet 2022*)

P. 347

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	P. 7
HORS COMMISSION	P.36
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	P. 85
RESSOURCES	P. 111
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	P. 155

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-276	Quartier Croix d'Argent - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Bilan de la participation du Public par Voie Électronique - Dossier de création de la ZAC - Approbation	8
V2022-277	Renoncement partiel emplacement réservé C 37 - Parcelle SK 170p et Vente à la SA3M - Avenue Nina Simone à Montpellier Propriété "Ville de Montpellier" - Approbation	12
V2022-278	Eglise Sainte-Eulalie - Régularisation foncière avec la société Les Jardins de la Merci - 12 et 14 rue de la Merci - Parcelle cadastrée BX 139 - Approbation	15
V2022-279	Mandat d'acquisition foncière entre la Ville de Montpellier et la SERM - Quartier Port Marianne - Clôture du mandat - Reddition des comptes - Approbation	17
V2022-280	Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions	20
V2022-281	Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Coeur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature	22
V2022-285	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Fédération des Organisations Economiques de producteurs 100 % bio (FOREBIO) pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la villa sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet - Autorisation de signature	25
V2022-298	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation - Autorisation de signature	28
V2022-299	Convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association Médiation avec Toits - Autorisation de signature	31
V2022-300	Hôtel Baschy du Cayla - Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature	34
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-251	Détermination du nombre d'Adjointes au Maire de Montpellier - Déclaration de vacance du poste de 14ème Adjoint - Approbation	37
V2022-252	Election d'un Adjoint au Maire sur le poste déclaré vacant	39
V2022-253	Lutte contre la variole du singe - Aide exceptionnelle en faveur d'actions de prévention et de vaccination - Exercice 2022 - Approbation	41
V2022-257	Projet Educatif de Territoire 2022/2027 - Approbation	43
V2022-263	Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Renouvellement pour une deuxième session - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	47
V2022-296	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	50
V2022-297	Évolution du stationnement réglementé sur le territoire de la Ville de Montpellier - Approbation	52

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2022-301	Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Midi-Libre pour la co-organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature	55
V2022-302	Convention entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature	57
V2022-314	Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation	59
V2022-315	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation	63
V2022-316	Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation	57
V2022-317	Organismes extérieurs - Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation	71
V2022-318	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation	76
V2022-319	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation	80
N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2022-259	Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	86
V2022-260	Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature	89
V2022-261	Réalisation d'un terrain multisports dans le quartier de la Cité Gely - Approbation	92
V2022-262	Création d'équipements de proximité dans les quartiers de la Pompignane et du Petit Bard - Approbation	94
V2022-265	Programmes de mobilité étudiante - Renouvellement 2022-2024 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation	96
V2022-282	Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	99
V2022-283	Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Procédure de rétrocession de baux commerciaux - Désignation des candidats - Approbation	101
V2022-284	What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature	104
V2022-287	Organisation de rendez-vous culturels - Prise en charge des frais des intervenants pour l'année 2022 - Approbation - Autorisation de signature	107
V2022-289	Opération Cinéma sous les étoiles - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un tarif réduit à 4 € - Autorisation de signature	109

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2022-254	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption	112
V2022-255	Budget supplémentaire 2022 de la Ville de Montpellier - Adoption	114
V2022-266	Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature	118
V2022-303	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS) de Montpellier et la Ville de Montpellier pour la passation de trois marchés de maintenance, prestations et acquisitions complémentaires des solutions Astre, eSeditRH, e-Temptation - Autorisation de signature	303
V2022-304	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique - Approbation - Autorisation de signature	123
V2022-305	Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature	125
V2022-306	Assistance au recrutement - Convention cadre entre la Ville de Montpellier et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature	128
V2022-307	Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de la Ville de Montpellier - Approbation	131
V2022-308	Relations Institutionnelles entre la Ville et la Métropole - Mise à disposition de services - Conventions de mise à disposition - Autorisation de signature	134
V2022-309	Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des services communs avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature	137
V2022-310	Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation	140
V2022-311	Modification du tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation	144
V2022-312	Suivi des recommandations du rapport d'observations définitives sur les actions entreprises par la Ville de Montpellier à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes - Approbation	148
V2022-313	Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours	152

SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2022-256	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires d'accueils de loisirs - Conventions d'occupation 2022-2023 - Attribution de subventions en nature - Approbation - Autorisation de signature	156
V2022-258	Construction d'un centre d'accueil pour la Petite Enfance à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'association Mas des Moulins - Approbation	161
V2022-264	Dispositif "Coup de pouce jeunes" - Soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2022-2023 - Approbation	164
V2022-267	Expérimentation d'une unité mobile de prévention et promotion santé - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature	167
V2022-269	Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) 2022 - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis, ACM Habitat, les associations Compagnons Bâisseurs Occitanie et Octopus Expression - Autorisation de signature	170
V2022-270	Dotations Politiques de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	174
V2022-271	Attribution de subvention au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Exercice 2022 - Autorisation de Signature	177
V2022-273	Crèche Joséphine Baker - Contrat de délégation de service public entre la Ville de Montpellier et People&Baby - Approbation - Autorisation de signature	180
V2022-274	Convention de financement des Accueils de Loisirs Associatifs - Autorisation de signature	187
V2022-292	Convention de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature	190
V2022-293	Mise à disposition des salles des Maisons Pour Tous à titre gratuit - Approbation	192
V2022-294	Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Conventions - Autorisation de signature	195
V2022-295	Mise à disposition de locaux associatifs - Avenant n° 1 - Autorisation de signature	198

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

Quartier Croix d'Argent - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Bilan de la participation du Public par Voie Électronique - Dossier de création de la ZAC - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n°V2018-421 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation préalable du public, conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, en vue du projet de renouvellement urbain et de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent.

Ce projet qui se situe entre l'avenue de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques-Bounin et la rue François-Mireur /Boulevard Pedro-de-Luna s'inscrit dans la politique de requalification des quartiers existants. Dans ce cadre, la Ville a souhaité accompagner Hérault Logement dans un projet ambitieux de restructuration de la résidence des Hauts de la Croix d'Argent, en menant une opération d'ensemble permettant de désenclaver le site, de favoriser la mixité sociale et de mettre en valeur son paysage remarquable. Autour de ce cœur opérationnel, un périmètre plus large a été défini pour garantir la bonne intégration du futur projet et pour y associer un certain nombre d'opérations privées sur des fonciers proches, qui bénéficieront également de l'évolution du secteur et des infrastructures qui seront réalisées à cette occasion.

Compte tenu de la complexité de l'opération de renouvellement urbain et du souhait de mener ce projet dans le cadre d'une procédure ZAC, une concertation préalable s'est déroulée conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par délibération n°V2019-255 du Conseil municipal du 18 juillet 2019, la Ville a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de renouvellement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent. Le bilan de la concertation a repris les remarques du public sans faire apparaître d'opposition majeure au projet.

A l'issue de cette concertation, il est rappelé que les objectifs proposés pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- Renouveler le quartier sur un principe de mixité sociale ;
- Garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours ;
- Valoriser la qualité paysagère du site ;
- Conférer au quartier une image plus urbaine, en lien avec sa proximité du centre-ville ;
- Développer des espaces publics de qualité en s'appuyant sur leurs valeurs d'usages ;
- Assurer le renouvellement et le maintien de l'offres de services de proximité.

La Ville a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce secteur et a approuvé par délibération du Conseil municipal n°2019-256 du 18 juillet 2019 le traité de la concession d'aménagement qui a été confié à la SA3M.

Globalement, le programme prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre opérationnel de la ZAC est d'environ 68 000 m² de Surface De Plancher (SDP).

Conformément aux modalités définies par la délibération du Conseil municipal n°V2022-12 du 1 février 2022 et aux dispositions de l'article L.123-19 du Code de l'environnement, la procédure de Participation du Public par Voie Electronique (PVE) s'est déroulée de la façon suivante :

- Publication d'un avis le 4/03/2022 soit 15 jours avant le démarrage de la participation, et pendant toute la durée de celle-ci :
 - o Sur le site internet de la Ville de Montpellier et de la Métropole ;
 - o Par affichage sur les panneaux officiels de la Mairie de Montpellier et de la Métropole ;
 - o Par affichage sur les lieux prévus pour la réalisation du projet ;
 - o Dans 2 journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département : le 03/03/2022 dans la *Gazette de Montpellier* et le 04/03/2022 dans *Midi Libre* ;
- Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Ville pendant une durée de 30 jours, du 21 mars 2022 au 22 avril 2022 ;
- Mise en place d'une adresse électronique pvehautscroixargent@ville-montpellier.fr destinée à recueillir les avis du public pendant cette durée de 30 jours ;
- Mise à disposition à l'accueil de l'hôtel de Ville d'un ordinateur afin de consulter le dossier numérique, ainsi que d'un dossier papier accompagné d'un registre pour recueillir les observations sur la même période.

Les observations recueillies auprès de la population au cours de la PVE doivent faire l'objet d'une synthèse des remarques, tout en apportant des éléments de réponses par la Collectivité.

Durant la période de participation du public, 9 avis ont été émis via l'adresse électronique et aucune remarque n'a été annotée sur le registre mis à la disposition du public à l'hôtel de Ville.

Les remarques ont été formulées par des habitants ou riverains du quartier des Hauts de la Croix d'Argent et concernent principalement les points suivants :

- La thématique de la mobilité et de la circulation ;
- Le programme des constructions ;
- Le périmètre de la ZAC ;
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) et le PLU intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration ;
- Autres points divers qui ne concernent pas directement la PVE.

Concernant le bilan de la PVE, les observations et propositions recevables traduisent globalement un accueil favorable du projet du réaménagement du quartier et aucune opposition n'a été exprimée sur le projet de création de la ZAC. Il est à noter qu'à l'issue de cette phase de concertation, le dossier de création a fait l'objet d'une mise à jour mineure au regard des remarques émises au cours de la PVE. En effet, dans le rapport de présentation, il a été apporté des précisions sur la mobilité en confirmant le maintien de la liaison en modes doux entre la rue Jacqueline-Maillan et la rue Marcel-Paul. Il a été également effectué un ajustement du programme prévisionnel des constructions qui se stabilise autour 68 000 m² SDP.

C'est pourquoi, il est demandé d'approuver le bilan de la PVE dans les termes proposés et le dossier de création de la ZAC des Hauts de la Croix d'Argent légèrement réajusté. Celui-ci est composé de :

- Un rapport de présentation ;
- Un plan de situation ;
- Un plan de délimitation du périmètre de la ZAC ;
- Une étude d'impact ;
- Un document précisant le régime applicable au regard de la taxe d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le bilan de la Participation du Public par Voie Electronique préalable à la création de la zone d'aménagement concerté des Hauts de la Croix d'Argent, qui sera consultable pendant 3 mois sur le site internet de la Ville de Montpellier à l'issue de la publication de la présente délibération ;
- D'approuver le dossier de création de la ZAC des Hauts de la Croix d'Argent conformément à l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme ;
- De mettre à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements publics visés à l'article R.331-6 du Code de l'urbanisme entraînant par voie de conséquence l'exclusion du périmètre de la ZAC du champs d'application de la part intercommunale de la taxe d'aménagement ;
- De charger Monsieur le Maire, ou son représentant de la bonne exécution de la présente délibération et notamment des mesures de publicité réglementaires consistant en un affichage de la présente délibération pendant un mois, à une publication mentionnant la création dans un journal diffusé dans le département et à une publication au recueil des actes administratifs ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC tel que visé à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse PVE ZAC HCA.pdf
- Note motifs création ZAC HCA.pdf
- Dossier création 2.pdf
- Dossier création 1.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-195910B-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

Renoncement partiel emplacement réservé C 37 - Parcelle SK 170p et Vente à la SA3M - Avenue Nina Simone à Montpellier Propriété "Ville de Montpellier" - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est l'aménageur de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - secteur Hippocrate. Afin de permettre la réalisation du lot M dans le périmètre d'opération, la SA3M requiert de la Ville l'aliénation d'une emprise de 281 m² à extraire de la parcelle SK 170 (1 594 m²), située avenue Nina-Simone.

Cette parcelle fait l'objet de trois emplacements réservés (ER) au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune :

- C 37 : création de l'avenue Nina-Simone ;
- C 97 : élargissement de la voie dénommée « rue du Mas de Barlet » ;
- C 97 : élargissement de la voie dénommée « rue de la Cavalade » ;

L'emprise cédée est concernée par la réserve C 37 qu'il conviendra de lever partiellement dans la mesure où son objet est déjà réalisé. La prochaine modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier devra procéder à la réactualisation du document graphique pour prendre en compte ce renoncement partiel.

Le projet conforme à la fiche de lot du lot M de la ZAC métropolitaine Port Marianne - Hippocrate prévoit la réalisation d'un immeuble de bureaux en R+4 et la surface de plancher (SDP) réalisée sur l'emprise issue de la propriété de la Ville est de 1 120 m² soit 5 niveaux de 224 m².

Les services fiscaux ont évalué le prix de la surface de plancher à 235 € par m² de surface créée en nature de bureau. Le montant de la participation au bilan de la ZAC Hippocrate étant de 126 €/m² pour l'aménagement, la transaction est donc proposée à 109 €/m² de SDP bureaux créée, soit 122 080 € (cent-vingt-deux mille quatre-vingts euros).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater l'inutilité du maintien de l'emplacement réservé C 37 sur les 281 m² à extraire de la parcelle SK 170p, propriété de la Ville, située avenue Nina Simone à Montpellier ;
- De prévoir la mise en compatibilité graphique de cette décision lors de la prochaine modification du PLU ;
- D'accepter l'aliénation d'une emprise à extraire de la parcelle SK 170p pour 281 m², au bénéfice de la SA3M pour intégration au lot M de la ZAC métropolitaine Port Marianne/Hippocrate pour un montant de 122 080 € (cent-vingt-deux mille quatre-vingts euros) ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- De faire constater le transfert de propriété par un acte notarié à la charge de l'acquéreur ;
- D'autoriser la SA3M ou un tiers qui y serait substitué à déposer et à se voir octroyer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur cette emprise ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Estim SF 08 juillet 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199141-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

Eglise Sainte-Eulalie - Régularisation foncière avec la société Les Jardins de la Merci - 12 et 14 rue de la Merci - Parcelle cadastrée BX 139 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville est propriétaire de l'église Sainte Eulalie, située 12 rue de la Merci, acquise par ordonnance royale du 14 février 1844 et jugement d'expropriation du Tribunal civil de l'arrondissement de Montpellier du 13 juillet 1844.

A l'occasion de l'établissement d'un acte notarié concernant la propriété contigüe cadastrée BX 506, propriété de la société Les Jardins de la Merci, il est apparu qu'une emprise foncière supportant quatre appartements, d'une superficie habitable d'environ 80 m², était incluse dans le périmètre de la parcelle cadastrée BX 139 supportant l'église. La partie correspondant à ces appartements est matériellement et historiquement, complètement individualisée et étanche avec le bâtiment municipal.

Après des recherches effectuées auprès des archives municipales, des archives départementales, au vu des plans historiques des lieux et des actes notariés successifs, il apparaît que cette emprise foncière d'une superficie de 51 m² au sol était déjà incluse dans la propriété contigüe à l'église lorsque la Ville en est devenue propriétaire en 1844. Il s'agit donc d'une erreur sur le plan cadastral actuel, l'emprise foncière des

quatre appartements n'ayant jamais été incluse dans la propriété de la Ville cadastrée BX 139 d'une contenance de 1121m². Il est proposé de prendre acte de cette situation de fait et de droit et de procéder à la régularisation qui s'impose.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la régularisation foncière d'une emprise de 51 m² environ incluse à tort dans la parcelle cadastrée BX 139, propriété de la Ville située 12 rue de la Merci avec la société Les Jardins de la Merci, propriétaire de la parcelle cadastrée BX 506 contigue située 14 rue de la Merci ;
- De demander à l'Office notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant cette régularisation à frais partagés entre la Ville de Montpellier et la société Les Jardins de la Merci ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196205-AI-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

Mandat d'acquisition foncière entre la Ville de Montpellier et la SERM - Quartier Port Marianne - Clôture du mandat - Reddition des comptes - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

L'opération Port Marianne avait pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer en organisant plusieurs quartiers possédant chacun son caractère propre autour d'un port et d'un grand parc public. Le quartier Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A709.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville avait chargé la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention entre la Ville et la SERM concernant les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement.

Plusieurs avenants ont été par la suite approuvés par le Conseil municipal :

- Les avenants n°1 et 2 approuvés par délibérations des 20 juin 1991 et 27 février 1992, ont défini et précisé les différents secteurs immédiatement opérationnels ;
- L'avenant n°3 approuvé le 29 mars 1996, prorogeait la durée de la mission de 6 années et augmentait le budget de la convention de 20 000 000 F, soit 3 048 980 € portant le budget total à 103 000 000 F, soit 15 702 249 € ;
- L'avenant n° 4 approuvé le 28 novembre 1987, a augmenté le budget de la convention de 20 000 000 F, soit 3 048 980 € portant le budget total à 123 000 000 F, soit 18 751 229 € ;
- L'avenant n° 5 approuvé le 25 juillet 2001, prolongeait la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2005 ;
- L'avenant n° 6 approuvé le 29 juillet 2004, prolongeait la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2008 ;
- L'avenant n° 7 approuvé le 25 juillet 2006, réduisait le périmètre pris en compte par la convention, compte tenu des répartitions de compétences entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- L'avenant n° 8 approuvé le 26 juillet 2007, prenait en compte une augmentation du bilan financier prévisionnel occasionné par la poursuite des acquisitions et l'actualisation des coûts financiers ;
- L'avenant n° 9 approuvé le 24 juillet 2008, prenait en compte une nouvelle augmentation du bilan financier et de l'échéancier prévisionnel des dépenses ainsi que la prorogation de la durée de la convention de mandat jusqu'au 31 décembre 2012 ;
- L'avenant n° 10 approuvé le 25 juillet 2011, prorogeait le mandat jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- L'avenant n° 11 approuvé le 23 juillet 2012, prorogeait la durée de la mission jusqu'au 31 décembre 2015 et arrêtaient le montant prévisionnel des dépenses ;
- L'avenant n° 12 approuvé le 5 novembre 2015, prorogeait la durée de la mission jusqu'au 31 décembre 2020 et établissait les dépenses du mandat à 23 970 K€ TTC ;
- L'avenant n° 13 approuvé le 25 octobre 2018, modifiait l'échéancier des versements de la Ville et portait le montant prévisionnel des dépenses du mandat à 24 204 K€ TTC.

A ce jour, au titre du présent mandat, l'ensemble des dépenses assurées par la SERM pour le compte de la Ville est de 20 289 388,50 € TTC.

L'ensemble des recettes d'un montant de 20 290 622,67 € TTC a été assuré par :

- Des remboursements opérés en dépense par la Ville de Montpellier pour un montant de 19 171 839,37 € TTC,
- D'autres produits, principalement des redevances pour occupation précaire et loyers, pour un montant de 965 896,52 €
- Des produits financiers pour un montant de 68 963,86 €.

Le solde de trésorerie du mandat s'élève en conséquence à +1 234,17 €.

Ce mandat a permis d'assurer en partie la maîtrise foncière nécessaire aux diverses opérations qui ont été menées par la Ville sur ce vaste périmètre. Aujourd'hui les opérations sont terminées et quelques acquisitions encore à mener sont prises en compte par d'autres outils opérationnels.

Il convient donc de procéder à la clôture dudit mandat et à la reddition des comptes afférents.

Le bilan de clôture s'établit comme indiqué sur le tableau ci-après annexé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la clôture du mandat d'acquisition foncière entre la Ville de Montpellier et la SERM du secteur Port Marianne approuvé le 21 mai 1990 ;
- D'approuver le bilan de clôture du mandat d'acquisition foncière dans les termes et conditions ainsi précisés ;
- De donner quitus de sa mission à la SERM ;
- D'autoriser la Ville à faire recette du montant de 1.234,17 € solde de trésorerie dû par la SERM à la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau BILAN DE CLOTURE DU MANDAT.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199316-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 (n° 2016/210), la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Par délibération du Conseil municipal du 14 juin 2021 (n° V2021-180) a été approuvée l'augmentation du taux de subvention de 30 à 40 % du montant TTC des travaux subventionnables pour cette dernière année soit jusqu'en juin 2022. Ainsi la possibilité de réaliser des travaux partiels, avec un versement de la subvention en deux temps est augmentée de la même manière : une avance de 25 % du TTC des travaux partiels, puis avec déblocage du solde de 15 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

M. Jean-Louis CARABASSE

Adresse : **22 rue de la Croix**

Total des travaux 16 335,00 € TTC à 40 % de subvention

Montant à verser : 6 534,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement de cette subvention pour un montant de 6 534,00 € correspondant à l'adresse listée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196592-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

**Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Cœur" -
Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération n°2016/323 du 29 septembre 2016, le Conseil municipal a décidé d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Métropole à la Ville de Montpellier, à compter du 1er janvier 2016, dans le cadre des concessions d'aménagement « *Grand Cœur* » et « *Nouveau Grand Cœur* », de l'ingénierie des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « *Courreau Figuerolles / Nord Ecusson (CFNE)* », « *Saint Guilhem Laissac Sud Comédie* » et de l'ensemble des actions relatives à l'opération de Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière (THIRORI) « *Ilot Pellicier / Vincent* ».

Par délibération n°2017/161 du 22 juin 2017, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 de cette même convention afin de prendre acte des incidences financières liées à la prise en charge par la Ville de Montpellier des dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants d'immeubles visés par une déclaration d'insalubrité, dès lors que le propriétaire ou l'exploitant ne les aura pas assurées et conduisant ainsi au remboursement des frais occasionnés par la Métropole de Montpellier à la Ville.

L'objet de ce second avenant est de régulariser le contenu de l'enveloppe financière pour tenir compte des dépenses réalisées qui n'apparaissaient pas dans la convention initiale de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Ville de Montpellier concernant :

- La prolongation de 6 mois de l'OPAH GFNE 2010-2015, indûment prise en charge par la Métropole et qui doit être déduite des dépenses réalisées ;
- L'étude pré-opérationnelle de l'OPAH CFNE 2016-2021, qui s'ajoute à la liste des dépenses prises en charge par la Métropole.

Ainsi au titre du suivi animation de l'OPAH CFNE pour l'année 2021, la Métropole versera à la Ville de Montpellier un montant maximum de 167 750 € dont 83 750 € sur les fonds délégués de l'Anah et 84 000 € sur les fonds propres de la Métropole.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant n°2 convention.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

**Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Fédération des
Organisations Economiques de producteurs 100 % bio (FOREBIO) pour une
mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la villa sise 1457 rue du Pioch de
Boutonnet - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre du développement de l'agriculture urbaine à Montpellier et du soutien à des projets innovants, la Ville, propriétaire de la villa située 1457 rue du Pioch de Boutonnet a passé une convention avec l'entreprise agricole NEAFILA, afin d'y réaliser une production biologique de graines germées, de jeunes pousses et de champignons sous couvert.

La Fédération des Organisations Economiques de producteurs 100% bio de France (FOREBIO) sollicite la mise à disposition à titre gratuit, d'une partie de la villa, pour effectuer ses activités liées à la défense de la filière biologique. Créée en 2018, elle rassemble aujourd'hui 19 entreprises adhérentes (sur à peine 30 éligibles à leurs statuts), représentant toutes les filières agricoles (sauf Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales (PPAM) et vin) ; soit 7000 producteurs bio partout en France.

Sa vocation première est de défendre les intérêts de ses membres sur le plan politique mais aussi technique. Pour ce faire, elle intervient dans les instances ministérielles mais aussi sur les réseaux sociaux aux côtés de ses partenaires pour faire pression et obtenir des moyens/mesures pour soutenir la bio (en 2021 l'exemple de la réforme de la PAC). Elle aide ses membres à développer des projets de développement sur les territoires en trouvant des financements. Elle réalise une veille conjoncturelle sur le développement de la bio, communique aussi sur les spécificités de ses adhérents (bio qui va plus loin que le cahier des charges européen en termes de pratiques agricoles et démarches de commerce équitable) via des actions innovantes et modernes (exemple : l'exposition au cœur des campagnes bio récemment présentée à Montpellier dans le cadre de la semaine de l'agroécologie).

Ils sont 1,5 Equivalent Temps Plein (ETP) en télétravail pour accomplir toutes ces missions (une personne à Montpellier et une autre sur Angers) et recherchent un lieu pour pouvoir travailler si possible au contact d'associations ou d'entreprises investies dans des projets agro-écologiques durables.

Dans le cadre du développement innovant de l'agriculture urbaine à Montpellier, Il est proposé la mise à disposition temporaire sur 2 ans renouvelable par tacite reconduction à l'association FOREBIO qui partagera un local et les sanitaires avec l'entreprise agricole NEAFILA.

Cette mise à disposition du site se fera à titre gracieux avec comme contrepartie de surveillance du site pour éviter les squats, et n'engendrera aucun frais pour la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition à titre gracieux du site entre la Ville de Montpellier et l'association FOREBIO ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention FOREBIO - 1457 rue Pioch de Boutonnet version finale

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196550-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont été labellisées 3 étoiles « Climat-Air-Energie » dans une démarche mutualisée en novembre 2019, alors nommé « *label Cit'ergie* ». Ce label est obtenu pour une durée de quatre années et doit donc être renouvelé via l'accompagnement d'un Conseiller agréé par l'ADEME.

Dispositif européen porté en France par l'ADEME, la démarche « Climat-Air-Energie » est un programme de management et de labellisation qui récompense les collectivités pour la qualité de leur politique climat-air-énergie appliquée à elle-même, c'est-à-dire à leur gouvernance, à leur patrimoine, à leurs services, à leurs matériels et aux flux qu'elles émettent ou génèrent. Ce label est destiné aux communes et intercommunalités qui s'engagent dans un processus d'amélioration continue dans les 6 domaines suivants :

- Planification territoriale ;

- Patrimoine de la collectivité ;
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement ;
- Mobilité ;
- Organisation interne ;
- Coopération et communication.

La démarche « *Climat-Air-Energie* » permet donc aux collectivités de piloter leur transition écologique et ainsi, d’agir pour plus de durabilité et d’attractivité sur leur territoire. L’obtention du label est aussi un moyen de valoriser leur engagement et leur progression auprès des citoyens. C’est également un outil de suivi de la mise en œuvre du Plan Climat Air-Energie Territorial de la Métropole de Montpellier arrêté le 22 mars 2022.

Compte tenu de la mutualisation des services entre la Ville et la Métropole et de la volonté politique de faire de la transition écologique et énergétique une priorité pour les deux collectivités, il existe un intérêt économique et stratégique d’inclure dans un même dossier de consultation l’accompagnement à la démarche de renouvellement du label via un groupement de commandes prévu par le Code de la commande publique dans son article L.2113-6.

La Métropole est désignée coordinatrice du groupement. Le coût pour la Ville de cette mission d’accompagnement à la démarche de renouvellement du label est estimé à 8 000 € HT en 2023 puis à 800 € HT par an pour les 3 années suivantes du marché, soit au total environ 11 000 € HT. A noter que l’ADEME peut subventionner cette démarche à hauteur maximum de 70% de ce coût.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D’approuver les termes de la convention de groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D’autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement 3M-Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199296-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association Médiation avec Toits - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

L'habitat intercalaire est l'une des solutions pouvant être activées pour répondre aux besoins d'une population en grande précarité, ne trouvant ni de solution de logement ni d'hébergement d'urgence, complémentaire aux dispositifs de l'Etat jugés insuffisants.

Cette modalité innovante est reconnue au niveau législatif par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 (article 29) portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN). Celle-ci prévoit une expérimentation permettant à des organismes publics ou privés ou à des associations d'être agréés par l'Etat en vue d'organiser l'occupation de locaux vacants par des résidents temporaires. Ces organismes ou associations agréés concluent une convention d'occupation temporaire avec le propriétaire d'un local vacant. Ils peuvent y mener des travaux d'aménagement. Ils concluent ensuite des contrats de résidence temporaire avec les résidents pour organiser l'occupation des lieux.

La ville souhaite poursuivre le déploiement qu'elle a initié en 2021 en mettant à disposition le nouveau bien ci-dessous à l'association Médiation avec Toits, qui par un projet associatif dédié permet un accompagnement social adapté. La période de mise à disposition est prévue du 1^{er} septembre 2022 au 31 janvier 2023.

Propriétaire	Maison Appartement	Habitations	superficie	Places	Public	Commentaires
Ville	M	1	280 m²	20	Demandeurs d'asile	Médiation : Médiation avec Toits

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le positionnement du bien immobilier ci-dessus afin qu'il puisse faire l'objet de convention de mise à disposition dans le cadre de l'habitat intercalaire ;
- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que à tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Convention d'occupation Temporaire 2022 les Grezes v2.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198326-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

**Hôtel Baschy du Cayla - Convention d'occupation du domaine public entre la
Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme - Mise à disposition à titre gracieux -
Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole organise des visites guidées de différents sites à Montpellier. L'Office de Tourisme a sollicité les services de la Ville afin d'organiser des visites d'une partie de l'Hôtel Baschy du Cayla, situé 1 rue Embouque d'Or à Montpellier, notamment le rez-de-chaussée (corridor, cage d'escalier et la cour intérieure).

La Ville a souhaité répondre favorablement à l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole dont l'une des missions est la promotion de l'offre touristique sur le territoire métropolitain et notamment de son patrimoine. La Ville propose donc une mise à disposition du rez-de-chaussée du bâtiment, réservé avant tout à l'accueil d'associations, à compter du 1^{er} août 2022.

Les visites organisées par l'Office de tourisme intervenant principalement pendant les horaires d'ouverture au public du bâtiment, l'autorisation de pénétrer dans les locaux est consentie à titre gracieux et pour une durée indéterminée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition du rez de chaussée de l'Hôtel Baschy du Cayla au bénéfice de l'Office de tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole pour organiser des visites guidées du site ;
- D'approuver la gratuité de cette mise à disposition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2022 OT Hotel Baschy (003).doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197142-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Détermination du nombre d'Adjointes au Maire de Montpellier - Déclaration de vacance du poste de 14ème Adjoint - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par un courrier en date du 5 juillet 2022, Monsieur Charles SULTAN, 14^{ème} Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier, a présenté sa démission à Monsieur le Préfet de l'Hérault ; elle a été acceptée par un courrier du Préfet en date du 7 juillet 2022. Cette démission a pris effet et est devenue définitive à cette même date, conformément aux dispositions de l'article L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Il convient dès lors de re-déterminer le nombre d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier.

En application des dispositions de l'article L. 2122-2 du CGCT, « *le Conseil municipal détermine le nombre des Adjointes au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ». Compte tenu de la strate démographique dans laquelle se situe la Ville de Montpellier, cette disposition permet au Conseil municipal de créer au maximum 19 postes d'Adjointes au Maire.

Par ailleurs, l'article L. 2122-2-1 du CGCT prévoit la possibilité, dans les communes de 80 000 habitants et plus, de créer des postes d'Adjointes au Maire principalement chargés d'un ou plusieurs quartiers, « *sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ». Cette disposition permet donc de créer au maximum 6 postes d'Adjointes au Maire supplémentaire.

Au vu de ces dispositions législatives, il est donc proposé de maintenir à 25 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier et de déclarer vacant le 14^{ème} poste d'Adjoint.

Le poste de 14^{ème} Adjoint étant vacant, conformément à l'article L. 2122-7-2 CGCT, il conviendra de désigner un successeur parmi les conseillers municipaux de sexe masculin. Il est proposé que ce successeur occupe, dans l'ordre du tableau, le même rang que celui occupé précédemment par Monsieur SULTAN.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De maintenir à 25 le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier ;
- De déclarer vacant le 14^{ème} poste d'Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier ;
- De dire que le successeur de Monsieur SULTAN occupera dans l'ordre du tableau, le même rang que celui qu'il occupait précédemment ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 28 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199799A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/07/22
Réception en Préfecture : 28/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Election d'un Adjoint au Maire sur le poste déclaré vacant

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

A la suite de la démission de Monsieur Charles SULTAN et de la détermination du nombre d'Adjoints au Maire par délibération du présent Conseil, le poste de 14^{ème} Adjoint au Maire a été déclaré vacant.

Conformément aux dispositions des articles L. 2122-7 et L. 2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) le nouvel Adjoint devra obligatoirement être de sexe masculin. Il devra être élu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à l'élection d'un Adjoint afin de pourvoir le poste de 14^{ème} Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Alban ZANCHIELLO.
Aucune autre candidature n'est proposée.

A l'issue du vote, sont comptabilisés les résultats suivants :

Présents (émargement) : 60

Votants : 42

Bulletins nuls : 3

Bulletins blancs : 15

Suffrages exprimés : 42

Majorité absolue : 31

Monsieur Alban ZANCHIELLO, ayant obtenu 42 voix, est élu 14^{ème} Adjoint au Maire de la Ville de Montpellier.

Fait à Montpellier, le 28 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 28 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- P.V.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199802A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/07/22
Réception en Préfecture : 28/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Lutte contre la variole du singe - Aide exceptionnelle en faveur d'actions de prévention et de vaccination - Exercice 2022 - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Une épidémie mondiale de variole du singe (*Monkey Pox*) sévit dans 75 pays non endémiques, où plus de 16 000 cas ont été signalés. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré la variole du singe comme urgence de santé publique internationale le 23 juillet.

En France, au 21 juillet 2022, 1 567 cas ont été confirmés depuis mi-mai, dont 99 % sont des hommes, et 96 % d'entre eux sont des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes. Dans ses recommandations, la Haute Autorité de Santé propose la vaccination préventive aux groupes les plus exposés, notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes et les travailleurs et travailleuses du sexe.

L'Occitanie est la 3ème région la plus exposée après l'Ile-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes (11% des cas totaux confirmés). Une montée en puissance de la vaccination s'observe ces dernières semaines, d'autant plus sur le département de l'Hérault.

Dans ce contexte d'urgence sanitaire, la Ville de Montpellier a la volonté de protéger et de prendre soin des publics les plus à risques de cette maladie en soutenant les associations au travers d'actions de prévention et de promotion de la vaccination.

La Ville de Montpellier prévoit de soutenir à hauteur de **50 000 €** la mise en œuvre d'actions de prévention et de promotion de la santé des structures suivantes :

- Le **Spot**, Centre de santé sexuelle, habilité à la vaccination contre la variole du singe sur Montpellier. Une enveloppe de **30 000 €** permettra de renforcer l'offre de vaccination sur ce site ;
- L'**association AIDES** : une subvention de **10 000 €** permettra de développer les actions de prévention spécifiques ;
- L'**association Enipse** : une subvention de **10 000 €** permettra de développer les actions de prévention spécifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mesure de soutien d'urgence aux actions portées par le Spot, centre de santé sexuelle, habilité à la vaccination contre la variole du singe, à hauteur de 30 000 € ;
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagements ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2022 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-200300-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Projet Educatif de Territoire 2022/2027 - Approbation

Madame Françoise BOUTET-WAISS, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier décline, dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT), sa politique éducative en faveur des enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires publiques. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et indique les objectifs poursuivis en matière d'Education.

Le PEDT 2022-2027 concerne ainsi plus de 21 000 élèves, 8 000 maternels et 13 000 élémentaires, scolarisés actuellement dans 50 écoles maternelles, 50 écoles élémentaires et 17 écoles primaires. Sur les 21 000 élèves, environ 19 000 enfants fréquentent les accueils de loisirs périscolaires pilotés par la Ville. Le PEDT comprend également l'offre de loisirs du mercredi et des vacances scolaires, 45 accueils de loisirs sont répartis sur l'ensemble du territoire, 21 municipaux et 24 associatifs, pour une capacité d'accueil de presque 3 000 places. 1 170 agents municipaux (animateurs, ATSEM et enseignants vacataires) et 276 intervenants associatifs encadrent les enfants sur les accueils périscolaires et extrascolaires soit près de 1 450 personnes.

L'organisation du temps scolaire (OTS)

La Ville, conjointement avec les conseils d'école, a soumis à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) une proposition de renouvellement d'OTS dérogatoire sur 8 demi-journée dès la rentrée 2021 (cette organisation avait été accordée pour 3 ans à compter de la rentrée 2018/2019). Par courrier du 16 juillet 2021, la DSDEN a renouvelé l'autorisation de déroger pour une durée de 3 ans selon les horaires suivants :

- 8 ½ journées de classe hebdomadaire ;
- 8h30/12h et 14h/16h30 les lundis, mardis, jeudis et vendredi.

Des dérogations sont possibles mais concernent uniquement l'horaire : 8h45/12h et 14h/16h45.

L'organisation des autres temps de l'enfant

Le PEdT prend en compte l'offre périscolaire, extrascolaire et les différents dispositifs pour en être le cadre fédérateur. Cet outil de collaboration locale et de mise en cohérence des projets vise, à l'initiative de la Collectivité, à mobiliser toutes les ressources et tous les partenariats dans les domaines éducatifs pour une meilleure articulation des différents temps de l'enfant.

Le PEdT 2022-2027 repose sur :

- **Une ambition politique** : La ville éducatrice à hauteur d'enfant ;
- **Des objectifs politiques déclinés dans le projet de mandat** :
 - Mise en œuvre d'une ville éducatrice, qui accompagne la jeunesse vers la réussite et l'émancipation, dans un continuum éducatif depuis la petite enfance, qui garantisse la transmission des valeurs républicaines ;
 - Assurer la mobilisation de tous les acteurs pour travailler sur l'ensemble de la chaîne de l'éducation, et valoriser le travail des agents parties prenantes ;
 - Garantir la mixité scolaire et l'inclusion garant d'un accès de tous à tous les droits d'éducation, loisirs, pratiques culturelles et remettre l'enfant au cœur de son parcours éducatif ;
 - Déployer une politique éducative et familiale d'accès à la culture et à la pratique artistique - Mobiliser les temps périscolaires animés par la Ville pour l'éveil des enfants et la réduction des inégalités ;
 - Protéger les enfants (harcèlement / absentéisme) et aider à la parentalité (accompagner les parents dans les parcours scolaires) ;
 - Engager un large plan concerté de construction, rénovation des écoles, sécurisation et embellissement de nos écoles et leurs abords ;
 - Accompagner la transition écologique à l'école et la nouvelle politique alimentaire auprès des enfants (éducation accompagnement au goût...) ;
- **Une large concertation** : démarche « Montpellier Ecole 2030 », séminaire sur l'école maternelle, groupes de travail thématiques et mobilisation des instances de concertation du PEdT.

Les objectifs attendus du PEdT 2022-2027 :

Les objectifs et les façons de les atteindre ont été fixés par cinq groupes de travail thématiques qui se sont réunis entre deux et trois fois durant le 1^{er} semestre 2022. Ces groupes de travail ont réuni des représentants de la Ville et de la Métropole (pôle Petite Enfance, pôle Education, pôle Solidarité et mission stratégie urbaine), de la DSDEN, du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES), de la CAF, du CHU de Montpellier, des parents d'élèves et de 11 associations locales. Le projet fixe 10 objectifs prioritaires :

Objectif 1 - Renforcer la qualité des interventions sur les temps d'accueil périscolaires et extrascolaires (améliorer les collaborations entre les intervenants municipaux et associatifs, fédérer les équipes d'animation autour de projets pédagogiques partagés, concevoir des interventions sur l'ensemble des temps, proposer des activités le soir après la classe au moins une fois par semaine pour chaque enfant, ...)

Objectif 2 – Assurer une meilleure cohérence éducative entre tous les professionnels de l'Éducation (installer des temps d'échange entre les équipes enseignantes et d'animation) ;

Objectif 3 – Favoriser la scolarisation de tous les enfants avec des besoins éducatifs spécifiques, quels que soient leurs difficultés ou leurs handicaps (Sensibiliser au handicap tous les personnels intervenant dans les écoles, renforcer les liens avec les établissements médico-sociaux et le CHU de Montpellier) ;

Objectif 4 – Rendre l'école accueillante pour les enfants (mobilier modulable, signalétique, expertise d'usage des enfants, jeux dans les cours d'école élémentaires, ...)

Objectif 5 – Lutter contre le harcèlement scolaire (structurer la remontée des faits de violence et accompagner les équipes) ;

Objectif 6 – Mieux prendre en compte la parole des enfants (installation d'un conseil des enfants dans chaque école, médiation par les pairs, messages clairs, ...)

Objectif 7 – Accompagner les parents dans leurs responsabilités éducatives et favoriser la qualité et la continuité des liens entre les enfants et les parents (CLAS, temps d'échange dans les établissements (écoles, ALP, ALSH, ...) avec ou entre les parents, ludothèque partagée parents – enfants dans les écoles, ...)

Objectif 8 – Développer l'autonomie de l'enfant et agir pour modifier la perception des parents (rue aux écoliers, apprentissage du vélo, terrains d'aventure, ...)

Objectif 9 – Développer le « dehors » et favoriser les apprentissages et les loisirs en plein air (dispositif « école dehors », séjours, aire de jeux inclusive, ...)

Objectif 10 – Permettre à l'enfant de se réapproprier l'espace public (aménagement de voirie à hauteur d'enfant, abords des écoles, ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'acter le nouveau Projet Educatif de Territoire (PEdT) 2022-2027 de la Ville de Montpellier ;
- De transmettre au Préfet, à la DSDEN et à la CAF de l'Hérault le nouveau PEdT 2022-2027 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention PEdT PM 2022.doc
- PEdT - objectifs attendus
- PEdT - ALP 2022-2023
- PEdT - ALP mercredi
- PEdT - tarifs
- PEdT - plan de formation éducation
- PEdT - emploi du temps.pdf
- PEdT - document familles accueils de loisirs
- PEdT - document familles écoles guide pratique

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196204-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Renouvellement pour une deuxième session - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir les investissements et les initiatives des associations afin qu'elles
puissent mener à bien leurs activités et leurs projets dans le cadre de la délibération V2022- 117 du 29 mars
2022 suivant le tableau ci-dessous.

« THEMATIQUE SPORTS »				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE KAYAK	3627	Achat d'un véhicule	18 200,00 €
926	MUC OMNISPORTS	3628	Achat de matériels pour aménager la salle de réunion	15 650,00 €

926	MUC OMNISPORTS	3629	Climatisation des locaux	40 000,00 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	3621	Achat de matériels pédagogiques	6 050,00 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS DE FIGUEROLLES	3617	Achat d'un véhicule	17 500,00 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	3619	Achat d'un véhicule	11 200,00 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	3615	Achat de deux véhicules	40 000,00 €
7090	MONTPELLIER FOOTBALL ACADEMY	3613	Achat d'un véhicule	24 000,00 €
7510	MONTPELLIER BOXING PAILLADE	3622	Achat d'un véhicule	9 100,00 €
TOTAL				181 700,00 €

Dans un contexte de fortes relances des activités sportives après une longue période de fonctionnement dans le cadre des contraintes liées à la Covid 19, la Ville souhaite relancer une deuxième session pour soutenir les investissements des associations sportives, dans le cadre d'un appel à projets s'inscrivant dans des conditions identiques de celui lancé en mars 2022, à savoir pour une association :

- Cumuler les deux critères suivants :
 - o Compter plus de 30 licenciés lors de la saison 2020-2021 ;
 - o Etre affiliée à une fédération sportive agréée en date du 31 décembre 2021 ;
- Montant de la subvention allouée pour chaque projet compris entre un minimum de 1 000 € et un maximum de 40 000 € ;
- Plafonnement de la subvention de la Ville de Montpellier à 70% maximum des dépenses éligibles du projet ;
- Dépenses d'investissement éligibles à une subvention :
 - o Achats outils informatiques et numériques ;
 - o Achat d'équipements ou de matériel en lien direct avec l'activité de la structure ;
 - o Achat de véhicules de transport de personnes (minibus) avec une priorité pour des acquisitions respectueuses de l'environnement.

Le projet sera apprécié par rapport à :

- Leur pertinence au regard des activités de l'association et de la discipline sportive concernée ;
- Leur intérêt au regard du développement des activités physiques et sportives à l'échelle du territoire de la Ville (développement de l'activité auprès de nouveaux publics par exemple) ;
- La viabilité de son modèle économique, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Le cadre financier d'attribution de la subvention sera précisé dans une convention attributive signée entre la Ville de Montpellier et le porteur de projet.

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets est le suivant :

- Publication de l'appel à projets : 11 août 2022 ;
- Date limite de dépôt des projets : 18 septembre 2022 ;
- Analyse des dossiers : octobre -novembre 2022 ;
- Validation des projets soutenus et de l'attribution des subventions : Conseil municipal de décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention-type d'attribution ;
- D'approuver le lancement de la deuxième session de l'appel à projets 2022 d'investissement en faveur du développement des activités sportives et physiques selon les objectifs, conditions et critères exposés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conv investissement 2ème session 2022.pdf
- Lettre de cadrage subventions d'investissement 2ème appel à projets 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196735-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

« VIE ASSOCIATIVE »				
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Montant attribué
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyen (AVEC)	001593	Fonctionnement	1000 €
7657	Comité de quartier Paul Valéry	001566	Fonctionnement	1000 €
TOTAL				2000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre engagement fonctionnement.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197651-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Évolution du stationnement réglementé sur le territoire de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Il permet de favoriser un partage équilibré de l'espace public afin de renforcer le dynamisme et l'attractivité des centres urbains et d'accompagner leur développement économique. Le stationnement s'inscrit également dans une démarche de développement durable – d'amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'air. En outre il contribue à orienter le choix des usagers vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement, et permet d'améliorer l'accessibilité au centre-ville par un report du stationnement de longue durée dans les parcs de stationnement en ouvrage.

Par conséquent, une évolution du zonage du stationnement réglementé est proposée au sein des secteurs suivants :

- Secteur dit « Carnot-Strasbourg » ;
- Secteur dit « Clémenceau-Rondelet-Pas du Loup » ;
- Secteur dit « Boutonnet Beaux-Arts » ;
- Secteur dit « Hôpitaux-Facultés » ;

- Secteur dit « Celleneuve » ;
- Secteur dit « Ovalie-Grisettes » ;
- Secteur dit « Malbosc » ;
- Secteur dit « Millénaire ».

La liste des rues concernées ainsi que les plans sont joints en annexe.

Par ailleurs, 10 périmètres « Zone Très Courte Durée » seront créés à cette occasion :

- Avenue de Maurin ;
- Avenue de Toulouse 1 ;
- Avenue de Toulouse 2 ;
- Rue du Lavandin ;
- Avenue du Val de Montferrand ;
- Rue de Bugarel ;
- Rambla des Calissons ;
- Avenue Aglaé Adanson ;
- Rue du Mas de Verchant ;
- Avenue de l'Agriculture.

La mise en œuvre de ces nouvelles zones nécessitera un avenant au contrat de Délégation de Service Public (DSP) avec l'exploitant TaM afin de prendre en compte les impacts financiers et techniques induits par ces évolutions. Ces nouvelles dispositions entreront en vigueur à partir de 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du zonage du stationnement règlementé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 3 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plans

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198775-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Midi-Libre pour la co-organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Produit par le Groupe La Dépêche du Midi qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la 1ère édition du forum « Le Monde Nouveau », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom. La seconde édition du forum « *Le Monde Nouveau* » s'est déroulée à Montpellier, du 30 septembre au 3 octobre 2021.

La troisième édition du forum « *Le Monde Nouveau* » se déroulera au Corum - Palais des Congrès de Montpellier, du 29 septembre au 1er octobre 2022 avec comme thématique majeure : « *Accélérer* ». Le temps est en effet à l'action et en cette année 2022 le Forum « *Le Monde Nouveau* » mettra à l'honneur les actions et les projets qui avancent, qui voient le jour, qui grandissent, qui fleurissent et qui montrent que le changement est possible.

Il est dans ce cadre proposé une convention de partenariat entre *Midi-Libre*, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour co-organiser cet événement. Le groupe de presse s'engage notamment à promouvoir l'évènement et à être présent sur le forum, la Ville de Montpellier et la Métropole s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 60 000 € TTC (30 000 € chacun) pour l'année 2022. La Ville mobilisera ses emplacements publicitaires locaux et de pavoisement pour la promotion de l'évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention salon nouveau monde v3.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199270-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Convention entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 7 et 8 octobre 2022 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis* ».

Le Point, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole co-organisent l'évènement. La Ville de Montpellier mobilisera ses emplacements publicitaires locaux pour promouvoir l'évènement, valorisé à

hauteur de 63 500 € TTC. Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville, la Métropole et *le Point*.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point* ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de coorganisation de FuturapolisSanté 2022.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199286-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Délégations du Conseil municipal au Maire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de compétences. Ces délégations permettent de faciliter le fonctionnement quotidien des services en permettant de ne pas soumettre la totalité des sujets que la commune doit traiter au formalisme et au calendrier des réunions du Conseil municipal.

Ainsi, en application de ces dispositions, il est proposé de déléguer au Maire, et pour la durée de son mandat, les pouvoirs suivants :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;

3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

La signature de ces décisions, comme de toutes les autres, peut librement être subdéléguée par le Maire à des adjoints ou conseillers municipaux.

Néanmoins, afin de permettre une gestion courante des affaires communales la plus fluide possible dans le domaine des marchés publics, le Conseil municipal autorise également le Maire à subdéléguer la signature de ces décisions aux fonctionnaires prévus par l'article L. 2122-19 du Code général des collectivités territoriales selon les modalités suivantes :

- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à 40 000 € HT. Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil municipal accepte également que pour ces marchés de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Maire pour le faire vaille décision d'attribution ;
- toutes les décisions relatives à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dont le montant est égal ou supérieur à 40 000 € HT. Pour ces marchés, les décisions d'attribution ne peuvent être subdéléguées aux responsables de services communaux et restent de la compétence exclusive du Maire ou de l' élu ayant obtenu délégation de ce dernier.

4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ; de décider, avec cette même limitation de durée :

- de la mise à disposition à titre gratuit de biens relevant du domaine public ou privé communal (constitutive d'une subvention en nature) ;
- des occupations à titre payant de moins de douze ans résultant d'une procédure de sélection préalable ou d'un appel à manifestation d'intérêt concurrent, en cas d'exploitation économique.

5° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;

6° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;

15° D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public

particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en oeuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;

16° De transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 euros ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même Code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 60 millions d'euros ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du Code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatif à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;

26° De procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

27° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

28° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement ;

29° Dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la commune et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées :

- octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers municipaux pour représenter le Conseil Municipal, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Ville peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Ville en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Ville ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT, sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Par ailleurs, l'assemblée délibérante, délègue au Maire le pouvoir de saisir la commission consultative des services publics locaux conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT et ce, sans condition d'aucune sorte.

Il est précisé que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner au Maire de Montpellier, délégation pour la durée de son mandat, pour prendre les actes prévus et énumérés aux articles L. 1413-1 et L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser, en application des articles L. 2122-17 et L. 2122-23 de ce même code, qu'en cas d'empêchement du Maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de cette délégation soient prises par un adjoint dans l'ordre des nominations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196940-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Roger-Yannick CHARTIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS, aux côtés de Madame Célia SERRANO.

Au 31 décembre 2021, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €. La Ville de Montpellier reste actionnaire à hauteur de 9,29% du capital aux côtés notamment de Montpellier Méditerranée Métropole (35,54%), de la Région Occitanie (37,65%), du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). La Ville de Montpellier détient 2 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, représenté par Monsieur Roger-Yannick CHARTIER et Madame Célia SERRANO.

En 2021, la Ville de Pérols a cédé sa participation (1 action) à Montpellier Méditerranée Métropole, au motif que l'exploitation de la société est désormais réduite à la gestion des seuls équipements métropolitains situés sur la ville centre de Montpellier, et que le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna situés sur la ville de Pérols, sont désormais gérés par la SPL Occitanie Events dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) avec la Région Occitanie. Le nombre d'actions détenus par Montpellier Méditerranée Métropole est donc passé de 80 393 à 80 394 actions représentant toujours 35.54% du capital.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 22 avril et 15 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 2 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont TaM est subdélégataire.

L'année 2021 a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19. Toutefois l'activité a pu reprendre de manière assez forte en fin d'année.

La société est dirigée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2021 de la société est de 54 salariés et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en hausse passant de 111 manifestations à 209 en 2021, sans atteindre le niveau de 2019 (303). La fréquentation est également en hausse de 53% avec 222 280 participants.

La hausse de la fréquentation est très importante au Corum par rapport à 2020 (+80%) alors que le Zénith Sud a connu une légère baisse (-1%). Le Corum avait été fermé de mi-mars à fin juin 2020 puis à partir d'octobre 2020, mais une activité réduite avait pu avoir lieu de début juillet à fin octobre. En 2021, l'activité a été perturbée mais des événements ont pu se tenir tout au long de l'année. Le Zénith Sud a bénéficié d'une forte activité en début d'année 2020 avant d'être totalement arrêtée pour le reste de l'année, alors qu'en 2021 il a été arrêté jusqu'au 18 septembre, date où l'activité a pu reprendre quasi normalement.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (Meeting Incentive Congress and Events) regroupe les congrès, en forte hausse avec 54 événements ; le corporate avec 11 événements ; les 9 salons accueillis soit un total de 52 165 participants (19 612 participants en 2020 soit +165%) pour 74 manifestations (33 manifestations en 2020 soit +124%) ;
- Le marché des spectacles a affiché une activité très faible. Les spectacles ont été à l'arrêt sur le 1^{er} semestre et ont pu reprendre progressivement à partir de septembre. Les deux années sont comparables avec environ 3 mois d'activité, 32 événements se sont produits sur 2021 contre 39 en 2020 ;
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED) a regroupé 103 événements. Les 3 festivals ont pu avoir lieu et l'Orchestre a pu maintenir son activité tout au long de l'année.

Parmi les événements accueillis sur l'année 2021, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : le Monde Nouveau, sommet Afrique France, Congres Français de Psychiatrie, ... ;

- Salons : Ob'Art, Paramed / Grandes écoles/ Art, communication, Poursuite d'études et alternance, ... ;
- Spectacles au Corum : Patrick BRUEL, le lac des cygnes, Roman FRAYSSINET, Thomas DUTRONC les internationales de la guitare, ... ;
- Spectacles au Zénith : Dadju, Florent PAGNY, Vitaa & Slimane, Christophe MAE, soirée F*ckg Halloween, ...

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires de 8 492 K€, est en hausse de 43% par rapport à 2020 en lien avec l'allègement des contraintes sanitaires ; cependant il affiche encore une baisse de 32% par rapport à 2019, année d'activité normale.

Le chiffre d'affaires se répartit à 91.4% pour le Corum et 8.6% pour le Zénith Sud. La spécificité dévolue au « Corum - Palais des Congrès – Opéra », en tant qu'établissement d'accueil des associations culturelles locales majeures précitées, a notamment permis à la société délégataire de maintenir un niveau économique incomparable, au niveau national, au regard de l'impact de la crise sanitaire constatée sur les différents palais des congrès du territoire.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 9 589 K€ (contre 6 247 K€ en 2020) pour un total de charges à 8 462 K€ (5 830 K€ en 2020). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 1 127 K€ (417 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides gouvernementales de soutien salarial pour 479 K€, d'exonération de charges et de l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 215 K€ (soit 694 K€ contre 931 K€ en 2020) ainsi que du fonds de solidarité pour 887 K€ (200 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides conséquentes et d'une structure économique résiliente au 1^{er} semestre, et a profité pleinement de la reprise sur le 2^{ème} semestre ; elle a également bénéficié en fin d'année d'un résultat exceptionnel conséquent (608 K€) lié aux reprises de provision pour litiges. Elle a ainsi pu enregistrer un résultat net positif de 1 358 K€ (193 K€ en 2020).

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 14 253 K€ en 2020, à 15 612 K€ en 2021, pour un capital de 15 833 K€, améliorant progressivement la situation financière.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 967 K€ contre 549 K€ en 2020 et tiennent compte de la compensation contractuelle du délégant à son délégataire en lien avec le forfait d'accueil du Festival Radio France relatif à la période de crise sanitaire et à l'absence de la manifestation sur 2020.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 357 K€ hors forfait social, (429 K€ compris).

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 351 K€ conformément au contrat de DSP. Le montant des travaux s'élève à 613 K€ depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 97 K€ à fin décembre 2021.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 2 121 K€ sur l'année 2021.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. L'aide apportée par la Métropole en 2021 est de 50 K€ TTC.

Dans le cadre des perspectives, ce dispositif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023. Les activités de la société continuent d'être affectées par la Covid19 au 1^{er} trimestre 2022 et l'entité s'attend à un impact négatif modéré sur son chiffre d'affaires 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de gestion 2021 ME.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197330-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML), et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités concernant l'exercice 2021 de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M)

Par délibération n°V2020-076 du Conseil en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Christophe BOURDIN pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL SA3M, aux côtés de Madame Clara GIMENEZ, et Messieurs Mustapha LAOUKIRI et Boris BELLANGER au sein du Conseil d'administration.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €.

La Ville de Montpellier détient 22,60 % des parts. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % du capital, aux côtés de

la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant Montpellier Méditerranée Métropole. Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2021 : les 09 avril, le 28 mai 2021 et le 23 juillet. L'Assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2020 s'est tenue le 25 juin 2021 et celle statuant sur les comptes 2021 s'est tenue le 16 juin 2022.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 11 équivalent-temps-plein (ETP), tous en CDI. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, pour une durée de 5 ans, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2021.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en progression de +365 K€ soit +21% par rapport à 2020, il s'élève à 1 896 K€, (contre 1531 K€ en 2020) ; il permet de consolider les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social avait été entièrement reconstitué à fin 2016. Les capitaux propres s'élèvent ainsi à 7 449 K€ à fin 2021.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2021 est de 50 358 K€ (contre 50 524 K€ en 2020). Au cours de l'année 2021, la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses actionnaires dont notamment 7 nouveaux mandats (dont les mandats de réalisation Arceaux, Peyrou, Foch et Comédie Esplanade, Triangle).

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 103,8 M€ TTC en 2021 (dont 16,5 M€ HT d'acquisitions) contre 109,9 M€ TTC en 2020.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 3,6 M€ avec une hausse de + 1,2 M€ par rapport à 2020.

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études :
 - o Pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (*Arceaux Peyrou Foch Préfecture, Rénovation thermique, Centre de tri DEMETER II, Réalisation CRR, Réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain Grammont, Préfigurateur, Médiathèque Zola, Equipements sportifs 3M, NPNRU Mosson, PRIR Cévennes, Rénovation thermique, Mijoulan Naussargues, Réalisation du Centre d'Art contemporain, Requalification Lauze, Tour Assas requalification Salaison, Rénovation thermique, Comédie Esplanade Triangle Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Salle de Hand, réqualification multi sites, Halles Laissac, nouveau parc d'activités sur 9 communes, OPAH CD Mosson, parc Artisanal de Sussargues, Sablassou 2, Saporta, Plan de sauvegarde cevennes, Site Trifontaine, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, Secteur Pagezy*) ;
 - o Pour la Ville de Montpellier (*Archives municipales, Halles Laissac, Veyrassi, Comédie Esplanade Triangle, Nouveau Grand Cœur consolidé, Nouvelle Halle et place LAISSAC, Croix d'argent, Croix LAVIT, Réhabilitation – Ancienne mairie, – Hôtel French tech,*

Réhabilitation du skate park de Grammont, Réhabilitation du parc zoologique de Lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne, Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal, Hortus, secteur la Cavallade) ;

- o Pour La Communes de Sussargues (Cœur de Village) ;
- o Pour La Commune de Castries (Etudes Place Cartel) ;

- Des concessions d'aménagement pour le compte de :

- o Montpellier Méditerranée Métropole (*Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Odysseum Est, Parc 2000 2^{ème} Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès consolidé, ZAC 2 et ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Stade Jules Rimet Sussargues, Hameau de Baillarguet, Cévennes*) ;
- o Ville de Montpellier (*Nouveau Grand Cœur consolidé, NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Hauts de la croix d'argent, EAI Quartier EAI, ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé*) ;
- o La Commune de Saint Georges d'Orques (*programme centre d'Orques*) ;
- o La Commune de Clapiers (*ZAC du Castelet*) ;
- o La Commune de Castries (*ZAC des Sauredes*) ;
- o La Communes de Sussargues (*Eco Quartier des Capitelles*).

La SA3M fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société SERM et du GIE SERM-SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire de 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les perspectives 2022 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- La société a proposé d'étendre ses compétences en élargissant son objet social à la transition énergétique afin de contribuer au PCAET et promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ;
- Les investissements en lien avec l'aménagement se poursuivent de manière importante en 2022 avec près de 104 M€ en prévision et 63M€ d'emprunts nécessaires ;
- D'importantes commercialisations sont programmées pour plus de 56M€ (contre 21 M€ en 2021) ;
- Pour faire suite aux assises du territoire, de nombreuses consultations de promoteurs sont également lancées pour aboutir à 8 000 logements commercialisés sur le Groupe SERM-SA3M d'ici à fin 2023 ;
- Un chiffre opérations de 135.8 M€ dont 79 % en concessions d'aménagement est ainsi envisagé ;
- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT-SAEML SERM – SPL SA3M est lancé autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole ;
- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- SA3M - Rapport de l'Administrateur Exercice 2021 - ville de Montpellier vdef.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197504-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Organismes extérieurs - Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Christian ASSAF, Emilie CABELLO, Catherine RIBOT et Maryse FAYE.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K€. La société est présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Michaël DELAFOSSE ; et la Vice-Présidente est Catherine RIBOT. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de Montpellier

Méditerranée Métropole (28,72%), de la Commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41%.

La Ville de Montpellier occupe 5 sièges sur 13 au sein du Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2021 : le 07 avril, le 21 mai, le 23 juillet et le 01 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

En 2021, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 83,5 ETP. La mise à disposition du personnel opérationnel SERM travaillant pour la SA3M s'élève à 39.4 ETP. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en forte hausse de 1M€ et s'élève à 6 718 K€ avant IS et épargne salariale, pour atteindre 4 267 K€ après ces éléments, contre 552 K€ en 2020. Les capitaux propres s'élèvent à 35 997 K€ pour un total bilan de 237 041 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 48 782 K€ contre 39 974 K€ en 2020, soit une forte hausse de 22 % s'expliquant principalement par des cessions en forte hausse (soit +9M€ par rapport à 2020).

La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid en délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 961 K€ contre une perte financière de -84K€ en 2020, soit une hausse de + 1 045 K€ s'expliquant notamment par la hausse du chiffre d'affaires de +1,4M€ K€ (soit +16%). En parallèle, les charges ont été sensiblement maîtrisées.

Les mouvements exceptionnels dont le résultat s'élèvent à 3 295K€ et comprennent notamment les provisions pour risques sur les projets patrimoniaux concernant les filiales de la SERM ID.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF (Réseau Montpelliérain de Chaleur et de froid) en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après IS et Epargne salariale de 4 163 K€ en 2021 contre 646 K€ en 2020 et 1 722 K€ en 2019, soit une variation de + 3517 K€ (+ 544%). Les produits du Département Energies, comprenant le RMCF, sont en hausse : 20 541 K€ à fin 2021 contre 16 842 K€ en 2020. Les ventes d'énergie ont fortement progressé en lien avec l'augmentation des volumes vendus corrélée aux nouveaux raccordements, et en lien avec l'effet prix relatif aux énergies fossiles.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 44 M€ TTC en 2021 contre 35.9 M€ TTC en 2020, année impactée par la crise sanitaire.

La SERM a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000, ZAC Eureka consolidé, Lotissement

Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Parc activités Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine Consolidé, Marcel Dassault 2 ème extension, ZAC Dassault Extension, Restructuration du secteur Frigoulet consolidé, RU Quartier Cévennes Petit Bard) ;

- o Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Extension consolidé, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne, PUP Mas Combelle, Avenue R.Dugrand, Consuls de Mer Consolidé, Quartier de la BAUME, ZAC Richter Consolidé, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur consolidé, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, PRU Cévennes Petit Bard, Travaux amélioratifs Ametyst) ;
- o Commune de Saint-Jean-de-Védas (ZAC Roque Fraiss CPA) ;
- o Commune de Prades-Le-Lez (ZAC Prata Horizons) ;
- o Commune de Saint Brès (ZAC Cantauessel) ;
- De l'immobilier d'entreprises (VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal) ;
- Des opérations en groupement (CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours) ;
- Des opérations en propre par le biais de ses filiales (Immeuble Cassiopée – opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC EAI Réhabilitation et extension ancien musée).

La SERM fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SA3M et du GIE SERM- SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale du groupe termine bénéficiaire à 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2021, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51%), ENERGIES DU SUD (36.11%), ANDROMEDE (90%), MUSEE EAI (90%), MONTPELLIER EVENTS (1.67%).

La SERM détient aussi toujours en 2021 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K€ détenu également à hauteur de 33,89% par La Caisse des Dépôts et Consignations, de 15% par Engie, de 10% par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et 5% par Dexia. Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2) créée le 29 octobre 2020.

Le chiffre d'affaires net 2021 de la société termine à 2 583 207 € contre 2 625 369 € à fin 2020.

Le résultat net après IS termine à – 451 863 € contre 85 573 € à fin 2020, comprenant 390 562 € de provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM à la suite de la révision tarifaire annoncée fin 2021 (-70%) et risquant de compromettre l'exploitation d'HELIOTAM.

La SAS MH2 a été créé en date du 29/10/2020, filiale composée d'Energies du Sud (50%) et d'EDF Hynamics (50%) pour un capital de 20K€. Elle portera le projet de production d'hydrogène mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celui d'alimenter en hydrogène vert deux futures lignes

de bus de la TAM. Le premier exercice s'est terminé le 31 décembre 2021, sans activité. Le résultat d'exploitation termine à 119 082 € contre 232 139 € à fin 2020.

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %).

Le résultat courant avant impôts de 2021 s'élève à – 6 566 € contre - 31 074 € à fin 2021 ; il est constitué de dépenses liées au fonctionnement de la société (honoraires et frais bancaires).

La SASU CASSIOPEE, Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle, a été créée en date du 26/07/2019 avec un capital social de 1 000 € ; elle est détenue à 100% par la SERM.ID. Elle a vocation à porter un patrimoine immobilier. A cet effet, elle a déposé un permis de construire en date du 02/08/2019 en vue d'édifier un immeuble de bureaux d'une surface de plancher de 7 831m² au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Ce permis a été obtenu le 21/11/2019. Suite à la décision du futur occupant d'acquérir le bâtiment au lieu d'en être locataire, le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La société sera donc clôturée en 2022.

La société a consommé plus de la moitié de son capital social mais sera liquidée en 2022.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%).

Le projet n'étant pas en activité, aucun chiffre d'affaires ni résultat n'ont été réalisés sur l'exercice 2021.

La SCCV MUSEE EAI, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000,00 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC EAI, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). La société ne réalise aucun chiffre d'affaires comme en 2020 et ne dégage aucun résultat.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2022 sera marquée par :

- Le soutien de l'activité économique avec la poursuite des investissements au travers des concessions d'aménagement (55,1 M€ TTC en 2022) imputés en stocks ;
- Le lancement du choc de l'offre visant à mettre 8000 logements en consultation sur deux ans au niveau du Groupe SERM-SA3M ;
- Le développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application de l'avenant n°7 de la Délégation de Service Public (15.3 M€ d'investissements sont notamment programmés) ;
- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers ;
- La crise énergétique en lien avec le contexte évoqué induisant une hausse des ventes d'électricité en

cogénération. Bénéficiant d'un contrat à prix ferme sur la période 2022/2023, les clients de la SERM dans le cadre du contrat de RMCF ont été protégés sur les impacts relatifs à l'envolée du prix du gaz. L'avenant 7 du contrat de RMCF intègre par ailleurs sur l'électricité une formule d'actualisation pour tenir compte de l'envolée des prix et éviter un effet ciseau entre les ventes de froid et les achats d'électricité ;

- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT- SAEML SERM – SPL SA3M, autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- SERM - Rapport de l'administrateur 2021 - 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197365-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° V2020-076 du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 30-juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Madame MASSART pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2021, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. La Ville de Montpellier détient 8% des parts aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole qui en détient 50%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement

des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la CCI (8%), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4%), le Crédit Agricole du Languedoc (4%), la société BRL (2%).

La Ville de Montpellier détient ainsi 1 siège sur 10 au conseil d'administration de la société.

La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni le 20 mai 2021 et le 13 décembre 2021. L'AGO s'est tenue le 21 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 20 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2021, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2021, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...), l'activité horticole et florale, et l'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN.

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) dont la révision a été approuvée par le Conseil Métropolitain du 25 janvier 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en

circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires)

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 158 opérateurs sur le MIN ; on note 19 arrivées, 15 départs et 4 agrandissements en 2021.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2020. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Dans le cadre de l'avenant 12, la SOMIMON a démarré les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée, à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

L'exercice 2021 ressort en bénéfice de 17 K€. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 160 K€.

Les produits totaux représentent 3 295 K€ (en hausse de +209 K€, +7%) pour un total de charges de 3 279 K€ (soit +196 K€, +6%).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3M€ (soit +101 K€, soit +3% par rapport à 2020), dont 777 K€ pour la filière fruits et 702 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+22 K€ soit +3%), et 548 K€ pour la plateforme entreposage (-17 K€ soit -3%), qui représente 18% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 41% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 255 K€ (200 K€ en 2020 à la suite de la réduction de 54K€ accordée par la M2tropole en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN)

Les éléments financiers au 31 décembre 2021 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Concernant les perspectives 2022, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€.

La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- MERCADIS SOMIMON - RAA - Exercice 2021 DEF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197378-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML TaM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°V2020-076 du Conseil municipal en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Manu REYNAUD pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAEML TaM.

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, est inchangé en 2021. La Ville de Montpellier détient toujours 9,11% du capital de la société TaM, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (46,02%) et d'un ensemble d'actionnaires privés (44,88%). La Ville est représentée par un siège au sein du Conseil d'administration présidé par Montpellier Méditerranée Métropole.

TaM détient 5 % du capital de la SAS T3M (société filiale du groupe Transdev SA), subdélégataire de la Délégation de service public relative aux Transports publics de la Métropole, et dédiée à l'exploitation de la part suburbaine du réseau.

La société TaM détenait deux filiales à 100% qui ont fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) dans la société mère TaM avec transfert du contrat de délégation de service public :

- Au 31 décembre 2020 pour la SAS Saint Roch Stationnement, société dédiée à la Délégation de service public du parking St Roch avec la Métropole ;
- Au 31 décembre 2021 pour la SAS TaM Voirie, société dédiée à la Délégation de service public relative au stationnement sur voirie avec la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 3 février, 30 avril, 23 juin, 24 septembre et 27 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 23 juin pour modifier les statuts et ajouter un administrateur salarié (loi PACTE).

Début 2021, la société est dirigée par son Président, Laurent NISON et son Directeur Général, Luc EGOUMENIDES. Le Conseil d'Administration du 24 septembre 2021 a mis fin avec date d'effet au 15 octobre 2021 au mandat du Directeur Général et opté à titre transitoire pour un mode de direction confié à un Président Directeur Général, Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN. A compter d'avril 2022, la société est de nouveau dirigée par son Président, Laurent NISON et son nouveau Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

En 2021, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway), tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire qui s'est poursuivie.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 142 au 31 décembre 2021 (1 135 en 2020).

En 2021, plusieurs événements ont marqué la société :

- La société a encore été fortement impactée par la crise sanitaire liée à la Covid-19. La poursuite de cette crise s'est traduite par une réduction générale de la mobilité du public comme de la mobilité professionnelle, impactant toutes les activités de TaM. La société présente un résultat déficitaire pour la 2^e année consécutive ;
- Déploiement de la gratuité phase 2 (-18 ans et + 65 ans) en septembre 2021, la phase 1 (week-end) lancée en septembre 2020 a désormais atteint son allure de croisière ;
- Le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France depuis décembre 2019 a impacté l'équilibre du contrat du parking Saint Roch.

La société TaM Voirie ayant fait l'objet d'une opération de Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au 31 décembre 2021 au sein de sa société mère TaM, avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2021, il n'y a plus de comptes consolidés.

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 111 M€ (+12M€ par rapport à 2020 soit +12%). Le montant des charges se porte à hauteur de 113 M€ (en évolution de +6.8M€ soit +6%). Le résultat net de l'exercice 2021 s'établit en déficit à hauteur de **-1.5 M€** (+5.2M€ par rapport à 2020) grâce notamment à une reprise de provisions à hauteur de 7.3 M€.

Il n'a pas été versé d'intéressement en 2021 compte tenu de l'absence de bénéfice.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 19.3 M€ (dont un capital de 4M€ et un report à nouveau de 302K€ impacté par une provision sur engagements de retraite à hauteur de 3.5M€) et représentent 16% du total du bilan.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise sanitaire et à la baisse des recettes d'activité. Dans ce cadre, la société a souscrit à un PGE de 8 M€ par l'intermédiaire de 3 emprunts (la moitié a été remboursée en 2022, 4 M€ reste à rembourser en 2023). La Métropole a validé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le TAD et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 95% par Transdev et 5% par TaM (avenant n°1).

Un avenant n°2 a acté la mise en œuvre d'une restructuration du réseau de bus urbain et suburbain en septembre 2019 suivie de quelques ajustements en janvier et février 2020. Un avenant n°3 délibéré en décembre 2020, a précisé les modalités de compensations pour la phase 1 de la gratuité (550 K€) ainsi que le montant de l'indemnisation forfaitaire partielle de la perte d'exploitation Covid de l'exercice 2020 (6.8M€ pour TaM et 680 K€ pour T3M).

En 2021, un avenant n°4 a formalisé les modalités de compensations pour la phase 2 de la gratuité (-18 et +65 ans), un avenant n°5 a permis la mise à jour du programme d'investissements subventionnés concernant les exercices 2021 à 2023 et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de l'activité Velomagg.

Les déplacements validés sont en hausse de 19% par rapport à 2020 mais encore en baisse de 35% par rapport à 2019, avec un impact de -36% sur les recettes de trafic.

Le nombre de voyages sur le réseau suburbain a subi une chute légèrement moindre par rapport à 2019, mais les services éducatifs ont en grande partie été supprimés, ainsi que les services spéciaux de type Amigo.

Comparé à 2019, l'impact de la crise sanitaire, fait baisser les produits transport (95.8 M€) de -6 M€ (dont SFE), mais ces derniers augmentent de 7 M€ par rapport à 2020.

Le montant de SFE 2021 versé par Montpellier Méditerranée Métropole à TaM s'élève à 35.8 M€ et demeure légèrement supérieur à 2020 (34.8 M€). Une SFE de 12.6 M€ est également versée à T3M dans le cadre du contrat de DSP Transports.

A cela s'ajoute les compensations sociales et scolaires versées par la Métropole à hauteur de 8 343 K€, soit -18% par rapport à 2020.

Dans le cadre du nouveau contrat de DSP avec la Métropole, une subvention de Gros Entretien Renouvellement est désormais versée par le délégant pour 80% du programme prévisionnel, soit 2 013 K€.

La contribution totale (TaM/T3M) versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève ainsi à 67 M€ TTC (69 M€ TTC en 2020).

Il n'a pas été versé d'indemnité préjudicielle Covid en 2021 pour TaM dont le niveau des capitaux propres et la structure financière, toutefois fortement fragilisée par les deux derniers exercices, reste acceptable. Une indemnité de 450 K€ pour le subdélégataire T3M, qui ne dispose pas de la même structure financière, a été approuvée au Conseil Métropolitain du 31 mai 2022.

L'activité Transport dégage un résultat déficitaire de **-2.4 M€** (-6M€ en 2020) grâce notamment à une reprise de provisions pour risques et charges à hauteur de 7.3 M€ (concernant le Gros entretien renouvellement, les chariots de portes rames Citadis 401, les corps de roues des rames Citadis, le remplacement des injecteurs multitubulaires Ligne 2).

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2021 s'établit à 1 916 K€ (1 540 K€ en 2020) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les dernières opérations d'achèvement de la L3, sur les études de l'extension L1 vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la L5 dont l'attribution de réalisation a été notifiée à TaM le 31 décembre 2020.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029) et Europa

(1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La fréquentation « horaire » augmente de 13.9% par rapport à 2020, mais reste inférieure de 25.2% à celle de 2019.

Plus spécifiquement, sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-6.6% par rapport à 2020 et -30.4% par rapport à 2019). Seul le parking Saint Roch connaît une hausse importante de sa fréquentation en volume (+67 000 sorties soit +33%), sans toutefois rattraper sa fréquentation de 2019 (-24%), suivent Comédie (+9.7%) et Corum (+28.5%).

Le chiffres d'affaires « horaire » augmente de 1.3 M€ soit 29.6% par rapport à 2020, sans retrouver le niveau de 2019 (-1.9 M€ -25.8%).

La fréquentation « abonnés » est moins impactée par la crise (+3.4%/2020) et voit ses recettes en hausse de 6.4%.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à **-262 K€** en baisse par rapport à 2019 (-28 K€ en 2020, 822 K€ pour 2019) principalement généré par le déficit du parking Saint Roch (-322 K€), lié aux conséquences de la décision de la SNCF de transférer 30% du trafic TGV de la gare Saint Roch à la Sud de France.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. L'activité continue à se développer avec l'acquisition du 1^{er} véhicule LAPI (Lecture Automatique de Plaques d'Immatriculation), le stationnement PMR gratuit avec guidage à la place et l'intégration sur M'Ticket. Dans les comptes de la société TaM ne figure que le boni de fusion de 1.4 M€.

Les redevances versées aux délégataires liées aux contrats de délégation de service public de TaM sont en hausse de près de 4.7% ; elles s'élèvent à 1 487 K€ pour la Métropole (DSP parkings en ouvrages) à 223 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum) et 3 M€ pour la Ville de Montpellier (DSP stationnement sur voirie).

CFA

Le CFA a ouvert une section à la rentrée 2018 avec 12 apprentis. En décembre 2019, une 2^{ème} session du CFA avec 7 nouveaux apprentis a démarré. Malgré la crise sanitaire les 7 apprentis ont réussi leur diplôme et ont pu être titularisés à des postes de conducteurs.

En 2021, 2 promotions ont suivi une formation : 7 apprentis de décembre 2019 à novembre 2021 et 8 apprentis depuis juillet 2021.

La loi « Avenir professionnel » de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2021 de -11K€ (-152 K€ en 2020).

Autres activités des contrats privés

Les contrats privés contribuent au ~~financement~~^{financ} des charges de structure de la direction stationnement (280 K€). Cette activité subit pour la 2^{ème} fois en 2021, un résultat négatif à hauteur de -111 K€.

La loi 3DS n'a pas retenu la possibilité pour les SPL d'exploiter des contrats privés. L'impact futur sera la répartition des charges de structure stationnement sur un périmètre plus réduit.

L'année 2022 sera marquée par l'évolution de la nature juridique de la Société d'Economie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale. Cette évolution va impacter l'actionnariat de la société qui restera entièrement public ; par ailleurs cette évolution va permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de développer les grands projets stratégiques en terme de mobilité du territoire.

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières ne sont pas encore totalement définis.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les métropolitains sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de Gestion TaM 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197023-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

**Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 -
Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Par délibération en date du 29 mars 2022, le Conseil municipal a décidé d'approuver la création et les statuts de l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » et d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association ainsi que le paiement de la cotisation.

Cette association constitue le support de la candidature de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglomération, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés qui se sont ainsi unies pour porter ensemble un projet commun, utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

Cette dynamique partenariale permettra une mobilisation de la population autour des arts et de la culture, un renforcement du rayonnement international du territoire, une valorisation de son image auprès des citoyens, le renforcement des synergies au sein du secteur culturel, une sensibilisation et un accès à la culture favorisée, ainsi que la stimulation du tourisme culturel.

Une première étape a été marquée par la réunion de l'assemblée générale constitutive de l'association le 8 juin dernier qui a acté de la création administrative de « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* », de ses missions et des grandes orientations du projet. L'association a vocation en particulier à établir le dossier de candidature, coordonner et animer des projets de partenariats, fixer les objectifs et orientations de la programmation culturelle et mobiliser des financements publics et privés.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter une subvention de 300 000 € à l'association au titre de l'année 2022, qui marque l'engagement de la Ville de Montpellier dans la candidature.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ConventionAttribution_Montpellier2028_Ville_2022.docx

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, en lien étroit avec Montpellier Méditerranée Métropole, conduit dans le champ de ses compétences le projet d'aménagement et de développement, dont la culture et le patrimoine sont des axes structurants. Partie prenante des dynamiques de formation, de recherche, d'innovation, de création et d'entrepreneuriat qui peuvent être impulsées et développées sur son territoire, elle accompagne les initiatives et les projets qui répondent aux enjeux sociétaux, dessinent le territoire de demain et l'inscrivent dans une dimension internationale.

Cette approche stratégique se nourrit des partenariats avec les acteurs clés du territoire. Parmi ses partenaires de premier plan, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 est une institution qui joue un rôle moteur en tant qu'acteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la politique culturelle du territoire. Ouverte sur le monde et défendant une vision citoyenne, durable et responsable de l'université, elle est indissociable de l'histoire et du rayonnement du territoire.

En lien étroit avec Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, entend ainsi développer les liens de partenariat, déjà nombreux, avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, en capitalisant sur les collaborations existantes et en élargissant le périmètre des coopérations dans le champ culturel.

Ce partenariat renforcé prend toute sa dimension dans le cadre de la candidature commune de « *Capitale Européenne de la Culture* » portée par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopôle, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés, qui se sont unies pour utiliser le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

La convention-cadre de partenariat investit trois grands champs de coopération commun aux trois institutions :

- Le développement de l'offre artistique, culturelle, patrimoniale et l'accès à la culture pour tous ;
- La formation et la recherche dans le champ culturel et patrimonial ;
- Le rayonnement culturel du territoire.

Cette convention sera déclinée en conventions d'application qui donneront plus précisément les éléments des partenariats à intervenir, ainsi que leur budget prévisionnel.

Elle courra sur une période allant de sa date de signature jusqu'au 31 juillet 2025, de manière à couvrir trois années universitaires. Elle sera pilotée par un comité comprenant des représentants des trois institutions, assisté par un comité de suivi composé notamment des différents chefs de projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention-cadre de partenariat « Culture » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention UPV_Ville_3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199488-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Réalisation d'un terrain multisports dans le quartier de la Cité Gely - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite doter les quartiers prioritaires d'équipements de proximité de qualité. Les enjeux liés à la cohésion sociale par le sport et l'adaptabilité des équipements sportifs à la demande des usagers sont en effet, particulièrement importants dans les quartiers prioritaires. Dans ce cadre, la Ville souhaite poursuivre la réalisation de terrains multisports dans des espaces publics contraints, conçus pour un mode de vie actif.

Le projet d'un multisports à la Cité Gély s'inscrit comme un terrain de dimension très proche d'un plateau sportif, 39 m x 19 m, implanté dans l'espace laissé vacant par la démolition de la Maison pour Tous Malherbes, afin de créer sur ce site, un espace ouvert et animé pour un montant de 99 040 € HT.

Cet équipement de forme octogonale facilite la vie des jeunes sportifs. Les planches en polyéthylène de haute densité constituent une surface clémente pour tous les tirs ratés, permettant de garder la balle sur le terrain et, comme il n'y a pas de coins, de ne pas interrompre le jeu. Les zones de but plus étroites au sommet qu'à la base, favorisent les passes au niveau du sol et réduisent les interventions du gardien de but,

pour un jeu rapide, favorisant l'interaction sociale et la compétition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter le projet de réalisation d'un terrain multisports dans le quartier de la Cité Gély ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196691-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Agnès ROBIN, Bernard TRAVIER

Création d'équipements de proximité dans les quartiers de la Pompignane et du Petit Bard - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le sport est un formidable outil de lien, de cohésion sociale et la pratique sportive fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de concitoyens. La disponibilité de services et d'équipements de proximité compte parmi les facteurs conditionnant l'accès à la pratique sportive.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier souhaite d'une part, soutenir les associations sportives structurées et présentes sur l'ensemble du territoire, et encourager la pratique sportive en levant, notamment dans les quartiers relevant de la politique de la ville, les obstacles culturels liés à la faible mobilité des habitants, pour réussir l'insertion sportive de tous les montpelliérains.

Ainsi un projet de Street Work Out sera construit dans le quartier de la Pompignane proche du multisport existant et de la piscine Taris pour un montant de 18 400 € HT. Cet équipement inspiré par des experts est conçu pour motiver les professionnels et les amateurs de fitness. Les différents types de combinaison permettent une séance d'entraînement complète, et offre un large éventail d'exercices dans un petit espace.

Enfin, des éléments de cross training seront proposés sur le quartier du Petit Bard, à côté des Ecoles G. Bon et F. Delteil et complémentaires aux activités sportives de sports de combat de la salle du Petit Bard, pour un montant de 62 240 € HT. Conçues comme des structures libres munies de divers équipements innovants, elles invitent les habitants à venir faire de l'exercice, et à permettre à chacun de s'entraîner en fonction de son aptitude physique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les projets de création d'équipements de proximité dans les quartiers de la Pompignane et Petit Bard ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196316-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Programmes de mobilité étudiante - Renouvellement 2022-2024 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse mises en place avec les villes jumelles de Louisville, Heidelberg, Chengdu, Bethléem, la Ville de Montpellier propose plusieurs programmes encourageant la mobilité des étudiants et des jeunes montpelliérains et/ou l'accueil des étudiants internationaux. Certains existent depuis plus de 50 ans, d'autres sont plus récents.

Les programmes de bourses d'étude (du mois de septembre N au mois de juin N+1)

La Ville de Montpellier permet à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans les villes jumelles préalablement citées et réciproquement, Montpellier accueille des étudiants étrangers de ses mêmes villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la ville de Louisville, 1961 avec la Ville de Heidelberg, 1981 avec la ville de Chengdu, 2013 avec la ville de Bethléem.

La Ville de Montpellier prend à sa charge :

- Le paiement des frais d'inscription des étudiants étrangers pour une année universitaire dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français ;

- Le versement d'une bourse mensuelle de 500 € pour ces mêmes étudiants en échange d'un stage pratique au sein de la Direction des Relations Institutionnelles et l'Évènementiel (DRIE) du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1 ;
- La signature d'une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants étrangers boursiers, avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et se porte caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la DRIE en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse le mois suivant ;
- L'achat de petit équipement pour le logement des étudiants résidant pendant l'année à Montpellier (achat de linge de maison, ustensiles de cuisine...).

Toutefois, cette année toute particulière voit quelques changements s'opérer, et ce, sur plusieurs des destinations citées.

A la suite de la crise sanitaire, la Ville de Chengdu en Chine, n'a pas souhaité, à la rentrée 2022, reconduire le programme de Bourse d'études. Aucun étudiant, entrant ou sortant, ne sera donc recruté, pour l'année universitaire 2022/2023. Si le contexte sanitaire le permet le programme reprendra normalement pour la rentrée 2023/2024.

De plus, la Ville de Bethléem, qui n'a pu, en raison de la pandémie, recruter d'étudiant durant deux ans, a sollicité exceptionnellement la Ville de Montpellier pour l'accueil de deux étudiants à la rentrée 2022/2023.

Les programmes d'échange (période estivale)

La Ville de Montpellier a également développé deux programmes d'échange favorisant ainsi la mobilité internationale des jeunes et la découverte d'une autre culture, pendant la période estivale :

- Le programme d'échange historique avec la Ville de Louisville a évolué depuis sa création en 1961 et désormais, il offre à des étudiants montpelliérains un séjour alliant l'immersion totale au cœur d'une famille américaine, assortie d'un stage bénévole, permettant aux jeunes d'intégrer et suivre en interne le fonctionnement d'organismes sociaux, d'associations ou de l'université. Dans un principe de réciprocité, cet échange intitulé Programme Interculturel Montpellier Louisville qui se déroule pendant 4 semaines au mois de juillet et comptant le même nombre d'étudiants, permet à des jeunes de la Ville de Louisville sélectionnés de venir travailler dans une structure montpelliéraine (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CHU, CCAS, ACM...) ;
- Le programme d'échange d'étudiants intitulé « *Intermunicipalités* » existe depuis 2014 et se réalise en partenariat entre Montpellier, sa ville jumelle Sherbrooke, les réseaux France-Québec, Québec-France, et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse. Fondé également sur un principe de réciprocité, ce programme permet d'offrir l'opportunité à 3 étudiants montpelliérains et 3 étudiants sherbrookois d'obtenir des emplois saisonniers de 6 à 8 semaines, dans les services municipaux respectifs, de la mi-juin et la mi-août.

Pour ces deux programmes, l'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et de visa sont intégralement à la charge des participants.

La Ville de Montpellier autorise le versement d'une bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité pour les étudiants montpelliérains sélectionnés participant aux programmes d'échange avec Louisville et Sherbrooke, boursiers de l'État Français sur critères sociaux, d'un montant de 400 € permettant l'accès à la mobilité aux jeunes qui en sont les plus éloignés.

Pour les étudiants de Louisville et de Sherbrooke, la Ville de Montpellier s'engage à réserver des emplois saisonniers à la Ville de Montpellier et à Montpellier Méditerranée Métropole. Le service des Relations Internationales s'engage également à leur proposer un programme d'accueil et d'activités culturelles et touristiques à Montpellier et ses alentours.

Concernant les échanges avec Louisville, il est à noter que la récente catastrophe naturelle a amené l'annulation des programmes pour 2022/2023. Le programme reprendra donc ainsi en juillet 2023.

Concernant le programme avec Sherbrooke, à la suite de la récente élection de Madame BEAUDIN, nouvelle Mairesse, l'échange est suspendu pour l'été 2022 et reprendra également dès l'été 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les étudiants étrangers sélectionnés ainsi que les programmes d'échanges pendant la période estivale, pour la période 2022/2024 ;
- D'approuver l'ensemble des dispositifs énoncés préalablement ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants étrangers boursiers, entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION DE PARTENARIAT CROUS.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199607-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités. Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « MAISON MANON », salon de coiffure

Gérante : Mme Manon GESGNER (SARL MGGM)

1 rue du Général Maureilhan

Subvention travaux = 5 006,85 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 420 €

Montant à verser : 5 426,85 €

Enseigne « LA CAVE EN GOGUETTE », commerce / cave à vins

Gérante : Mme Eva PIMONT (SARL La Caviste du Courreau)

16 rue du Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 8 750,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'octroi de subventions pour un montant total de 14 176,85 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196532-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Commerces de proximité, artisanat et tourisme

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Procédure de rétrocession de baux commerciaux - Désignation des candidats - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération n°2022-080 en date du 29 mars 2022, le Conseil municipal a approuvé le lancement d'un appel à candidatures afin de rétrocéder sept baux commerciaux préalablement préemptés dans des secteurs prédéfinis au sein du cœur marchand de Montpellier constituant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité. Il convient de rappeler que ce droit de préemption a été délégué à la SA3M titulaire d'une concession d'aménagement par décision du 20 février 2017 assurant à ce titre la propriété et la gestion pour le compte de la Ville de Montpellier de locaux commerciaux, de baux commerciaux et de fonds de commerce.

La procédure de rétrocession du droit au bail résulte de l'application des articles L.214-1 à L.214-3, et R.214-11 à R.214-17 du Code de l'urbanisme. Les conditions de rétrocession ont donc été définies dans le cadre d'un cahier des charges affiché en mairie pendant 15 jours et complété par un avis de publicité sur les sites internet de la Ville, de la SA3M et dans la presse locale. La date limite de remise des dossiers ayant été fixée au 2 juin 2022 à 16 heures.

Parmi les 6 dossiers réceptionnés et après un classement déterminé selon des critères liés à la qualité du projet commercial (40 % de la note), la solidité économique du projet (30 % de la note) et la pertinence technique du projet (30 %), il est proposé de retenir les candidatures suivantes :

Monsieur Thierry GAXIEU (Le Clapas – Chai Urbain) : L'ouverture d'un chai urbain au 31 rue Saint-Guilhem est un projet innovant, original et capable de contribuer au dynamisme de cette rue faisant partie du cœur marchand du centre-ville de Montpellier. Le projet consistera à vinifier sur place à partir de raisin récolté dans les environs de Montpellier et de vendre du vin en vrac en bouteilles consignées avec la possibilité de consommer le vin sur place accompagné d'une petite restauration froide. Cette candidature aboutie et maîtrisée présente toutes les garanties de réussite et d'attractivité profitable à la dynamique commerciale.

Montant du droit au bail rétrocedé : 26 000 €.

Monsieur Salim EL CHAMI (Le Sage Libanais – Sarl FALAFEL) : Monsieur EL CHAMI, commerçant expérimenté, gérant de 2 commerces à Montpellier (rue des Etuves et rue Faubourg du Courreau), propose l'extension de son activité existante (traiteur – restauration libanaise) dans le local situé au 38 rue Faubourg du Courreau. Le projet d'épicerie fine et de spécialités libanaises peut être un complément profitable au développement de la rue eu égard de l'expérience de ce professionnel et de l'avis positif recueilli auprès des copropriétaires de l'immeuble concerné par ce projet.

Montant du droit au bail rétrocedé : 38 000 €.

Madame Danielle ENGEL (marque de prêt à porter) – Installée à Montpellier, Danielle ENGEL a créé sa propre marque de vêtements de prêt à porter pour femmes de conception et de fabrication française. Sa démarche présente une mode à forte valeur sociétale, éthique et responsable. Madame ENGEL a candidaté pour le local commercial situé au n°14 boulevard du Jeu de Paume afin de regrouper les activités de création, fabrication et de vente pouvant ainsi compléter l'offre commerciale existante sur cet axe marchand.

La candidate a proposé d'acquérir le droit au bail à 55 000 € au lieu des 90 000 € indiqué dans le cahier des charges par lequel il a été précisé la possibilité d'accepter un montant inférieur si l'offre commerciale le justifie ce qui est le cas pour ce projet.

Montant du droit au bail rétrocedé : 55 000 €.

En raison de l'absence de candidat ou de dossier incomplet, les quatre autres baux commerciaux concernés par cette procédure de rétrocession du droit au bail ne peuvent être attribués et feront l'objet d'un nouvel appel à candidatures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la liste des candidats retenus pour procéder à la rétrocession des baux commerciaux selon les montants de droit au bail indiqués ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196569-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

**What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier
Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival
International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation
de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier renouvellent leur soutien à la 6ème édition du festival WAT ! (What A Trip festival) organisé par l'association AFIVAM. Ce partenariat, qui s'articule autour d'un appui en logistique et en communication, répond à l'objectif de soutenir le rayonnement du territoire métropolitain au niveau national et à l'international.

Le WAT festival est une manifestation autour des films de voyages et d'aventure née à Montpellier en 2017. Le festival permet à toute la communauté des voyageurs de France de se rencontrer et se retrouver lors d'un évènement unique et fédérateur. Pendant 5 jours (du 21 au 25 septembre 2022), cet évènement, qui se tiendra sur la place du Peyrou cette année, intègre une compétition officielle de films autour de laquelle gravitent tous les éléments de la culture du voyage : une série de concerts, des expositions et conférences gratuites dans l'Écusson, un village comprenant un salon du voyage, une librairie du voyage ainsi qu'un espace de restauration.

Autour de Laurent BALLESTA, maître de cérémonie du festival, un collège de 4 professionnels issus du monde du voyage et de l'aventure sera chargé de départager 12 films en compétition officielle. Ce festival, qui rassemble de nouveaux talents et de nouvelles passions, trouve un écho au-delà des frontières naturelles du territoire de la Métropole. En cohérence avec les valeurs de sobriété écologique et de responsabilité sociétale, l'association AFIVAM organise le WAT Festival, qui est un événement important pour le territoire de Montpellier.

C'est à ce titre que la Ville de Montpellier souhaite promouvoir l'organisation de ce festival par un soutien logistique, en organisation, mise à disposition de salles et en communication pour une valorisation plafonnée à 120 000 € TTC. Cette valorisation pourra être révisée en fonction des tarifs précisés par les services à la signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et AFIVAM ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de partenariat WAT 2022.docx

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Clara GIMENEZ, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Organisation de rendez-vous culturels - Prise en charge des frais des intervenants pour l'année 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier propose à travers sa programmation culturelle des manifestations nombreuses et variées. Pôle de création artistique pour toutes les formes d'art et d'expression, elle est aussi un lieu de rencontres et de transmission des savoirs culturels et scientifiques. Tout au long de l'année, la Ville organise des débats, tables rondes ou conférences qui sont autant de rendez-vous culturels permettant aux montpelliérains de rencontrer des artistes, universitaires, auteurs, journalistes ou conférenciers reconnus.

En 2022, se déroulera notamment la Zone Artistique Temporaire (ZAT), les 11, 12 et 13 novembre 2022, dans le quartier Antigone. Le programme est en cours de finalisation.

Dans le cadre de la candidature à Capitale Européenne de la Culture, la Ville est amenée à programmer des événements jusqu'au 31 décembre 2022. Le programme est également en cours de finalisation.

Ces deux manifestations sont susceptibles de voir la programmation de débats ou conférences.

Pour accueillir ces personnalités, il est proposé de prendre en charge leur rémunération, ainsi que les frais de déplacements, hébergements et de restauration, directement ou par remboursement au réel et sur justificatif.

Dans la mesure où le programme de la fin de l'année 2022 n'est pas totalement défini à ce jour, il est proposé de limiter le montant de ces frais à 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la prise en charge des frais de rémunération, déplacement, hébergement et restauration des intervenants dans le cadre des débats et rencontres susceptibles d'être programmés pour l'année 2022 pour une dépense maximale de 15 000 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199755-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Opération Cinéma sous les étoiles - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un tarif réduit à 4 € - Autorisation de signature

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Alors que le cinéma était la première sortie culturelle des français avant la crise sanitaire, la fermeture des salles durant de longs mois ainsi que nos changements de « *consommation* » des écrans, ont fragilisé le secteur et par là même le long métrage. Au nombre de 6 sur le territoire de la Métropole, les cinémas animent les villes. Montpellier Méditerranée Métropole, à travers la manifestation « *Cinéma sous les étoiles* », souhaite aider le public à retrouver le chemin des salles.

15 soirées gratuites de cinéma en plein air seront ainsi organisées du 1er au 15 août, dans 14 communes de la Métropole. Les spectateurs se verront remettre des coupons leur donnant droit à des séances à prix réduits (4 €), entre le 1er et le 31 août, dans les cinémas suivants :

- Cinéma municipal Nestor Burma ;
- Maison pour Tous Louis Feuillade ;
- Diagonal ;
- Utopia ;

- Pathé Gaumont ;
- CGR.

Du 1^{er} août au 31 août 2022, ces cinémas s'engagent à vendre des places de cinéma à 4 € aux titulaires des bons de réduction. Ce tarif n'existant pas à ce jour dans les grilles approuvées par délibération n°V2021-477 du 16 décembre 2021, il convient de le créer au titre de l'exercice 2022. En contrepartie de ce tarif réduit, chaque cinéma se verra reverser par Montpellier Méditerranée Métropole 1€ par place utilisée

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération Cinéma sous les étoiles ;
- D'approuver le tarif spécifique de 4 € pour la réalisation de cette opération dans les cinémas municipaux Nestor Burma et Louis Feuillade ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Métropole - Salles 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198006-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget de la Ville de Montpellier - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5, alinéa 1, du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget de la Ville de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter :	56 793 907,92 €
- Résultat d'investissement hors reports :	-42 731 001,31 €
- Solde des reports d'investissement :	1 056 242,27 €
- Besoin de financement de la section d'investissement :	41 674 759,04€

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes. Il est proposé de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, hors solde des restes à réaliser (positif).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 42 731 001,31 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 14 062 906,61€ ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :42 731 001,31€
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :42 731 001,31€
 - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :14 062 906,61€
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197719-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Budget supplémentaire 2022 de la Ville de Montpellier - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022 adopté le 1^{er} février 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Le budget supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 s'équilibre à **29 589 970,61 € en section de fonctionnement** et à **51 442 142,63 € en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits nouveaux	10 089 639,00	19 500 331,61	29 589 970,61
930	Administration Générale	524 591,00		524 591,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-97 900,00		-97 900,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	3 476 000,00		3 476 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 834 270,00		2 834 270,00
934	Santé et action sociale	1 764 700,00		1 764 700,00
935	Aménagement des territoires et habitat	355 560,00		355 560,00
936	Action économique	478 000,00		478 000,00
937	Environnement	20 000,00		20 000,00
938	Transports	634 418,00		634 418,00
940	Impositions directes	100 000,00		100 000,00
953	Virement à la section d'investissement		19 500 331,61	19 500 331,61
Total		10 089 639,00	19 500 331,61	29 589 970,61

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	14 062 906,61	0,00	14 062 906,61
	Crédits nouveaux	15 506 124,00	20 940,00	15 527 064,00
930	Administration Générale	536 746,00		536 746,00
931	Sécurité et salubrité publiques	51 500,00		51 500,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	119 599,00		119 599,00
938	Action économique	829 892,00		829 892,00
940	Autres impôts et taxes	7 228 200,00		7 228 200,00
941	Autres impôts et taxes	4 400 000,00		4 400 000,00
942	Dotations et participation	2 340 187,00		2 340 187,00
946	Transfert entre les sections		20 940,00	20 940,00
Total		29 569 030,61	20 940,00	29 589 970,61

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Résultat reporté	42 731 001,31	0,00	42 731 001,31
	Crédits reportés	25 409 957,57	0,00	25 409 957,57
	Crédits nouveaux	-16 719 756,25	20 940,00	-16 698 816,25
900	Administration Générale	-1 796 977,62		-1 796 977,62
901	Sécurité et salubrité publiques	-569 200,29		-569 200,29
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-1 474 708,53		-1 474 708,53
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-2 947 090,70		-2 947 090,70
904	Santé et action sociale	-326 420,59		-326 420,59
905	Aménagement des territoires et habitat	-8 664 297,75		-8 664 297,75
906	Action économique	-106 773,47		-106 773,47
907	Environnement	-265 747,30		-265 747,30
923	Dettes et autres opérations financières	-568 540,00		-568 540,00
926	Transfert entre les sections		20 940,00	20 940,00
Total		51 421 202,63	20 940,00	51 442 142,63

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
	Crédits reportés	26 466 199,84	0,00	26 466 199,84
	Crédits nouveaux	5 475 611,18	19 500 331,61	24 975 942,79
900	Administration Générale	-175 000,00		-175 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	528 018,00		528 018,00
905	Aménagement des territoires et habitat	167 750,00		167 750,00
922	Dotations et participations	43 731 001,31		43 731 001,31
923	Dettes et autres opérations financières	-38 776 158,13		-38 776 158,13
951	Virement de la section de fonctionnement		19 500 331,61	19 500 331,61
Total		31 941 811,02	19 500 331,61	51 442 142,63

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport BS 2022 Ville.pdf

- BS Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198565-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Campus du management, école interne de formation des encadrants de la Ville et de la Métropole, a vu le jour en janvier 2022 et poursuit l'objectif d'accompagner les encadrants dans l'évolution de leurs compétences afin d'adapter leurs pratiques managériales aux enjeux d'évolution du service public rendu aux usagers du territoire. L'enjeu principal est de proposer à l'ensemble des encadrants en fonction un parcours de formation adapté aux exigences du management, qui leur permette de faire face aux évolutions sociétales et d'assumer efficacement leur rôle de responsable d'équipe.

Pour toutes ces raisons, la nouvelle mandature a souhaité créer un espace dédié, le Campus du Management, afin de concevoir et maîtriser la pédagogie ainsi que la logistique de formation dans l'objectif de mieux adapter le parcours de formation aux besoins et spécificités. Cet espace « interne » est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel des collectivités où les organisations et modes de fonctionnement sont amenés à évoluer, rendant d'autant plus nécessaires les actions visant à renforcer la culture commune et l'accompagnement au changement.

Étudiés pour s'adapter aux niveaux et aux missions de tous les échelons managériaux, du coordinateur au directeur, du débutant à l'expert, ces parcours proposés par le Campus auront pour but de développer les talents individuels et l'intelligence collective en corrélation avec les besoins de l'administration et le projet de mandat.

Ce dispositif constitue une première étape fondamentale dans l'évolution des pratiques et dans l'acquisition de nouvelles compétences par les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, la formation et le développement des parcours professionnels des agents s'inscriront dans le cadre du futur Projet d'Administration et du plan managérial qui en découlera.

Les outils mis en avant par le Campus s'inscrivent résolument dans les orientations politiques fortes visant à améliorer la qualité de vie au travail et donc de réduire l'absentéisme, de favoriser la mobilité interne ou de diminuer les risques psycho-sociaux. Le parcours entend aussi casser les silos en faisant se rencontrer au sein d'une même promotion des encadrants de directions différentes, dans un véritable esprit de promotion, qui sera encouragé à perdurer par des rencontres régulières des formés à la suite du parcours organisées par le Campus.

Ainsi quatre parcours différents sont proposés selon l'ancienneté sur les fonctions d'encadrant d'équipe et la catégorie hiérarchique. Plus précisément, la création du Campus du Management permet aux cadres et encadrant de la Ville et de la Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un parcours de formation long (entre 12 et 14 jours de formation et des sessions d'échanges de pratiques professionnelles) qui leur permettra de disposer de techniques pour mieux répondre à la diversité des situations auxquelles ils sont confrontés. En outre, ce parcours de formation est complété par un « *pass coaching* » proposé aux encadrants intégrant le Campus du management pouvant aller jusqu'à 10 heures d'accompagnement par un coach.

Les parcours de formations construits sont des parcours mixtes combinant formations dispensées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) mais également par le biais de formateurs internes et de formateurs externes.

Le renouvellement d'un partenariat fort avec le CNFPT permettra de répondre aux objectifs de formation tant quantitatifs que qualitatifs. Ainsi, la signature d'une convention entre la Ville, la Métropole et le CNFPT permettra de préciser les actions menées conjointement, notamment dans le cadre d'actions de formation innovantes et de remise d'attestation de formation. C'est la raison pour laquelle il est proposé de mettre en place une convention cadre organisant les actions du CNFPT dans le cadre de ce partenariat.

Dans cette convention, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à mettre en oeuvre les axes de collaboration qu'ils ont conjointement déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines et matérielles et en mobilisant les moyens et leviers d'actions dont ils disposent.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent :

- A assurer l'information des encadrants et la sélection de 12 stagiaires par groupe ;
- A sensibiliser les directions afin qu'elles garantissent la disponibilité des encadrants lors de la formation ;
- A mettre à disposition des locaux adaptés pour le bon déroulement de la formation ;
- A recruter les intervenants pour les modules qui ne sont pas mis en œuvre par le CNFPT.

Le CNFPT s'engage :

- A assurer l'accès aux inscriptions, la réalisation des attestations de formation ;
- A fournir aux stagiaires les supports de cours ;
- A recruter les intervenants pour les journées de formation théoriques.

La convention est signée pour une période de 4 ans débutant à la signature de la présente convention, soit le 13 octobre 2022 jusqu'au 12 octobre 2026 inclus. Elle sera complétée chaque année par un avenant régissant les modalités pratiques et financières de mise en place du partenariat pour l'année à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CNFPT ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CNFPT - Ville de Montpellier - 3M campus management.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197535-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Renouveau démocratique et
innovation sociale**

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS) de
Montpellier et la Ville de Montpellier pour la passation de trois marchés de
maintenance, prestations et acquisitions complémentaires des solutions Astre,
eSeditRH, e-Temptation - Autorisation de signature**

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la maintenance, prestations et acquisitions complémentaires des solutions Astre, eSeditRH, e-Temptation, il est proposé une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et la Ville de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

Trois procédures seront mises en place pour la conclusion de trois accords-cadres à bons de commande avec maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et une durée maximale, toutes reconductions comprises de quatre ans, et avec, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier, un montant de commandes

total estimé à :

- Solution Astre : 45 600 € HT par an ;
- Solution E-temptation : 153 000 € HT par an ;
- Solution e-SeditRH : 76 500 € HT par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier pour la maintenance, prestations et acquisitions complémentaires ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Maint Prest Acq Compl Astre eSeditRH eTemptation.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197034-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Renouveau démocratique et
innovation sociale**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

**Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition de modules
complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme
ArcGIS du Système d'Information Géographique - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le service Système d'Information Géographique (SIG) Métropolitain mutualisé entre la Ville de Montpellier et la Métropole de Montpellier a en charge la gestion du SIG commun entre la Ville et la Métropole. Ce Système d'Information est majoritairement basé sur des composants issus de la suite logicielle Arcgis de la société ESRI. Les usages de ce SIG Métropolitain sont très diversifiés et de plus en plus nombreux. Afin de pouvoir faire vivre ce système et développer de nouveaux usages, le service SIG Métropolitain souhaite pouvoir le faire évoluer en acquérant de nouveaux composants tout en maintenant l'existant dans des conditions d'utilisation optimales en tenant compte de la croissance de ces usages.

Afin de faciliter les économies d'échelle, de coordonner et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé de mutualiser les procédures de passation de marché public par la constitution d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, et la Ville de Montpellier. Montpellier

Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure implique le lancement d'une procédure de mise en concurrence pour la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et une durée maximale, toutes reconductions comprises de quatre ans, et avec, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier, un montant de commandes total estimé à 60 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement commande - sig.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197091-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Renouveau démocratique et innovation sociale

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le service Système d'Informations Géographiques (SIG) Métropolitain mutualisé entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole a en charge la gestion du SIG commun entre la Ville et la Métropole. Ce Système d'Informations repose sur des données dites de « *références* » et en particulier sur des orthophotographies (images aériennes de la surface terrestre rectifiées géométriquement).

La Ville de Montpellier dispose d'une forte expérience dans la réalisation de prise de vue aérienne depuis 2003. En 2020 l'échelon métropolitain a été cartographié par une orthophotographie de grande précision (pixel de 5 cm), acquise en partenariat avec Enedis. Cette donnée de grande qualité a été très largement appréciée et plébiscitée au sein de la Collectivité.

Principal socle du système d'information géographique, les orthophotographies et les données altimétriques sont utilisées par les agents du service SIG dans le cadre de leurs missions de gestion et valorisation du patrimoine de données géographiques. Elles sont mises à disposition des directions métiers (Pole Proximité et Espaces Publics, Direction des Mobilités, Direction de l'Eau, Direction des Parcs, des Paysages et de

l'Environnement) afin d'appuyer et d'agrémenter leurs projets. Enfin ce patrimoine de données de référence est proposé au grand public via le portail Open data ainsi qu'aux partenaires institutionnels. De plus cette donnée constitue le socle du Plan de Corps de Rue (PCRS) permettant de localiser et positionner les réseaux en conformité avec la réforme DT DICT.

La stratégie du service SIG est de fournir à ses partenaires et agents une orthophotographie haute résolution hivernale à jour tous les 3 ans, avec une nouvelle acquisition au printemps 2023.

Afin de faciliter les économies d'échelle, de coordonner et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé de mutualiser les procédures de passation de marché public par la constitution d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm.

Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure implique le lancement d'une procédure de mise en concurrence pour la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et une durée maximale, toutes reconductions comprises de quatre ans, et avec, pour ce qui concerne la Ville de Montpellier, un montant de commandes total estimé à 80 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement commande - Ortho sig.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197064-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Assistance au recrutement - Convention cadre entre la Ville de Montpellier et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le Pôle Ressources Humaines souhaite pouvoir se faire accompagner pour recruter des profils à forte expertise particulière. Dans ce but, la Ville de Montpellier souhaite acter un partenariat avec le Centre de gestion de l'Hérault (CDG 34) qui lui apporterait son savoir-faire pour recruter de futurs collaborateurs. A ce titre, il est proposé de mettre en place une convention cadre « *conseil et assistance au recrutement* » organisant les actions du CDG 34 dans le cadre de ce partenariat.

Cette convention sera signée par le Maire de Montpellier et le Président du CDG 34 pour une durée d'une année avec tacite reconduction. A chaque demande d'intervention, un devis sera établi par le Centre de gestion de l'Hérault en fonction de la nature des prestations souhaitées par le Pôle Ressources Humaines.

Comme de nombreuses collectivités territoriales, la Ville de Montpellier fait actuellement face à la fois à une diminution du nombre de réponses aux offres d'emploi et à une spécialisation des postes à pourvoir, tout particulièrement accentuée par l'effort de la Collectivité d'ajuster ses effectifs afin de répondre à un projet de mandat ambitieux. Le recrutement des agents publics, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels, étant de

plus en plus technique, la Ville de Montpellier souhaiterait pouvoir compter sur l'expérience et la compétence du CDG 34 dans le domaine des ressources humaines afin de l'accompagner dans certains futurs recrutements.

Le CDG 34 propose à la Collectivité l'utilisation d'une convention cadre ouvrant la possibilité de faire appel, en tant que de besoin, à un service de prestation « *conseil et assistance au recrutement* ». Le CDG 34, au-delà du champ d'intervention de ses missions obligatoires et en vertu de l'article L.452-39 du Code général de la fonction publique, a en effet développé au service des collectivités du département des prestations facultatives notamment l'assistance au recrutement dont la mission peut être proposée en 4 phases :

- Phase 1 : Définition du besoin ;
- Phase 2 : Sélection des candidatures ;
- Phase 3 : entretien de recrutement ;
- Phase 4 : clôture du recrutement.

Le recours à l'assistance pouvant concerner qu'une sélection de ces phases.

La convention cadre est signée pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction 4 fois maximum. La réalisation des prestations mentionnées ci-dessus est conditionnée par une demande expresse de l'autorité territoriale.

Cette convention reprend les conditions générales de mise en œuvre de la prestation assistance au recrutement et renvoie aux modalités de fonctionnement et aux tarifs fixés annuellement par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre la Ville de Montpellier et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_Ville_Montpellier CDG - Assistance recrutement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197308-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a intégré un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans le statut général des fonctionnaires. Le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 en précise les modalités de mise en œuvre. Ainsi, les employeurs des trois fonctions publiques ont l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes ou témoins de tels actes.

Au-delà de ce cadre réglementaire, la prévention et le traitement de toutes formes de violences et de discrimination constituent surtout l'une des priorités du mandat, fortement affirmée dans le cadre de la politique des ressources humaines et de la politique de diversité et de la lutte contre les discriminations de la Ville, la Métropole et du CCAS.

En cohérence avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements

sexistes est mis en place.

Ce dispositif est commun pour les agents de la Ville et de la Métropole (titulaires, stagiaires, contractuels, vacataires). Il a été élaboré, en concertation avec les élus délégués à l'égalité hommes femmes et aux ressources humaines, les directeurs de pôles, les managers, les organisations syndicales et les acteurs du processus.

L'objectif est de doter les agents et les managers, d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée, si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination. Le dispositif répond à plusieurs enjeux de prévention, de sécurité et de qualité de vie au travail des agents :

- Un traitement équitable des situations ;
- Un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels ;
- La prévention des risques humains et juridiques.

Trois grandes étapes ont été ainsi formalisées pour :

- Recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
- Orienter les agents concernés vers les services et professionnels compétents, pour leur apporter accompagnement et soutien et pour la mise en place d'une aide juridique (protection fonctionnelle) ;
- Assurer le traitement des faits signalés et prendre toute mesure de protection appropriée envers l'agent victime ou témoin.

A chaque étape, sont définies les différentes modalités de recueil et d'analyse des signalements, d'orientation, d'accompagnement et de soutien envers les agents mais également de traitement des faits et de réalisation de l'enquête administrative dans le guide annexé à la présente délibération.

Ce dispositif permet de garantir un traitement respectueux, confidentiel et équitable des agents concernés. La confiance de l'ensemble des acteurs de la Collectivité dans cette procédure permettra une effectivité optimale et une utilisation adaptée.

La mise en place du dispositif s'accompagne de la diffusion de plusieurs outils de communication destinés à sensibiliser et à informer les agents sur son existence, les procédures mises en place et les modalités d'accès. Des rencontres seront également prévues auprès des agents afin qu'ils puissent s'approprier le dispositif.

L'ensemble du dispositif (procédure et outils de communication) a été soumis à l'avis des Comités d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du 17 juin 2021, 14 octobre 2021 et 23 juin 2022 puis en comité technique du 7 juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, et d'agissements sexistes commun à destination des agents de la Ville et de la Métropole,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Guide agents dispositif de traitement des signalements VF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197474-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Relations Institutionnelles entre la Ville et la Métropole - Mise à disposition de services - Conventions de mise à disposition - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, il a été décidé de rassembler au sein de la Métropole l'ensemble des services exerçant des compétences exclusivement métropolitaines telles que l'éclairage public, le règlement intercommunal de publicité, la compétence politique locale de l'habitat. Dans ce cadre l'ensemble des agents ont été transférés à la Métropole. Cependant certaines missions ou parties de mission assurées par les services métropolitains demeurent de la compétence de la Commune de Montpellier.

La Commune souhaite donc pouvoir bénéficier de l'expertise de certains services transférés à la Métropole mais dont le périmètre d'action recouvre des compétences qui demeurent communales. La gestion de ces services par la Métropole au bénéfice de la Commune de Montpellier contribuera à préserver la bonne organisation des effectifs transférés ou mis à disposition tout en garantissant le maintien d'un haut niveau d'expertise et d'expérience à la population de la Commune.

La Ville remboursera à la Métropole le coût de cette mise à disposition calculée en fonction des Equivalents Temps Plein (ETP) mis à disposition et des frais de fonctionnement dont le détail est précisé dans les conventions de mises à disposition. La mise à disposition des services est réalisée pour une durée

indéterminée, les parties pouvant l'une ou l'autre résilier selon les conditions prévues par la convention.

Quatre services métropolitains sont concernés :

- **Le service éclairage public** au sein du pôle Pep's de Métropole et notamment le service en charge du Plan Lumière à l'échelle métropolitaine. En effet, ce service sera mis en partie à disposition de la Ville de Montpellier notamment pour préparer et coordonner l'organisation des illuminations de Noël, cœur de Ville en lumière, sur la Ville de Montpellier ;

- **Le service Publicité et Mobilier** au sein du pôle Pep's de la Métropole. Ce service est notamment en charge de la rédaction du règlement local de publicité. Cependant les pouvoirs de police en matière de publicité et d'enseignes sont restées de la compétence du Maire. Le service Publicité et mobilier sera donc mis en partie à disposition de la Ville pour autoriser et contrôler pour le compte du Maire la mise en place des enseignes et pré enseignes dans le respect du règlement intercommunal de publicité ;

- **Le service Programmation et développement de l'habitat** et plus spécifiquement de l'unité changement d'usage au sein du Pôle développement Urbain de la Métropole. En effet ce service sera mis à disposition de la Ville pour gérer l'ensemble des changements d'usage des locaux sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- **Le service Gestion sociale du logement** et plus spécifiquement de l'unité Gestion des attributions locatives au sein du Pôle Développement Urbain de la Métropole. En effet ce service sera mis en partie à disposition de la Ville de Montpellier afin de gérer le contingent de logements sociaux réservés de la Ville.

Ces mises à disposition ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 8 juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition des services métropolitains, tels que précisé ci-dessus, au profit de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de MAD services Illuminations.docx
- Convention de MAD services Publicité.docx
- Convention de MAD services changements d'usage.docx
- Convention de MAD services gestion des contingents logement.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196677-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des services communs avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de

politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun **Pôle Stratégies Foncières et Immobilières**, dont l'organisation répond à un double enjeu. En effet, le Pôle Stratégie Foncière et Immobilière doit fournir un appui aux autres pôles en matière d'expertise immobilière et foncière et est dépositaire de la politique foncière publique sur le territoire de l'ensemble des Communes de la Métropole, dans ses composantes spatiales et économiques.

Le service commun **Pôle Juridiques Achats Assemblées** dont l'organisation répond à deux enjeux : être un prestataire de services interne, il doit fournir un appui aux autres Pôles en matière d'expertise juridique et une fonction opérationnelle en étant porteur d'une nouvelle politique d'achat visant à permettre l'optimisation de la commande publique comme levier, tant des intérêts économiques des collectivités que des enjeux environnementaux et sociaux liés à ses politiques publiques.

Le service commun **Pôle Moyens Généraux** dont l'objectif s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes, les compétences et les missions afin de répondre aux enjeux du mandat, de faciliter la lisibilité des dispositifs et d'améliorer le service rendu.

Le service commun **Pôle Sports** dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services permettant ainsi de promouvoir et développer la politique publique sportive des deux collectivités tout en offrant plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement.

Ces 4 pôles sont rattachés à la Métropole.

Par ailleurs, il convient également de créer le service commun Pôle Sécurité et Tranquillité Publique dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services et fonctions dédiés à la gestion des risques, qu'ils soient technologiques, environnementaux ou encore sociétaux. Ce pôle sera rattaché à la Ville de Montpellier.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle Stratégies Foncières et Immobilières, Pôle Juridique Achats Assemblées, Pôle Moyens Généraux, Pôle Sports ;
- D'approuver la création d'un service commun Pôle Sécurité et Tranquillité Publique rattaché à la Ville de Montpellier, et les termes de la convention de services communs associée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants et la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Service commun PMG.pdf
- Convention Service commun PJ2A.pdf
- Convention Service commun PSFI.pdf
- Convention service commun PSTP.pdf
- Convention Service commun Pôle Sports.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196132-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
jeudi 28 juillet 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions,
de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime
indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le prolongement de la délibération n° V2022-066 du 29 mars 2022 qui a institué le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) au sein de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} juillet 2022, il est nécessaire de modifier par délibération le dispositif mis en place.

Ne seront repris dans la délibération que les éléments modifiant la délibération n° V2022-066 du 29 mars 2022 dans le cadre des limites instituées par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. La délibération n° V2022-066 du 29 mars 2022 instituant le RIFSEEP demeure applicable avec les modifications suivantes.

1. IFSE part fonctions

Les libellés des groupes de fonctions CG1 issus de l'article 3.1.2.1 de la délibération n° V2022-066 du 29 mars 2022 sont modifiés comme suit :

POSTE CAT.	GROUPE	EMPLOI
A	AG1	Directeur général / Directeur général délégué / Directeur de Pôle
	AG2	Directeur adjoint de Pôle / Directeur délégué / Directeur d'établissement Niveau E1 / Directeur de mission / Responsable de service Niveau S1
	AG3	Responsable de service Niveau S2 / Fonctions à expertise forte ou en pilotage de projets complexes / Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	AG4	Tout autre emploi - Fonctions de grade
B	BG1	Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	BG2	Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable d'équipe
	BG3	Tout autre emploi - Fonctions de grade
C	CG1	Responsable d'unité / Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 1 / Responsable de structure Niveau E4 / Responsable d'équipe / Responsable adjoint d'équipe / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 2
	CG2	Tout autre emploi - Fonctions de grade

2. Modalités de maintien en cas d'absence

L'article 3.1.6 issu de la délibération n° V2022-066 du 29 mars 2022 est modifié comme suit :

- Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle.
- Il convient de préciser qu'en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique, le régime indemnitaire est réduit au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents.
- S'agissant de la maladie ordinaire, il est décidé, dans le cadre d'un congé pour maladie ordinaire, que l'IFSE sera réduite à raison de 1/30 par jour d'absence après application d'une franchise égale à 10 jours. La période de référence s'étend au 1^{er} janvier au 31 décembre. La mise en œuvre est fixée au 1^{er} janvier 2023.
Des dispositions exceptionnelles quant à la mise en œuvre de ce dispositif pourraient être prises en cas d'état d'urgence sanitaire.
- En application de la réglementation, les primes et indemnités ainsi que leurs éventuelles majorations et les montants relatifs à un éventuel maintien de rémunération, sont suspendus totalement pendant le congé de longue maladie, le congé de longue durée ou le congé de grave maladie (pour les agents contractuels), à compter de la date de réception du procès-verbal de décision du comité médical plaçant le fonctionnaire dans ces types de congés maladie.

Toutefois, afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, l'article 2 du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 permet à l'agent de

conserver, en congé maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces deux congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

Il est rappelé que l'ensemble de ces dispositions s'appliquent également aux cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP.

Par ailleurs, afin de conserver une harmonisation entre les agents de la Ville dans la perception des primes semestrielles, il est proposé d'appliquer la périodicité^{ème} du CIA pour le versement de la prime semestrielle pour les agents non éligibles au RIFSEEP : 6/12^{ème} en mai et 6/12^{ème} en novembre.

Les autres modalités de la délibération n°V2019-146 du 27 mars 2019 relative à la prime semestrielle restent en vigueur pour les agents non éligibles au RIFSEEP.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date des 7 et 18 juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications et précisions apportées à la délibération n° V2022-066 du 29 mars 2022 qui a institué, à compter du 1^{er} juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ANNEXE rifseep Ville juillet.docx

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Modification du tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs en raison de l'optimisation de l'organisation des services municipaux et dans l'intérêt général.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Créations, transformations et suppressions de postes permanents issues de la réorganisation des services après avis du Comité Technique du 8 juillet 2022 ainsi que des créations de postes permanents permettant de doter les Directions de moyens supplémentaires

1. Créations de postes

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs quarante-six postes dans le cadre des dossiers de réorganisation des Pôles sécurité et tranquillité publique, sports et éducation. Il est aussi proposé de créer un poste au Pôle solidarité dans le cadre d'un financement par Maison France Service pour la Maison pour

tous Georges-Brassens.

Par ailleurs, il est proposé à l'Assemblée Délibérante de créer au tableau des emplois et des effectifs six postes afin de doter le Pôle patrimoine immobilier de moyens supplémentaires pour lancer une dynamique renforcée sur les économies de fluides et d'énergies au regard des enjeux actuels.

L'annexe 1 présente la liste des postes permanents proposés à la création.

2. *Transformations de postes*

La transformation est une évolution d'un poste qui équivaut à une suppression/création mais dont on veut conserver la trace. Elle consiste en une modification substantielle de la finalité du poste. Le poste budgétaire existe déjà sous une certaine forme mais sa destination évolue au regard des besoins de la collectivité. Il convient donc de demander au Conseil municipal l'autorisation pour l'évolution de ces postes.

Il est nécessaire de transformer au tableau des emplois et des effectifs vingt postes (dix postes supprimés qui gagent la création de dix nouveaux postes) dans le contexte du dossier de réorganisation du Pôle sécurité et tranquillité publique.

L'annexe 2 présente la liste des postes permanents proposés à la transformation.

3. *Suppressions de postes*

Il est nécessaire de supprimer au tableau des emplois et des effectifs trente postes à l'occasion de l'évolution des besoins des services et de leur organisation, notamment pour le transfert des postes vers la Métropole du fait de la mutualisation d'une partie de la Direction des usages et de la valorisation de l'espace public.

L'annexe 3 présente la liste des postes permanents proposés à la suppression.

II. **Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services (mises en conformité) après avis du Comité Technique du 8 juillet 2022.**

La mise en conformité est une transformation spécifique du poste liée à la situation de l'agent qui l'occupe ou qui va l'occuper. Le poste doit faire l'objet d'une modification afin de le « *mettre en conformité* » avec la nouvelle situation administrative de l'agent. Un poste étant ouvert à un grade au tableau des effectifs, il convient de demander à l'Assemblée Délibérante de se prononcer sur son ouverture à un nouveau grade et à la fermeture de l'ancien grade devenu obsolète.

Il est demandé à l'Assemblée Délibérante de se prononcer sur mise en conformité de quatre-vingt-quatre postes afin de mettre en conformité :

- Trente-sept postes pour acter le changement de grades des postes suite à des mobilités d'agents ;
- Deux grades (une suppression et une création) pour permettre l'avancement d'un agent sur son poste ;
- Deux grades (une suppression et une création) pour permettre un changement de filière (demande de l'agent) ;
- Vingt-trois postes dans le cadre de recrutements et de pérennisation d'agents contractuels ;
- Vingt postes afin de permettre la nomination des agents ayant réussi un concours.

L'annexe 4 présente la liste des grades devant faire l'objet d'une création et l'annexe 4 bis d'une suppression pour permettre la mise en conformité des postes déjà existants au tableau des effectifs.

III. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 5.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 créations.pdf
- Annexe 2 transformations.pdf
- Annexe 3 suppressions.pdf
- Annexe 4 MEC créations.pdf
- Annexe 4 bis MEC suppressions.pdf
- Annexe 5 confirmations.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198857-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Suivi des recommandations du rapport d'observations définitives sur les actions entreprises par la Ville de Montpellier à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L. 243-9 du Code des juridictions financières, la Commune de Montpellier est tenue, dans le délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'Assemblée délibérante, de présenter devant cette même Assemblée un rapport précisant les actions entreprises à la suite des observations et des recommandations formulées par la chambre régionale des comptes.

En conséquence, le rapport ci-dessous détaille les actions entreprises à la suite des recommandations émises par la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport d'observations du 2 août 2021.

RECOMMANDATIONS

1- Raccourcir la procédure de liquidation et de mandatement afin de ramener les délais de paiement des fournisseurs en deçà du seuil de 30 jours

La Ville de Montpellier porte une grande attention à la qualité et à la fiabilité de ses comptes et s'appuie sur un réseau de gestionnaires et de comptables qui veillent à traiter les factures de façon régulière, dans un cadre sécurisé, avec des procédures formalisées.

L'outillage des équipes de Montpellier pour mieux suivre les délais de mandatement s'est appuyé sur :

- Des outils de reporting mis en place en mai 2018 ; envoi des tableaux de bord à destination des directeurs, des responsables de service et des gestionnaires de la Collectivité ;
- Un portail des gestionnaires déployé en septembre 2021 afin d'alerter ces derniers sur le traitement de leurs factures ;
- Un portail de pilotage destiné aux responsables de pôles (outils de data visualisation) mis en place en 2022, qui a permis de créer une alerte sur les délais de paiement.

Sur l'année 2021, cette exigence a permis de ramener le délai global de paiement à 21.64 jours contre 26.6 jours en 2020 et 38.99 jours en 2019, soit une diminution de 17 jours en 2 ans.

Le délai du comptable s'est élevé à 5.12 jours et le délai de l'ordonnateur à 16.52 jours, bien en deçà du seuil des 20 jours légaux.

2- Procéder à des contrôles réguliers des régies dans le cadre des dispositions de l'article R.1617-17 du Code général des collectivités territoriales

Dans le cadre de la certification des comptes, la Ville a déployé au cours de l'exercice 2021 un dispositif de sécurisation des régies en mettant en œuvre :

- Des procédures opérationnelles (création d'une régie, clôture d'une régie, nomination d'un régisseur et/ ou d'un mandataire) ;
- Un guide de contrôle de régies avec des grilles types à alimenter lors des contrôles (contrôle administratif, contrôle comptable, fonds de caisse, sécurité des coffres, etc.) ;
- Une cotation des régies de recettes (critères de risques identifiés : poids des paiements en espèces, poids des paiements en chèque, utilisation d'un logiciel de facturation/ billetterie, multiplication des mandataires simples/ sous- régies/ sites physiques, date de dernier audit, mise en débit du régisseur actuel, non-respect de la périodicité de versement des PJ et des encaisses, typologie des coffres forts, etc.). Cet exercice sera réalisé chaque début d'exercice comptable ;
- Un plan de contrôles des régies complété en fonction de remontées d'incidents : depuis novembre 2021, 7 régies ont été contrôlées dans ce nouveau format d'audit de régie et 20 régies ont été contrôlées sur l'exercice 2022. Ce plan de contrôle vient en complément des contrôles conjoints avec le Comptable Public.

3- Mieux piloter les autorisations de programme et crédits de paiement (APCP) pour améliorer leur exécution

La Ville de Montpellier s'est engagé, dans le cadre du mandat en cours, à l'amélioration de l'exécution de ses dépenses d'équipement et des autorisations de programme et crédits de paiement. L'objectif est de suivre et d'ajuster les budgets d'investissements au plus près de la réalisation des opérations sur le terrain. Cet objectif s'inscrit dans le cadre du financement d'une programmation pluriannuelle d'investissement ayant été adoptée au conseil municipal du 30 novembre 2021.

Les premières actions pour améliorer le suivi et la réalisation des opérations en APCP ont été mises en place en 2020 avec la mise à jour du règlement budgétaire et financier voté le 30 juillet 2020. Ce règlement intègre notamment des règles de caducité et d'annulation d'AP.

Ainsi, dès 2021, 11 APCP ont été clôturées au Budget Primitif (BP) pour 44 M€, et 3 APCP ont été clôturées au Budget Supplémentaire (BS) pour un montant de 10 M€.

Ce travail s'est poursuivi en 2022 avec 5 APCP clôturées au BP 2022 pour un montant de 49M€.

2022 a également été le budget de la traduction budgétaire de la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) votée le 30 novembre 2021.

Ensuite, le taux de réalisation des dépenses tend à s'améliorer sur ce début de mandat avec 71% de taux de réalisation 2021. C'est une première étape dans l'objectif d'amélioration des taux de réalisation qui devrait se poursuivre en 2022.

Taux de réalisation des dépenses d'équipement	Moyenne 2017-2020	2021
Crédits en AP	68%	71 %
Crédits hors AP	66%	71 %
Total	66%	71 %

En 2022, la Collectivité a déployé un nouvel outil permettant de partager plus largement et en temps réel les taux de réalisation des dépenses d'équipement. Ce nouvel outil de pilotage est déployé depuis février 2022. Il permet à chaque directeur de pôle et responsable administratif et financier de connaître l'état de réalisation des dépenses d'équipement de son pôle. Cet état de réalisation des dépenses fait l'objet d'un échange en Comité Directeur (CODIR) chaque début de mois en présence de la direction générale et de tous les directeurs de pôle.

Depuis avril 2021 cet outil a également intégré le suivi des réalisations des opérations de la programmation pluriannuelle des investissements. Ainsi à tout moment chaque directeur de pôle ou responsable des affaires administratives et financières peut consulter les réalisations de son pôle par opération.

Enfin, la Collectivité a lancé le recrutement d'un « *chargé de mission PPI* », qui aura pour mission d'assurer le suivi de l'exécution de la PPI et de faire le lien entre l'opérationnel et le financier.

4- Préciser dans le règlement financier, la procédure de comptabilisation des restes à réaliser conformément aux dispositions budgétaires et comptables

Conformément à l'engagement de la Collectivité, la procédure de comptabilisation des restes à réaliser sera précisée dans le prochain règlement budgétaire et financier.

Il est également prévu d'intégrer ce point dans un guide interne sur les procédures budgétaires et comptables dont la formalisation est en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la présentation du rapport précisant les actions entreprises à la suite des observations et des recommandations formulées par la chambre régionale des comptes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-194772-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Marchés publics et commande publique éco- responsable

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours

Madame Catherine RIBOT, Conseillère municipale, rapporte :

A la suite de la publication au Journal officiel le 25 août 2021 de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, tout organisme chargé de l'exécution d'un service public doit veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

La loi impose au titulaire d'un contrat de la commande publique, pour autant que ce contrat lui confie l'exécution d'un service public, d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. La loi impose également que les clauses des contrats de concession ayant pour objet de confier l'exécution d'un service public rappellent ces obligations et précisent en outre les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

Les contrats de délégation de service public en cours doivent être modifiés pour intégrer ces nouvelles obligations, conformément aux dispositions de l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique.

Ainsi les contrats suivants sont modifiés :

- Il est proposé la conclusion d'un avenant n°6 à la DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA FOURRIERE MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER, conclue avec la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER, approuvée par délibération du 03 novembre 2017 ;
- Il est proposé la conclusion d'un avenant n°6 à la DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE DE LA VILLE DE MONTPELLIER, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier, approuvée par délibération du 03 novembre 2017 ;
- Il est proposé la conclusion d'un avenant n°2 à la DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA CRECHE MUNICIPALE HENRI SALVADOR, conclue avec la société LPCR DSP MONTPELLIER, approuvée par délibération du 03 novembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°6 à la Convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°6 à la Convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la Convention de Délégation de Service Public pour la gestion de la crèche municipale Henri Salvador ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 6 DSP Fourrière.pdf
- Projet Avenant 2 clause laïcité DSP crèche H Salvador VF.pdf
- DSP STAT AVT 6 LAICITE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196968-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION
SOCIALE**

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires d'accueils de loisirs - Conventions d'occupation 2022-2023 - Attribution de subventions en nature - Approbation - Autorisation de signature

Madame Françoise BOUTET-WAISS, Conseillère municipale, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires d'accueils de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L.212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux. Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques (articles L.2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association. Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et la maintenance a été estimé à 6 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant :

Association gestionnaire d'ALSH	Adresse de l'association	Ecole	subvention en nature du 01/09/2022 au 31/12/2022	subvention en nature du 01/01/2023 au 31/08/2023	Total subvention en nature
Le relais - Le relais des petits	1 rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Rousseau	2 400	4 575	6 975
Le Relais - Le petit relais	1 rue Embouque d'Or 34 000 MONTPELLIER	Garnier	4 128	10 692	14 820
Eveil en mouvement	88, rue Antoine Laurent Jussieu 34 090 MONTPELLIER	Teresa	2 268	5 208	7 476
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Baudelaire	1 776	4 596	6 372
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Kipling	4 416	11 136	15 552

Vacances évasion	393 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Langevin	1 188	4 620	5 808
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Goethe	2 574	5 736	8 310
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Beethoven	12 480	29250	41 730
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Olympe de gouges	11 904	27 900	39 804
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Richier	7 236	19 896	27 132
UFOLEP 34	66, Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Pagnol	5 718	14 478	20 196
UFOLEP 34	66 Esplanade de l'Egalité 34 080 MONTPELLIER	Voltaire	2 562	6 402	8 964
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Jaures De Gaulle	3 978	9 594	13 572
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Morisot	2 112	5 016	7 128
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Mozart	8 064	19 152	27 216
Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Florian	17 280	42 660	59 940

Vacances évasion	394 rue Léon Blum 34 000 MONTPELLIER	Simon	14 784	36 498	51 282
PEP 34	21 rue Jean Giroux escalier 27 380 34 184 MONTPELLIER CEDEX 4	Yourcenar	8 262	16 920	25 182
Les Enfants d'Hélène	286, avenue Aiguelongue 34 000 MONTPELLIER	Mitterrand	7 496	10 353	17 849
Muc vacances	150 rue François- Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Pottier	7 608	28 248	35 856
Muc vacances	151 rue François- Joseph Gossec 34 070 MONTPELLIER	Chaplin	5 412	19 680	25 092
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvillées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Balard	6 966	18 318	25 284
Les Francas de l'Hérault	6 rue des Bougainvillées, résidence le capitole n°203 34 070 MONTPELLIER	Renaud	3 726	9 798	13 524
TOTAUX			144 338	360 726	505 064

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition type ;
- D'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention occupation locaux ALSH associatif 2022-2023 - Copie (2).doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196485-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Construction d'un centre d'accueil pour la Petite Enfance à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'association Mas des Moulins - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a déclaré d'intérêt les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'association Mas des Moulins a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer le projet de construction d'un centre d'accueil pour la petite enfance, service d'internat de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) « *Bon Secours* » située 2452 avenue du Père-Soulas à Montpellier.

Les MECS sont des établissements sociaux ou médico-sociaux, spécialisés dans l'accueil temporaire de mineurs en difficulté. Ce projet répond donc aux besoins d'accueil des enfants relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Le placement en MECS a notamment lieu dans les cas de violence familiale (physique, sexuelle ou psychologique), de difficultés psychologiques ou psychiatriques des parents, de problème d'alcoolisme, de toxicomanie, de graves conflits familiaux, de carences éducatives, de problèmes comportementaux de l'enfant, de l'isolement en France d'un enfant étranger...

Les MECS relèvent de la compétence du Conseil départemental, qui donne l'habilitation placés par l'ASE. C'est pourquoi, le Département de l'Hérault est également sollicité pour accorder sa garantie à hauteur de 50%.

L'emprunt retenu auprès du Crédit Coopératif présente les caractéristiques financières suivantes :

Montant du prêt	500 000 €
Durée de la phase d'amortissement	20 ans
Périodicité des échéances	Mensuelle
Taux d'intérêt	Taux fixe de 1,05 %
Profil d'amortissement	Amortissement progressif à échéances constantes
Taux de garantie Ville	25 % soit 125 000 €

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 25% des montants contractés auprès du Crédit Coopératif. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur simple notification du Crédit Coopératif, la Ville s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements. La Ville de Montpellier s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir le remboursement de la somme de 125 000 € représentant 25% de l'emprunt d'un montant de 500 000 €, sollicité par l'Association Mas des Moulins auprès du Crédit Coopératif pour la construction d'un nouveau bâtiment dédié à l'accueil de l'Internat Petite Enfance et service administratif ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Proposition commerciale ASSO MAS DES MOULINS.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-194452-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Dispositif "Coup de pouce jeunes" - Soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2022-2023 - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le sport, la culture et les activités de loisirs sont de formidables outils de lien et de cohésion sociale. La pratique d'une activité sportive, culturelle ou de loisir au sein d'une association fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de citoyens, et la disponibilité de services et d'équipements de proximité compte parmi les facteurs facilitateurs d'accès à ces activités.

Dans le contexte actuel de crise et de précarité sociale, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son soutien aux associations présentes et actives sur son territoire et encourager la pratique sportive, culturelle et de loisirs, en reconduisant son dispositif d'aide financière pour une première adhésion à une association œuvrant dans ces champs.

Le Conseil municipal, réuni en séance le 30 juillet 2020, a approuvé par délibération n°V2020-066, la création d'un dispositif de soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle, pour les jeunes montpelliéraines et montpelliérains de 6 à 16 ans, sous condition de ressources. Lors du Conseil municipal du 5 octobre 2020, le dispositif a été élargi aux activités de loisirs.

Ce dispositif « *Coup de pouce jeune* » rencontre un vif succès, ainsi plus de 4000 jeunes montpelliéraines et montpelliérains de 6 à 16 ans ont pu bénéficier d'une aide fixée à hauteur de 50 €, depuis le lancement de la démarche. Cette mesure est également un véritable enjeu en terme de soutien économique aux familles les plus précaires, afin de permettre à leurs enfants d'accéder à cette pratique, vecteur d'épanouissement comme d'insertion des jeunes.

Ainsi, après vérification des pièces justificatives, un coupon « *Première adhésion sportive, culturelle ou activités de loisirs* » sera délivré pour la saison 2022-2023. Le bénéficiaire pourra déduire l'aide d'un montant de 50 € lors de son inscription auprès d'une association.

Les conditions et modalités d'octroi sont les suivantes :

- Etre âgé de 6 à 16 ans au 1^{er} janvier 2022 ;
- Etre domicilié à Montpellier ;
- Justifier de conditions de ressources (bénéficiaire du versement de l'Allocation de Rentrée Scolaire (ARS) ou de l'Allocation d'Education Enfant Handicapé (AEEH) versées par la Caisse d'Allocations Familiales ou la Mutualité Sociale Agricole ;
- Justifier de sa première inscription dans une association sportive montpelliéraine (avec prise de licence), affiliée à une fédération sportive, reconnue par le ministère des Sports, ou dans une association culturelle ou de loisirs.

Il est donc proposé de reconduire ce dispositif d'aide financière pour la saison 2022/2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la reconduction du dispositif de soutien à une première adhésion à une association sportive, culturelle et de loisirs pour la saison 2022/2023 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Expérimentation d'une unité mobile de prévention et promotion santé - Conventions de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans de nouvelles démarches de santé publique en signant en avril 2021 avec l'Agence Régionale de Santé, le contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé.

Dans le cadre de l'axe 5 de ce Contrat, il est prévu de renforcer l'accès à l'information, à la prévention, aux droits et à l'offre de soins qui peuvent être limités par des obstacles culturels, financiers ou par l'insuffisance d'offre de proximité. C'est pourquoi, la Ville souhaite développer un projet expérimental de promotion et prévention de la santé « *hors les murs* » permettant de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

L'unité mobile de prévention santé, appelée « *Ma.P* » pour « *Ma Prévention* », proposera ainsi des programmes de prévention santé (information, orientation vers les parcours de soin, dépistages, éducation, accès aux droits en santé) pour toutes et tous et particulièrement les personnes éloignées du soins, animée par des professionnels et fera ainsi le lien entre :

- Les acteurs du territoire (associatifs, institutionnels et services des collectivités), qui signeront avec la Ville une convention de partenariat annuelle précisant les rôles et engagements de chacun ;

- Les politiques publiques et projets structurants (Contrat Local de Santé, Med Vallée, Contrat de ville, bien vieillir...) ;
- Les thématiques de santé (Prévention et dépistage des cancers, santé orale, santé sexuelle, nutrition, sport santé, santé mentale, accès aux droits santé, prévention des addictions, gestes de premiers secours, vaccination, santé environnement...) ;
- Les habitants (et en particulier ceux des quartiers prioritaires).

La Ma.P interviendra dans des espaces très différents tels que :

- Des places publiques, de marché, des stades, des universités et des écoles ;
- A proximité de Maisons Pour Tous, sièges d'associations ou institutions ;
- Des parcs et bases de loisirs ;
- A proximité des gares, zones commerciales, parkings, etc.

Elle interviendra également avec et en complémentarité d'autres unités mobiles (exemple : Mammobile, Unité mobile Aides, Agirc Arrco...).

Les interventions en grande proximité seront facilitées par l'utilisation d'un véhicule (type fourgon avec motorisation au gaz) modulable et adaptable. Un jeune engagé en service civique engagé par la Ville accompagnera les actions portées par les partenaires et l'équipe municipale de prévention santé dans une double logique de déambulation et de médiation. De nouvelles modalités d'interventions et de nouvelles technologies (e-santé par exemple) seront expérimentées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'expérimentation de l'Unité Mobile de prévention santé à compter de septembre 2022 pour une durée d'un an
- D'approuver les termes de la convention de partenariat type avec les acteurs du territoire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Montpellier_Convention_Parteneriat_MAP_2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197166-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) 2022 - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis, ACM Habitat, les associations Compagnons Bâtisseurs Occitanie et Octopus Expression - Autorisation de signature

Madame Caroline DUFOIX, Conseillère municipale, rapporte :

Le 11 juillet 2022, Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis ont officialisé la signature du renouvellement du contrat de concession d'électricité pour une durée de 25 ans. Un accord cadre de partenariat d'une durée de 5 ans, pour le développement d'une Métropole engagée dans la transition climatique et l'innovation, pour un territoire attractif et solidaire, est adossé à ce contrat de concession.

La convention de partenariat liée à cette concession, et particulièrement l'article 4 « *Politique de la ville et Solidarités* » prévoit que la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis Direction Hérault s'engagent à contribuer au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi. Dans ce cadre et celui du Contrat de Ville 2015-2022, prorogé jusqu'en 2023 par la loi de finances 2022, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2022 du Contrat de Ville permettant de lutter contre la précarité énergétique et favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

La pertinence de ces opérations se trouve redoublée par la crise énergétique traversée qui impose la nécessité de construire une société favorisant et visant la sobriété énergétique.

Ces actions se déclinent comme suit :

- **La mise en œuvre d'un chantier citoyen de 9 mois ayant pour objectif la lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) Cévennes et Mosson - 300 personnes rencontrées, 6 à 8 jeunes engagés en service civique**

Ce chantier permet à la fois d'aller vers les habitants les plus éloignés des informations et de faciliter l'insertion sociale et professionnelle de jeunes intéressés par les métiers de l'énergie et de l'environnement, engagés en service civique et suivis par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M).

Les objectifs et missions du chantier citoyen :

Afin d'augmenter le recours aux techniques et pratiques améliorant la maîtrise de l'énergie et les éco-gestes, 6 à 8 jeunes seront engagés et encadrés par l'association des Compagnons Bâisseurs Occitanie avec pour missions principales de :

- Créer des moyens de communication (événements, flyers...) ;
- Sensibiliser les habitants en proximité et par des formats adaptés et construits avec les habitants et orienter les habitants vers les dispositifs adéquats existants ;
- Favoriser les échanges et partages d'expériences à travers des événements conviviaux rassemblant les jeunes engagés en service civique, les professionnels du domaine et les habitants du quartier.

L'association les Compagnons Bâisseurs Occitanie (CBO), ayant une expertise sur la professionnalisation des jeunes et sur l'habitat, souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault. L'association Octopus Expression, ayant des compétences sur l'accompagnement socioprofessionnel des jeunes et les techniques d'expression orale, souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault.

Dans ce cadre, les équipes de proximité de la Ville (des Maisons pour Tous notamment) et d'ACM Habitat assureront une mission de guide et d'appréhension du quartier, du patrimoine géré par ACM Habitat et des actions existantes dans les dispositifs de la Politique de la Ville dans le but de tisser les liens entre les acteurs et les utilisateurs bénéficiaires de ces opérations.

Le service civique, support de mise en œuvre du chantier citoyen :

A travers les principes qu'il véhicule, l'engagement qu'il demande et l'utilité sociale qu'il propose, le service civique est particulièrement adéquat pour mettre en œuvre ce chantier :

- Intérêt général : le Service Civique est un engagement au service de l'intérêt général, qui permet aux jeunes volontaires de réaliser une mission en faveur de la cohésion nationale et de la solidarité ;
- Citoyenneté : tout au long de la mission de Service Civique, les volontaires vivent une expérience de citoyenneté et d'ouverture sur le monde ;
- Mixité : le Service Civique a pour objectif de faire vivre une expérience de mixité aux volontaires. Leur mission doit leur permettre de rencontrer des personnes différentes et d'être confrontés à un environnement avec lequel ils n'auraient pas été naturellement en contact ;
- Accessibilité : les missions de Service Civique doivent être accessibles à tous quels que soient le profil, la situation et l'origine des candidats, leur parcours ou leur formation initiale ;
- Complémentarité : les missions proposées aux volontaires au sein des structures d'accueil sont complémentaires de celles des salariés, des bénévoles et des stagiaires et ne peuvent s'y substituer ;

- Initiative : le Service Civique permet aussi bien aux jeunes qu'aux organismes de tester de nouveaux projets et de nouvelles méthodes ;
- Accompagnement bienveillant : l'accompagnement des volontaires est au cœur du projet d'accueil. Le Service Civique est un temps de transmission entre chaque jeune engagé et son tuteur ou les autres membres de son organisme d'accueil. C'est également pour lui un temps de réflexion et de maturation de son projet d'avenir ;
- Respect du statut : le Service Civique est inscrit dans le code du Service National. C'est un statut encadré fondé sur le volontariat et la réciprocité entre les volontaires et les organismes d'accueil.

Au titre de la mise en place de ce Chantier citoyen, la Ville de Montpellier participera à hauteur de 8 000 € et Enedis Direction Hérault à hauteur de 23 000 €.

- **La mise en place de l'Espace Ressource Habitat, au sein du QPV Mosson, tout au long de l'année : 250 personnes accueillies**

Porter et diffuser l'information liée à la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, les Compagnons Bâisseurs Occitanie propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- Un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- Des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- Une outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements ;
- Un espace informatique avec une connexion Internet afin d'accompagner les habitants à la création de leur espace numérique Linky et à maîtriser leur consommation d'électricité.

Au titre de la mise en place de cet Espace Ressource Habitat, la Ville de Montpellier participera à hauteur de 3 500 € et Enedis Direction Hérault à hauteur de 4 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et ACM Habitat ;
- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et les CB Occitanie d'une part et entre la Ville de Montpellier, ACM Habitat et les CB Occitanie pour la mise en œuvre d'un chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique et de l'Espace Ressource Habitat ;
- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et Octopus expression pour la participation à la mise en œuvre du chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Sophiane MANSOURIA, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 1. Convention 2022_Ville Enedis.docx
- 2. Convention 2022_Enedis Ville ACM.doc
- 3. Convention 2022_Enedis Ville CB.doc
- 4. Convention 2022_Enedis Ville Octopus.doc
- 5. Cadrage partenarial ACM HABITAT - VILLE MPT - CBO.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199125-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Dotation Politique de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Par courrier en date du 4 avril 2022, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2022 d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 757 685,87 €. Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau en annexe récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 12 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

La programmation 2022 présente les caractéristiques suivantes :

- 8 quartiers sur 12 sont concernés par au moins 1 projet ;
- 4,2 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 15 projets, dont 1 de fonctionnement et 508 K€ à la Métropole pour le financement de 5 projets dont 3 en fonctionnement ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 68% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 7 % ;
- 72 % de l'enveloppe sont affectés à des équipements publics de proximité (crèche Pompignane, extension du cinéma Nestor Burma, multisports Gély, équipement fitness Petit Bard, street work out Pompignane, accessibilité de la Maison Pour Tous P.E Victor) ;
- 16 % de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant les écoles (réhabilitation thermique de 6 écoles, réfection des sanitaires et mise en place d'un self sur 2 écoles) ;
- Au titre des projets liés au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) 2, des aménagements pour des locaux associatifs sont programmés ;
- Enfin, le dispositif de prévention des noyades et d'apprentissage de la natation sur 3 quartiers, l'organisation de manifestations contre le racisme et les discriminations ainsi que l'évaluation finale du contrat de ville sont également programmés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2022 telle que détaillée dans le tableau annexé ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2022, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Programmation DPV 2022.pdf
- Convention_DPV_2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198429-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Attribution de subvention au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Exercice 2022 - Autorisation de Signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Comme présenté dans la délibération du 29 mars 2022, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;

- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants. Des actions innovantes en matière d'insertion sociale et de lutte contre la fracture numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

La présentation de l'activité du CCAS s'organise autour des axes suivants :

- 1- Garantir un accueil inconditionnel à toutes et tous ;
- 2- Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social autour de l'emploi, la fracture numérique, l'isolement social, le budget et la santé ;
- 3- Permettre aux aînés de « bien-vieillir » ;
- 4- Accompagner des publics spécifiques : pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants.

Conformément aux dispositions prises par la Ville, la Métropole et le CCAS de Montpellier pour la refonte du Régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions, de l'expertise et l'engagement professionnel (RIFSEEP), la Ville de Montpellier souhaite soutenir le CCAS pour couvrir les dépenses afférentes à cette revalorisation. Pour cela, il y a lieu d'allouer une subvention complémentaire à celle votée le 1 février 2022 à hauteur de 13 050 000 €, selon les éléments suivants :

Code	Structure	Type	Montant attribué
1886	CCAS	Fonctionnement	700 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'attribution de la subvention, sous réserve de la signature de la convention d'attribution complémentaire ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 197242_CONVENTION FONCTIONNEMENT CCAS BS 2022 v3

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196973-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Crèche Joséphine Baker - Contrat de délégation de service public entre la Ville de Montpellier et People&Baby - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Située en plein cœur de la ZAC Ovalie, la crèche Joséphine Baker est un établissement municipal d'accueil de jeunes enfants qui offre une capacité de 60 places en accueil collectif et de 9 places en accueil familial. Depuis son ouverture en 2012, ce multi-accueil collectif et familial accueille chaque mois environ 90 enfants de 0 à 3 ans qui habitent principalement le quartier.

En 2012, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) à la Mutualité Française de l'Hérault pour une durée initiale de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2012. Au terme de ce premier contrat, le Conseil municipal a autorisé le renouvellement de la DSP puis, par délibération du 23 juillet 2015, a confié l'exploitation de la crèche à la société People&Baby.

Après avoir recueilli l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 28 octobre 2019 et l'avis du comité technique le 18 novembre 2019, le Conseil municipal a décidé de déléguer à nouveau la gestion et l'exploitation de la crèche Joséphine Baker via une délégation de service public pour une durée de 5 ans par délibération du 21 novembre 2019.

Le cadre juridique retenu est celui de la concession de service, sous forme de délégation de service public, régie par les dispositions de la troisième partie du code de la commande publique ainsi que par les articles L.1410-1 à L.1410-3, L.1411-1 à 1411-19 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et R.1411-1 à R.1411-8 du CGCT.

La Ville a envoyé à la publication, le 9 juin 2020, un avis de publicité dans les parutions suivantes :

- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) ;
- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ;
- Revue spécialisée : Gazette santé sociale ;
- Profil acheteur de la Ville.

Il s'agit d'une procédure de passation de type « restreinte » : seuls les candidats admis à présenter une offre par la Commission de délégation de service public (CDSP) prévue à l'article L.1411-5 du CGCT ont reçu le dossier de consultation et ont pu déposer une offre. En application des articles R 3123-11 à R 3123-13 du Code de la commande publique, le nombre de candidats admis à présenter une offre était fixé à trois minimum et cinq maximum.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 17 juillet 2020 à 12h00.

Les candidatures ont été ouvertes le 17 juillet 2020 et ont été renvoyées à l'analyse.

Neuf opérateurs économiques ont répondu à cet appel à la concurrence avant la date et l'heure limite de dépôt des candidatures. Sur la base des critères de sélection des candidatures, la Cdsp, réunie le 7 mai 2021, a considéré que les cinq candidats suivants étaient admis à présenter une offre :

- LPCR Collectivités publiques ;
- People&Baby ;
- La Maison bleue ;
- Evancia Babilou ;
- Crèche Attitude Tasso.

Le règlement de la consultation ainsi que le programme de la consultation ont été envoyés aux cinq candidats. Il fixait les dates et heures limites de réception des offres au 4 novembre 2021 à 12h00.

Trois candidats ont remis un pli avant la date et l'heure limite de dépôt des offres :

- People&Baby ;
- La Maison bleue ;
- Evancia Babilou (lettre de retrait de la procédure).

People&Baby a remis une offre financière variante prévoyant la création de 6 places supplémentaires au 1^{er} janvier 2023 au lieu des 9 places exigées dans le dossier de la consultation. Cette offre doit être regardée comme irrégulière dès lors qu'elle ne respecte pas les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation. Les autres offres sont régulières.

Conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, la CDSP a rendu un avis sur les offres remise en séance du 15 février 2022.

Sur la base de l'avis rendu par la CDSP, le pouvoir adjudicateur a décidé d'engager les négociations avec les deux candidats ayant remis une offre :

- People&Baby ;
- La Maison bleue.

Des négociations écrites et orales ont été menées.

Les deux candidats ont remis une offre finale.

Les offres finales ont été analysées sur la base des critères suivants énoncés au règlement de la consultation :

Critère n° 1 : Valeur technique /140
Sous-critère N°1 : Qualité du service rendu à l'utilisateur / 90
• La qualité du projet d'établissement /30 points
• Qualité des moyens de gestion et du personnel dédié et de son dimensionnement et le cas échéant des fonctions support mis à disposition (qualification et expérience, organigramme, références liées à la gestion du service, moyens matériels et techniques) ; /20 points
• La qualité du projet pédagogique et d'animation (activités proposées, environnement et aménagement mis en place) /20 points
• La qualité des repas proposés aux enfants en ce compris la prise en compte des PAI, allergies et intolérances /15 points
• Qualité des fournitures et consommables à destination des enfants /5 points
Sous-critère N°2 : Qualité du projet technique / 30
• La pertinence et qualité technique des investissements complémentaires et de renouvellement proposés (ainsi que leur délai de réalisation ou installation) / 10 points
• Qualité du plan d'entretien courant et du plan de gros entretien/grosses réparation/renouvellement des biens du service en ce compris le nettoyage et l'hygiène des locaux /10 points
• Qualité des modalités de suivi, de reporting et de contrôle du service par la Ville./10 points
Sous-critère N°3 : Développement durable/ 20
Les engagements du candidat pour inscrire l'exploitation dans une démarche de développement durable notamment en termes de performance et d'économies d'énergie et d'insertion sociale.
Critère N°2 : Intérêt économique et financier de l'offre / 60
Sous-critère n°1 : Le coût horaire moyen de la participation communale pour l'accueil collectif et pour l'accueil familial /30
Sous-critère n°2 : Cohérence du CEP notamment des frais de structure et des charges de personnel et des résultats annuels /10
Sous-critère n°3 : Montant des investissements net /10
Sous-critère n°4 : Montant du GER /5
Sous-critère n°5 : Niveau des recettes en cohérence avec les hypothèses d'ouverture de l'équipement et des services et de la tarification proposées /5

Il ressort de l'analyse des offres détaillées, que l'offre de la société People&Baby apparaît classée en première position. Il est donc proposé au Conseil municipal de retenir la société People&Baby comme délégataire pour la gestion de la crèche Joséphine Baker.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et du contrat à signer entre la Ville et la société People&Baby sont les suivantes :

- **Périmètre de la délégation de service public :**
La Ville met à disposition du Délégataire, à titre exclusif, les locaux de la crèche Joséphine Baker situés 164 avenue Jean Prat à Montpellier (quartier Ovalie) installations, aménagements et matériels inclus dans le périmètre délégué tel qu'ils sont décrits en annexe au contrat. Le Délégataire est tenu d'utiliser les ouvrages, biens et équipements d'exploitation, conformément à la réglementation en vigueur présente et à venir, notamment en matière d'hygiène, de sécurité, de sûreté et de respect de l'environnement. L'ensemble de ces biens dits de retour reste propriété du Délégant. Le Délégataire est responsable desdits biens et a charge de les restituer, en fin de contrat, en parfait état d'entretien et en bon état de fonctionnement. Le Contrat n'accorde pas de droits réels au profit du Délégataire.
- **Durée :**
Le contrat est conclu pour une durée de 5 ans : du 1^{er} septembre 2022, date du début d'exécution, au 31 août 2027. La période de préparation entre la prise d'effet du Contrat au jour de sa notification par le Délégant et son début d'exécution ne fait l'objet d'aucune rémunération.

▪ Prestations confiées au délégataire :

Le délégataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation de la crèche Joséphine Baker. Cette crèche est d'une capacité de 60 places en accueil collectif et 9 places en accueil familial. La crèche devra acquérir une capacité de 69 places en accueil collectif et 9 places en accueil familial à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le Délégataire assure la gestion du service public délégué et notamment l'exercice des missions suivantes :

- Gestion et exploitation de la crèche Joséphine Baker par l'accueil d'enfant âgés de moins de quatre ans ;
- L'entretien et la maintenance des locaux et équipements mis à disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité ;
- Rédaction du, règlement de fonctionnement, du projet d'établissement et du projet pédagogique ;
- Livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas dans le respect des normes et du plan de maîtrise sanitaire.

Durant l'exécution du Contrat, le Délégataire est tenu d'informer la Ville de l'évolution des normes en vigueur régissant les activités déléguées, notamment en matière d'hygiène et de sécurité et de sûreté et de lui soumettre les mesures d'amélioration en cas de non-conformité. Il est tenu d'accueillir les enfants dans le respect des normes d'encadrement des enfants, de sécurité et d'hygiène en vigueur, présentes et à venir pendant toute l'exécution du contrat. Le Délégataire est entièrement responsable de l'exécution du Contrat, tant à l'égard du Délégant que des usagers, des tiers et des autorités publiques autres que le Délégant.

▪ Moyens de gestion et personnel dédié :

Accueil assuré par 26 professionnels (25,6 ETP) pour le multi-accueil collectif (1 Directrice Puéricultrice, 1 Directrice Adjointe Puéricultrice, 1 EJE Responsable pédagogique, 3 EJE, 6 AP, 9 CAP, 1 contrat d'apprentissage, 2 agents techniques, 1 cuisinier et 0,6 secrétaire) et 3 assistantes maternelles pour le multi-accueil familial.

▪ Formation des professionnelles :

Engagement sur au moins 2 jours de formation par an et par professionnel, en dehors des journées pédagogiques.

▪ Crèche de garde :

Modalités de fonctionnement prévoyant l'accueil des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant la période estivale, en concertation avec la Ville.

▪ Projet de crèche pour répondre aux attentes spécifiques du territoire :

Engagement du délégataire à garantir la mixité sociale au sein de l'établissement par l'accueil d'un minimum de 25% d'enfants à temps partiels (durée inférieure à 4 jours par semaine) et mise en place d'une organisation pour l'accueil des enfants des familles en démarche d'insertion et/ou orientées par la Plateforme Garde d'Enfants (PGE) gérées par l'association Adages (engagement de réserver 3 places).

▪ Préparation des repas :

Repas préparés sur place et élaborés à partir de 75 à 80% de produits bruts et frais et 50% de produits issus de l'agriculture biologique.

▪ Qualité des fournitures et consommables à destination des enfants :

Garantie avec 50% des produits biologiques et/ou écologiques destinés à l'hygiène et à l'entretien.

▪ Actions de développement durable :

Engagements concrets et quantifiables (camions de livraison « restauration » respectant la nouvelle norme européenne euro 6 EEV, engagements en matière de sobriété énergétique...).

- Modalités financières :
Participation financière de la Ville permettant d'optimiser les taux d'occupation et assise sur la fréquentation horaire des enfants selon la formule suivante :
 $P = [1,57 \text{ €} \times \text{nombre d'heures facturées pour l'accueil collectif}] + [1,13 \text{ € par heure facturée pour l'accueil familial}]$.
- Gros entretien renouvellement (GER) :
Obligations en matière de gros entretien renouvellement des biens affermés à hauteur de 17 977 € HT sur la durée du contrat pour permettre à la Ville de retrouver des équipements en bon état d'entretien à l'issue du contrat.
- Investissements :
Engagements du délégataire, hors GER, d'investir à hauteur de 180 983 € HT.
- Contrôle de la Ville :
Le délégataire produit chaque année le rapport annuel qui porte sur l'exécution du contrat entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année précédente. Il remet également trimestriellement un rapport d'activité présenté au délégant lors de réunions trimestrielles auxquelles le délégataire est tenu de participer.
- Garantie à première demande :
Dans le délai d'un mois après la signature du Contrat, le Délégataire fournira une garantie à première demande délivrée par un établissement bancaire ou financier agréé. Cette garantie sera d'un montant de 5% des produits d'exploitation de la 1^{ère} année tels qu'ils résultent du compte d'exploitation prévisionnel.
- Sanctions et pénalités :
Mise en place de sanctions pécuniaires et de mesures résolutives (mise en régie provisoire, résiliation) en cas de faute du Délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le choix de la société People&Baby en tant que titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation de la crèche Joséphine Baker à Montpellier ;
- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de délégation de service public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 7 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV DSP Crèche J.BAKER signé.pdf
- RAO offres finales crèche J. Baker signé juin 2022.pdf
- Rapport d'analyse des candidatures - signé.pdf
- PV CDSP 15 02 22 Crèche J.BAKER.pdf
- RAO DSP JB signé CDSP.pdf
- Projet de contrat DSP crèche J.Baker version def.docx
- Annexe 1 Périmètre de l'équipement délégué (plans de la crèche Joséphine Baker).pdf
- Annexe 2 Inventaire A1 des biens affectés à la crèche J. Baker.pdf
- Annexe 6 Programme pluriannuel de GER.pdf
- Annexe 7 Programme pluriannuel d'investissements.pdf
- Annexe 8 Plan de financement des investissements.pdf
- Annexe 9 Compte rendu de visite PMI augmentation capacité d'accueil.pdf
- Annexe 10 Procédure d'attribution des places de la crèche J.Baker.pdf
- Annexe 11 Principes de l'attribution des places.pdf
- Annexe 12 Outils de communication avec les familles.pdf
- Annexe 13 Règlement de fonctionnement.pdf
- Annexe 14 Projet d'établissement.pdf
- Annexe 15 Projet éducatif global de la Ville de Montpellier.pdf
- Annexe 16 Projet pédagogique et d'animation.pdf
- Annexe 17 Description du procédé de fabrication repas et délivrance des repas.pdf
- Annexe 18 Protocole de mise en sûreté des enfants et du personnel.pdf
- Annexe 19 Plan de maîtrise sanitaire Ville de Montpellier.pdf
- Annexe 20 Détail de la masse salariale et organigramme.pdf
- Annexe 21 Cadre du rapport trimestriel.pdf

- Annexe 22 - Cadre du rapport annuel.pdf
- Annexe 23 - Garantie à première demande (engagements du candidat).pdf
- Annexe 24 Compte d'exploitation prévisionnel détaillé.pdf
- Annexe 25 Procédure de réservation de berceaux.pdf
- Annexe 26 Action en matière de développement durable et d'insertion.pdf
- Annexe 27 Engagements en matière d'entretien courant.pdf
- Annexe 28 Produits et consommables à destination des enfants.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-198196-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Convention de financement des Accueils de Loisirs Associatifs - Autorisation de signature

Madame Françoise BOUTET-WAISS, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier œuvre à la facilitation de l'accès aux loisirs pour tous, dans une logique de cohérence et de continuité éducative entre les différents temps de la journée de l'enfant. C'est un des aspects de sa Politique de Réussite Educative, affirmé notamment dans le Projet Educatif de Territoire.

Les Accueils de Loisirs associatifs exercent une activité d'accueil, conformément aux normes et réglementations en vigueur relatives aux Accueils Collectifs de Mineurs tels que définis par le Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SJDES). Les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs participent au service public en ce qu'elles répondent aux besoins des familles pendant les temps périscolaires et extra-scolaires et contribuent à la mise en œuvre de la politique municipale sur la base de leurs projets pédagogiques, en cohérence avec les orientations éducatives du Plan Mercredi.

Afin d'accompagner la mission d'accueil de loisirs, la Ville attribue aux associations une participation municipale pour l'accueil des enfants montpelliérains. Cette prestation distingue quatre types de participation :

Modalités de participation municipale liées à la présence des enfants :

- **3.05 €** par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en maternelle ;
- **2.29 €** par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en élémentaire ;
- **3.81 €** pour les journées à l'extérieur (mini-camps sous toile pour la période estivale) à raison de 20 jours par an et par enfant dans la limite des places conventionnées.

Modalités de participation municipale pour les accueils spécifiques :

- La participation peut varier de **2,29 € à 6,00 €** maximum par jour et par enfant pour les accueils de loisirs accueillant les enfants dans le cadre d'un projet spécifique qui doit faire état de sujétions particulières, qu'elles soient liées au quartier ou à des conditions d'accueil d'enfants nécessitant une attention particulière. Il doit être détaillé par l'Association et accepté par la ville.

Dans tous les cas, la participation est versée au vu d'un état de fréquentation mensuel, fourni par l'Association et envoyé au Pôle de l'Education, dans les délais qui lui sont fixés.

Une convention détaillant ces différentes modalités de participation qui sera conclue avec chaque association gestionnaire d'Accueils de Loisirs pour une durée d'un an, renouvelable 2 fois.

Les actions inscrites dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse ont vocation à être reconduites dans la limite du nombre de places déjà conventionnées, jusqu'à la mise en place de la convention territoriale globale avec les services de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui se substituera au Contrat Enfance Jeunesse.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de financement des accueils de loisirs associatifs ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention financement ALSH associatifs 2019-2022 V10.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-196343-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Convention de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

A la suite de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs réunie en date du 23 mai 2022, la Ville de Montpellier souhaite proposer une mise à disposition en créneaux horaires à 3 associations. Elles prendront effet à compter du 1^{er} septembre 2022 et se termineront le 31 décembre 2022. Elles seront renouvelables une fois par tacite reconduction pour une période d'un an.

Au vu de l'intérêt communal attaché à ces structures, la mise à disposition est consentie à titre gracieux. La valeur locative annuelle constituera une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Association	Adresse des locaux	Nombre d'heures	Aide annuelle en nature
Comité de quartier Cité Astruc	14, rue Clémentville	24h / mois	460 €

Collectif des Usagers du Quartier Boutonnet	11, rue des Abeilles	16h / mois	724 €
Osez le féminisme	2, rue des Tourterelles	24h /mois	1 740 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention type de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires ;
- D'approuver la gratuité proposée aux associations ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature pour un total général de 2 924 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type Mise à disposition de locaux en créneaux.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197891-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Mise à disposition des salles des Maisons Pour Tous à titre gratuit - Approbation

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations. Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations. Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le compte administratif de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;

- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2021/2022, les Maisons Pour Tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 9 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 8 100 €.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons Pour Tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 16 décembre 2021

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et les associations ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de ces aides en nature ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau général ponctuel.xlsx.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197343-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Conventions - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

A la suite de la Commission d'Attribution des locaux associatifs réunie en date du 23 mai 2022, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux associatifs mutualisés du 1^{er} septembre au 31 décembre 2022 renouvelable une fois par tacite reconduction pour les 7 associations mentionnées dans le tableau ci-dessous, dont la gestion est assurée par la Direction Proximité et Citoyenneté.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minoré leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Nom de l'association	Adresse	Valeur Locative Annuelle	Montant Subvention	Montant du loyer minoré	Date de renouvellement
Objectif Image Montpellier	9 Rue Charancy	9 050 €	9 015 €	35 €	31/12/2022
La Sépia de Montpellier - René Garcia	31 rue Emile Chartier Maison des Rapatriés	1 210 €	1 175 €	35 €	31/12/2022
Esprit Libre	385 rue Pierre Cardenal	3 900 €	3 865 €	35 €	31/12/2022
Association de parents d'élèves Marc Bloch	385 rue Pierre Cardenal	3 900 €	3 865 €	35 €	31/12/2022
France Victimes 34	56 rue de l'Université	1 430 €	1 395 €	35 €	31/12/2022
Union Nationale des Combattants Hérault	Maison du Combattant et de la Mémoire 16 rue Ferdinand Fabre	754 €	719 €	35 €	31/12/2022
Association des anciens combattants et victimes de guerre des PTT de l'Hérault	Maison du Combattant et de la Mémoire 16 rue Ferdinand Fabre	484 €	449 €	35 €	31/12/2022

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition du domaine privé et public de la Ville ;
- D'approuver les loyers et redevances minorés proposés aux 7 associations listées ci-dessus, et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 20 483 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Sébastien COTE, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type_Domaine privé_ 2022.pdf
- Convention type_Domaine public_2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197387-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Mise à disposition de locaux associatifs - Avenant n° 1 - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

A la suite de la Commission d'Attribution des locaux associatifs réunie en date du 23 mai 2022, la Ville de Montpellier propose avenant n°1 aux conventions de mise à disposition des locaux liant la Ville et 7 associations, approuvées en décembre 2020. Il est proposé une modification des espaces mis à disposition ainsi qu'une modification de la subvention en nature annuelle correspondante.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minoré leur était proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Nom de l'association	Adresse	Valeur Locative Annuelle	Montant Subvention	Montant du loyer minoré	Date de renouvellement
Comité de quartier Hauts de Massane	385 rue Pierre Cardenal, résidence du Lac	3 900 €	3 865€	35 €	31/12/2022
Grain d'image	9 rue Joachim Colbert/ rue Charancy	9050 €	9 015€	35 €	31/12/2022
Maison d'Espagne, Casa de Espana de Montpellier	3 rue Raoul	11 590 €	11 555 €	35 €	31/12/2022
Association Républicaine des Anciens Combattants - ARAC	Maison du Combattant et de la Mémoire 16 rue Ferdinand Fabre	484 €	449 €	35 €	31/12/2022
Association des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes - ADIRP	Maison du Combattant et de la Mémoire 16 rue Ferdinand Fabre	484 €	449 €	35 €	31/12/2022
Union départementale des associations de combattants et victimes de guerre de l'Hérault	Maison du Combattant et de la Mémoire 16 rue Ferdinand Fabre	484 €	449 €	35 €	31/12/2022
Association des amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation - AFMD	Maison du Combattant et de la Mémoire 16 rue Ferdinand Fabre	484 €	449 €	35 €	31/12/2022

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et les 7 associations listées ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 26 231 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention d'occupation temporaire du domaine public - Avenant 1 type.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-197401-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

Conseil municipal du 28 juillet 2022
Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2022-157	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0041AI "prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier" - lot n°11: parc zoologique de Lunaret - Autorisation de signature	206
VD2022-175	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Medcités - Année 2022 - Autorisation	208
VD2022-176	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix (AFCDRP) - Année 2022 - Autorisation	210
VD2022-177	Décision relative à une convention de mise à disposition, au sein de l'Espace Martin Luther king, 27 boulevard Louis Blanc et à titre gratuit, d'une boîte aux lettres au profit de l'association Montpellier SOS-Ukraine	212
VD2022-213	Décision relative à l'avenant de transfert n° 1 pour les lots 3 et 5 Marché n°G0D0029RI Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques Autorisation de signature	214
VD2022-214	Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché n°G0D0029RI pour le lot 2 - Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques - Autorisation de signature	216
VD2022-217	Décision relative à l'avenant n° 1 au marché n°G1C0007CO - Impression et diffusion du magazine de communication interne commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son CCAS - Autorisation de signature	218
VD2022-227	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la ville de Montpellier à l'association "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" (TZCLD) - Année 2022	220
VD2022-237	Décision relative à la réfection complète des sanitaires de l'école élémentaire Louisville - Demande de subvention	222
VD2022-238	Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association Centre-Ville en mouvement 2022 - Cotisation	224
VD2022-250	Décision relative à la modification de la régie d'avances du service Courrier - Pôle Relations Usagers	226
VD2022-252	Décision relative à l'accord cadre n°V2C0006EM - Achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique - Attribution	229
VD2022-254	Décision relative au marché n°V1D0043EM - Achat de manuels scolaires - Attribution	231
VD2022-257	Décision relative à une convention cadre de Partenariat "Musique et petite enfance" 2022-2024	233
VD2022-258	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201869-3 et n°2201950-3 - Ressources Humaines"	235

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2022-259	Décision relative aux travaux - Opération de sécurisation de l'espace public - Demande d'autorisations d'urbanisme	237
VD2022-261	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "TUTTI" pour les 14 février, 14 mars, 21 mars et 28 mars 2022	239
VD2022-262	Décision relative à l'accord cadre n°V2B0022EM - Achat et livraison de granulés bois - Attribution	241
VD2022-263	Décision d'ester en justice "requête n°2202448-8 - Ressources Humaines"	243
VD2022-264	Décision d'ester en justice "Requête n°2202444-8 TA - Ressources Humaines"	245
VD2022-265	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'école de musique des Beaux-Arts ' pour le 21 mai 2022.	247
VD2022-266	Décision relative à la réalisation de travaux - Copropriété 1 boulevard Victor Hugo - Protocole Transactionnel entre la Ville de Montpellier et le syndic Foncia LMG - Autorisation de signature	249
VD2022-267	Décision d'ester en justice "la requête n° 2202025-1 TA - Maha BENHMAD-SMAHI"	251
VD2022-268	Décision relative au marché n°V2D0019RI - Acquisition d'un portail Intranet et de prestations informatiques - Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - Autorisation	253
VD2022-269	Décision relative à un échange de concession au cimetière Saint-Etienne	255
VD2022-270	Décision relative à une rétrocession d'une concession perpétuelle - Acte 29704 - Annexe du Cimetière Saint-Lazare	257
VD2022-271	Décision relative au marché n°V2B0038ST - Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins de la population animale - Attribution	259
VD2022-272	Décision relative au marché n°V8B0068JM - Souscription des contrats d'assurance - Lot n°1 : Tous risques expositions et objets d'art - Avenant n°1 de modification de désignation sociale du titulaire - Autorisation de signature	262
VD2022-273	Décision d'ester en justice "requête n°2202535-3 et n°2202536-3 TA - Ressources Humaines	264
VD2022-274	Décision d'ester en justice - Requête en référé suspension n°2202559-1 TA - Maha BENHMAD-SMAHI	266
VD2022-276	Décision d'ester en justice "Requête n°2202473-3 TA - Ressources humaines"	268
VD2022-277	Décision relative à un contrat de bail commercial MACCAGNAN - Ville de Montpellier - Local situé 3 place Renaudel - Avenant n°1 - Autorisation de signer l'avenant	270
VD2022-278	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2202537-3 et n°2202538-3 TA - Ressources Humaines"	272
VD2022-279	Décision d'ester en justice "Requête n°2202394-1 TA - Syndicat des copropriétaires de la résidence Villa Circe "	274
VD2022-280	Décision relative à la rénovation de la chaufferie au centre technique municipal Garosud avec la réalisation d'une chaufferie bois-énergie - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demandes de subventions	276
VD2022-281	Décision d'ester en justice "Requête n°2202303-5 TA - SELARL PHARMA MC"	278
VD2022-283	Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS) pour l'année 2022	280

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2022-282	Décision relative aux travaux de rénovation dans les établissements d'accueil du jeune enfant en 2022 – Demande de subventions – Demande d'autorisation d'urbanisme.	280
VD2022-283	Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS) pour l'année 2022.	283
VD2022-284	Décision relative à la réfection de la toiture du bâtiment central de l'école maternelle Luis de Camoens et de ses annexes - Demande d'autorisation d'urbanisme	285
VD2022-285	Décision relative à l'accord-Cadre n°G2D00004PB - Fournitures de paillages organiques et minéraux - Attribution	287
VD2022-286	Décision d'ester en justice "requête n°2202586-1 - Association ARFA Parc Montcalm"	289
VD2022-287	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'TUTTI' pour les 9-14-16 et 30 mai 2022	291
VD2022-288	Décision relative au marché n°V2C0004EN - Travaux de génie climatique dans les bâtiments existants - Rénovation des chaufferies - Lots 1 à 5 - Attributions	293
VD2022-292	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'OSUM' pour les 2-13-23-24 et 25 juin 2022 - Autorisation de signature	296
VD2022-293	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'LES VOIX BUISSONNIÈRES ' pour le 10 juin 2022 - Autorisation de signature	298
VD2022-294	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'LES VENTS DE MERIC ' pour les 9 avril et 1er octobre 2022 - Autorisation de signature	300
VD2022-295	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété NGHIEM - cadastre IZ 254 - 18 rue de Metz	302
VD2022-296	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "JORDELAN" pour le 18 avril 2022	305
VD2022-297	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "L'ART SCÈNE" pour les 23-24-25-26-27 et 28 mai 2022	307
VD2022-299	Décision relative au marché n°V1D0030AI - Transformation du site du conservatoire en école primaire démolition de corps d'états secondaires - Avenant n°1 - Autorisation de signature	309
VD2022-300	Décision relative à l'accord-cadre à bons de commande n°V1D0028ED - Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier - Attributions	311
VD2022-301	Décision relative au marché n° V2B0041SP - Réalisation du spectacle pyrotechnique et musical de la fête nationale du 14 juillet 2022 - Attribution	314
VD2022-303	Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0033ZO - Traitement de protection et de finition des ouvrages métalliques du parc de Lunaret - Attribution	316
VD2022-309	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CONSPECTUS" pour les 11 mai, 1er, 8 et 22 juin 2022	318
VD2022-310	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CONSPECTUS" pour les 2 et 3 juillet 2022	320

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2022-311	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "OSUM" pour les 2-13-23-24 et 25 juin 2022	322
VD2022-312	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "France PARKINSON" pour les 7-14 avril, 12 mai et 9 juin 2022	324
VD2022-314	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "DANTE ALIGHIERI" pour les 20 mai et 3 juin 2022	326
VD2022-315	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "GHOST PROD" pour le 22 mai 2022	328
VD2022-317	Décision relative à la création d'une porte coupe-feu d'accès au local de stockage de l'école maternelle GOETHE - Demande d'autorisation d'urbanisme	330
VD2022-318	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0041AI - Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux - Lot n°3 - Modification des prestations mensuelles (A)	332
VD2022-320	Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public par l'EPIC du Domaine d'O à l'occasion de la manifestation "Cinéma sous les étoiles" le 9 août 2022	334
VD2022-321	Décision relative au marché n°V2B0042EM - Acquisition d'une plieuse d'imprimerie automatisée - Attribution	336
VD2022-323	Décision relative au marché V2D0024DC achat d'actions de communication dans le cadre de l'organisation de la Fête de la Musique	338
VD2022-324	Décision relative à la création d'une régie de recettes "Soutien à l'Ukraine"	340
VD2022-328	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V2B0029EM passé selon une procédure adaptée pour l'achat de papier pour l'imprimerie de la Ville de Montpellier - Attribution	343
VD2022-330	Décision relative à la convention d'occupation du domaine public par la société Electron Libre Productions du 27 juin au 9 juillet 2022 dans le cadre des Nuits du Peyrou	345



Direction Architecture et Immobilier
Service Moyens Généraux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à un avenant n°1 au marché
n°V0D0041AI "prestations de nettoyage et
d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites
dépendant de la mairie de Montpellier" - lot n°11:
parc zoologique de Lunaret - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 24 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- VU la décision n°VD2021-497 relatif à l'accord cadre n° V0D0041AI notifié à la société SAS HYGIE SPHERE – lot n°11 en date du 30/11/2021.

CONSIDÉRANT :

- Que la ville de Montpellier a confié des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier et notamment le lot n°11 pour les espaces du parc zoologique de Lunaret ;
- Qu'il y a lieu de passer un avenant n°1 au marché V0D0041AI pour le lot n°11 portant sur les modifications suivantes décrites ci-après :

- Que le lot n° 11 est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat pour toutes les prestations à l'exception du Nettoyement des WC secs qui commencera le 25 février 2023 (et Page 1 sur 3 Décision n° VD2022-137 non le 25 février 2022) : Poste suivant du BPU : ZOO DE LUNARET TOILETTES SECHES : PRIX PAR TOILETTE et Nettoyage cabine toilette sèche).
- Que sa durée est d'un an renouvelable 3 fois sauf pour le nettoyage des WC secs, sa durée est d'un an renouvelable 2 fois.
- Qu'en raison de la fermeture administrative de la Serre Amazonienne et de la réhabilitation de la Salle Jeanne Villepreux intervenues courant 2021, certaines prestations du prix BPU « ZOO DE LUNARET SECTEUR PUBLIC SERRE AMAZONIENNE » ainsi que leurs fréquences sont modifiées de la façon suivante :
 - Modification de prestation et de leur fréquence :
 - Nettoyage du hall d'entrée de la Serre Amazonienne : 1 fois par mois
 - Nettoyage de la Salle Pédagogique 1er étage : 1 fois par mois
 - Ajout d'une nouvelle prestation et de sa fréquence :
 - Nettoyage du sol de la Salle Jeanne Villepreux : 1 fois par semaine
 - Nettoyage des vitrages extérieurs seulement de la Salle Jeanne Villepreux : 1 fois par mois
- Que les autres prestations comprises dans le prix BPU « ZOO DE LUNARET SECTEUR PUBLIC SERRE AMAZONIENNE » restent inchangées.
- Que le présent avenant n°1 a une incidence financière ;
- Que le nouveau prix mensuel BPU du poste « ZOO DE LUNARET SECTEUR PUBLIC SERRE AMAZONIENNE » prenant en compte les modifications décrites au paragraphe 2 est de 1 611,32 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : De passer un avenant n°1 au lot n°11 de l'accord cadre n°V0D0041AI - prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la Mairie de Montpellier.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9/5/22
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : 31/05/2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

31/05/2022



Direction des Relations Internationales
Service Relations Internationales Ville

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à l'Association Française des Communes,
Départements et Régions pour la Paix (AFCDRP)
- Année 2022 - Autorisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clare HART en qualité de Conseillère municipale le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART dans le domaine des Relations Internationales ;

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier a adhéré, en 2006, à l'Association Française des Communes, Départements et Régions de France pour la Paix (AFCDRE) appelée également « Mayors for Peace » ;
- que ce réseau a été créé pour construire et renforcer la solidarité internationale en facilitant la coordination entre les villes qui ont exprimé formellement leur soutien au programme « Promouvoir la solidarité des villes pour l'abolition des armes nucléaires » proposé par le Maire d'Hiroshima, Takeshi ARAKI, lors de la 2ème séance spéciale des Nations Unies sur le désarmement, en 1982.
- que ce projet a permis aux villes membres de dépasser les frontières nationales et mettre en commun les réflexions et les solutions globales pour combattre l'utilisation des armes nucléaires ;
- que la Ville de Montpellier a renouvelé en 2021 son engagement auprès de cette association (DCM V2021-219) ;

- qu'elle souhaite renouveler, une nouvelle fois son engagement, pour l'année 2022, auprès de cette structure dont les villes membres s'engagent dans des missions de paix à travers le Monde en s'attachant à résoudre notamment les problèmes liés à la famine, à la pauvreté, au bien-être des réfugiés, aux droits des personnes maltraitées, à la protection de l'environnement, et aux problèmes liés à la coexistence pacifique ;
- que la cotisation d'adhésion s'élève à 5013 € par an (non soumise à la TVA).

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Française des Communes, Départements et Régions de France pour la Paix (AFCDRE) appelée également « Mayors for Peace », pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : D'accepter le versement de la cotisation 2022 à cette association, pour un montant annuel de 5 013 €.

ARTICLE 3 : De prélever le montant de cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 JUIN 2022
Madame la Conseillère municipale

Clare HART



Publiée le : 09 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations Internationales
Service Relations Internationales Ville

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à l'association Medcités - Année 2022 -
Autorisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clare HART en qualité de Conseillère municipale le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART dans le domaine des Relations Internationales ;

CONSIDERANT :

- que le Conseil municipal, lors de sa séance du 28 novembre 2018 (DCM V2018-450), a validé l'adhésion à l'association Medcités, association regroupant plus de 50 municipalités de 15 pays du bassin Méditerranéen, pour l'année 2019, et que cette adhésion a été renouvelée par décision pour les années 2020 et 2021 (VD 2021-274) ;
- que la Ville souhaite renouveler l'adhésion, pour l'année 2022, à cette association mettant à disposition des gouvernements locaux méditerranéens les moyens d'atteindre leurs priorités stratégiques, en estimant qu'ils jouent un rôle essentiel pour améliorer la vie des citoyens ; le réseau jouant un rôle d'interlocuteur méditerranéen pour les autorités locales et renforçant leur capacité à relever les défis de la gestion locale de manière durable ;
- que la cotisation d'adhésion s'élève à 1700 euros par an (non soumise à la TVA).

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Medcités, pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : D'accepter le versement de la cotisation 2022, à l'association Medcités, pour un montant annuel de 1 200 €.

ARTICLE 3 : De prélever le montant de cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 JUIN 2022
Madame la Conseillère municipale

Clare HART



Publiée le : 09 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations Internationales
Service Relations Internationales Ville

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une convention de mise à disposition, au sein de l'Espace Martin Luther king, 27 boulevard Louis Blanc et à titre gratuit, d'une boîte aux lettres au profit de l'association Montpellier SOS-Ukraine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clare HART en qualité de Conseillère municipale le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART dans le domaine des Relations Internationales ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier souhaite participer aux actions tendant à promouvoir et défendre la solidarité entre les peuples et la paix internationale. Depuis le début de l'invasion russe, la Ville de Montpellier affiche son soutien total à l'Ukraine ;
- Qu'engagée aux côtés des associations locales, la Ville de Montpellier soutient l'activité de l'association nouvellement créée, SOS Montpellier-Ukraine, en lui permettant de coordonner l'effort collectif d'accueil et de soutien aux populations ukrainiennes ;
- Que ladite association souhaite bénéficier d'une boîte aux lettres au sein des bâtiments gérés par le service des Relations Internationales ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De mettre à disposition de l'association SOS Montpellier Ukraine, une boîte aux lettres en partage avec la Ligue des Droits de l'Homme, situé à l'Espace Martin Luther King, 27 boulevard Louis Blanc 34000 Montpellier, par une convention de mise à disposition à titre gratuit.

ARTICLE 2 : Que cette convention de mise à disposition prendra effet dès sa signature.

ARTICLE 3 : Que ladite convention de mise à disposition sera annexée à la présente décision.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 JUIN 2022**
Madame la Conseillère municipale

Clare HART



Publiée le : 02 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

02 JUIN 2022



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant de transfert n° 1
pour les lots 3 et 5
Marché n°G0D0029RI Achat et maintenance
postes de travail, serveurs, composants
informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et
licences outils graphiques
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;
- VU la délibération n° V2020-091 en date du 30 juillet 2020 établissant la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- VU la décision n° VD2021-325 en date du 28 juillet 2021 attribuant le marché Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques à la société ORDISYS pour les lots 3 « Composants informatiques et aide au développement » et 5 « Vidéoprojecteurs Ville et CCAS.

Considérant :

- Qu'aux termes d'une décision en date du 26/01/2022, la société ORDISYS INFORMATIQUE, SARL au capital de 78 000 €, située ZAC Mas des Abeilles – 145, rue Michel Debré à 30900 NIMES, associée unique de la Société ORDISYS, a décidé la dissolution sans liquidation de la société ORDISYS à compter du 31 mars 2021 et la transmission de son patrimoine au profit de la société ORDISYS INFORMATIQUE.

- Que dans le cadre de l'opération de fusion de l'ensemble des sociétés sous l'entité EURL ORDISYS INFORMATIQUE (N° SIRET 432 123 826 00021) à compter du 1er avril 2022 ; il convient de transférer vers cette dernière dans le cadre du marché G0D0029RI les lots suivants :

- N° 3 - Composants informatiques et aide au développement
- N° 5 - Vidéoprojecteurs Ville et CCAS

- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché d'achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques pour les lots 3 et 5 avec la société ORDISYS INFORMATIQUE sise 145, rue Michel Debré – ZAC Mas des Abeilles – 30900 NIMES, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 03 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au
marché n°G0D0029RI pour le lot 2 - Achat et
maintenance postes de travail, serveurs,
composants informatiques et prestations,
vidéoprojecteurs et licences outils graphiques -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;
- VU la délibération n° V2020-091 en date du 30 juillet 2020 établissant la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- VU la décision n° VD2021-325 en date du 28 juillet 2021 attribuant le marché Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques à la société APX Intégration pour le lot 2 « Serveurs Ville ».

Considérant :

- Que suivant le procès-verbal en date du 1er avril 2022, la société APX Intégration sise 6-26 Boulevard National 92250 La Garenne-Colombes - N° RCS 399 140 193 RCS Nanterre, s'est engagée à faire apport

partiel d'actif de son activité « Axians Cloud Builder Aix / Axians Outsourcing Méditerranée » d'Intégration et fourniture, exploitation, maintenance et tous services liés, de toutes solutions d'hébergement et de traitement de données informatiques, d'infogérance, ingénierie et services d'expertise dans le domaine des réseaux IT et systèmes de communication exploitée à Sainte Victoire Bat.3 route de Valbrillant Europarc – 13590 Meyreuil, constituant une branche complète et autonome d'activité à la société SYSTELCOM SAS, sise 148 Traverse de la Martine 13011 Marseille N° RCS 334 365 053 RCS Marseille

Il convient de transférer vers cette dernière dans le cadre du marché G0D0029RI le lot n° 2 « Serveurs Ville ».

En conséquence, le présent avenant a pour objet de substituer :

Le titulaire du marché : APX INTEGRATION

Par le nouveau titulaire du marché : Axians Cloud Builder Aix – SYSTELCOMS

- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché d'Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques pour le lot 2 avec la société SYSTELCOM AXIANS sise Sainte Victoire Bâtiment 3 – route de Valbrillant – 13590 MEYREUIL, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/05/2022
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 31-05-2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n° 1 au marché
n°G1C0007CO - Impression et diffusion du
magazine de communication interne commun à
Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de
Montpellier et son CCAS - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique, notamment l'alinéa de l'article R2194 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2021-762 attribuant le marché n°G1C0007CO du marché Impression et diffusion du magazine de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS à l'entreprise CHIRRIPO, pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT et pour une durée de 1 an renouvelable tacitement trois fois.

Considérant :

- que dans un souci de tendre vers le zéro déchet et éliminer l'emballage plastique qui accompagnait l'envoi des magazines de communication interne aux agents, il a été acté de choisir une solution plus écologique.
- que l'article 2 du CCTP ROUTAGE est donc modifié de « mise sous film de la brochure et édition jet d'encre sur film polyéthylène double bandeau des adresses destinataires, expéditeur et des mentions postales obligatoires » en « mise sous pli papier thermo collé et édition jet d'encre sur film polyéthylène double bandeau des adresses destinataires, expéditeur et des mentions postales obligatoires »,
- qu'il convient donc d'ajouter 5 nouveaux prix au bordereau des prix unitaires.

DECIDE

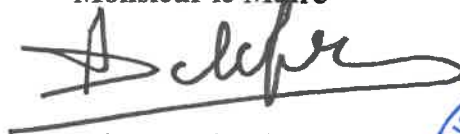
ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°G1C0007CO Impression et diffusion du magazine de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS avec l'entreprise CHIRRIPO, avenant ajoutant des prix au BPU, sans incidence financière sur le montant maximum annuel du marché fixé à 40 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIN 2022
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 02 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

02 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
de la ville de Montpellier à l'association
"Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée"
(TZCLD) - année 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion aux réseaux et associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Mustapha LAOUKIRI, délégué à l'« Emploi et création d'entreprise »
- VU la délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Mustapha LAOUKIRI en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU la délibération V2021-166 du 14 juin 2021, relative à la signature de l'Engagement de la Ville de Montpellier dans le projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée.

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier est « territoire émergent » et participe à l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue durée » ;
- que l'association Territoires Zéro Chômeur de Longue durée a pour objet l'animation et le développement du projet dans ses différentes étapes et à ce titre accompagne la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée pour l'exercice 2022 pour un montant de 500 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **20 JUIN 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Mustapha LAOUKIRI

Publiée le : **22 JUIN 2022**

Notifiée le :

22 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la réfection complète des
sanitaires de l'école élémentaire Louisville -
Demande de subvention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention –alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1ère Adjointe au Maire, dans les domaines de la Ville éducative, de la Réussite scolaire et de l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de procéder à la réfection complète des sanitaires de l'école élémentaire Louisville en raison de leur vétusté afin de les rendre propres et fonctionnels et de créer des conditions favorables au bien-être des élèves ;
- Que les travaux dont le coût est estimé à 75 000€ HT seront réalisés durant l'été 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la Ville.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **01 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 01 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

01 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement d'adhésion à
l'association Centre-Ville en mouvement 2022 -
Cotisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'accord de subvention lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER dans les domaines des Commerces de proximité, de l'Artisanat et du Tourisme ;

CONSIDERANT :

- Que le Conseil Municipal, lors de sa séance du 19 septembre 2016, a validé l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre-Ville en Mouvement ;
- Que la Ville souhaite renouveler son adhésion en 2022 pour lui permettre de faire partie d'un réseau de collectivités et de bénéficier de ses ressources, rencontrer les acteurs de l'innovation et des spécialistes du centre-ville, de partager les meilleures expériences et les bonnes pratiques grâce à un forum sur une plateforme d'échanges, de participer à des visites de terrain en France et à l'Etranger, et enfin de valoriser ses actions auprès d'autres collectivités ;
- Que la cotisation d'adhésion pour l'exercice 2022 est de 2 000 € (non soumise à TVA) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation - Association Centre-Ville en Mouvement pour l'exercice 2022.

ARTICLE 2 : D'accepter le versement à l'association de la cotisation, pour un montant de 2 000 € HT.

ARTICLE 3 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 MAI 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 31 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la modification de la régie
d'avances du service Courrier
Pôle Relations Usagers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- VU la décision n° 000286 du 2 février 1990 relative à l'institution d'une régie d'avance auprès du service courrier ;
- VU la décision n° 03021 du 9 mai 2002 relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- VU la décision n° 00417 du 15 mai 2002 relative à l'augmentation du montant de l'avance ;
- VU la décision n° 2014/0015 du 3 février 2014 relative à la diminution du montant de l'avance ;
- VU l'avis conforme de Monsieur le Responsable du SGC Métropole en date du 2 mai 2022,

Considérant :

- Que pour une meilleure gestion de la régie, il convient d'ouvrir un compte de dépôt de fonds auprès du Trésor Public, d'augmenter le montant de l'avance et d'ajouter un nouveau mode de règlement.

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est maintenu une régie d'avance auprès du Pôle Juridique Achats et Assemblées au service courrier.

ARTICLE 2 : la régie est située 1, place Georges Frèche, 34627 Montpellier cedex 2.

ARTICLE 3 : Les dépenses autorisées de la régie sont les suivantes :

- Envois spéciaux par Chronopost
- Colis taxés
- Lettres taxées

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées avec les modes de règlements suivants :

- Numéraire
- Carte bancaire

ARTICLE 5 : Le montant de l'avance à consentir au régisseur est de 300 euros.

ARTICLE 6 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues par l'article 3.

ARTICLE 7 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois, et lors de sa sortie fonction.

ARTICLE 8 : Le régisseur n'est pas assujetti au cautionnement.

ARTICLE 9 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le régisseur et le mandataire doit prendre connaissance de son arrêté de nomination.

ARTICLE 10 : le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le responsable du SGC Métropole, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente



Montpellier, le 22 JUIN 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 23 JUIN 2022

Notifiée le :

23 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord cadre n°V2C0006EM
- Achat de fournitures scolaires, de matériel
pédagogique et didactique - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique conformément au besoin exprimé par les Services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée ouverte (n°V2C0006EM) a été lancée en date du 25 mars 2022, conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, sous forme d'un accord-cadre avec un montant maximum de 200 000 € HT, pour une période d'exécution de 3 mois à partir de la notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique pour 40% et le prix des prestations au regard du montant du DQE pour 60% ;

- qu'après analyse, la SARL LACOSTE Dactyl Bureau et Ecole, 15 allée de la Sarriette, ZA Saint Louis, 84250 LE THOR, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat de fournitures scolaires, de matériel pédagogique et didactique » n°V2C0006EM à la SARL LACOSTE Dactyl Bureau et Ecole pour un montant maximum de 200 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

ARTICLE 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **24 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

24 MAI 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1D0043EM - Achat de manuels scolaires - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il a lieu de procéder à l'achat de manuels scolaires conformément au besoin exprimé par les Services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert (n°V1D0043EM) a été lancée en date du 09 février 2022 conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, sous forme d'un accord-cadre avec un montant maximum de 1 200 000 € HT. Cet accord cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 60% et le prix des prestations au regard du rabais consenti par le candidat dans l'acte d'engagement pour 40 % ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 mai 2022 a classé et choisi, l'entreprise PICHON, ZAC l'Orme les Sources, 750 rue du Colonel Louis Lemaire, CS9702, 42340 VEAUCHE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°VID0043EM « Achat de manuels scolaires » à la société PICHON, pour un montant maximum de commandes de 1 200 000 € HT. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

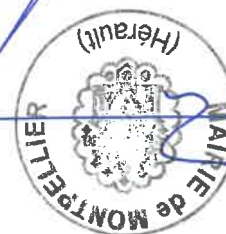
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **24 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

24 MAI 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention cadre de
Partenariat "Musique et petite enfance"
2022-2024**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à madame Tasnime AKBARALY Adjointe au Maire déléguée à la Petite enfance et à l'enfant dans la Ville ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville a souhaité initier un projet autour de la musique, d'une rencontre avec des œuvres classiques ou contemporaines qui participe à la dynamique du protocole d'accord interministériel « pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants » de 2017, invitant les gestionnaires d'établissement d'accueil du jeune enfant, à s'engager ensemble dans un parcours de généralisation de l'éducation artistique et culturelle. Ce projet s'appuie également sur le rapport de S. Marinopoulos « Une stratégie nationale pour la santé culturelle » (2019) et sur le rapport des 1000 premiers jours (2020) qui définit l'éveil culturel comme essentiel au développement de l'enfant ;
- que la Ville a souhaité inscrire cette action dans le cadre d'un partenariat avec l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie conformément aux dispositions l'article 30 1 3° 1 8° du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention cadre de partenariat avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie qui prévoit la réalisation d'ateliers musicaux, de deux journées de sensibilisation à destination des personnels et de plateaux partagés avec les enfants, les parents et les personnels des établissements d'accueil des jeunes enfants de la Ville de Montpellier et qui prendra effet à la date de la signature par les parties, pour une durée d'un an.

Elle sera renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an, dans la limite de trois ans. De prévoir que la dépense relative à cette action s'élève à 500 € TTC par an et par établissement pour un maximum prévu de 10 établissements dont le montant total s'élève à 5 000 € et sera imputé sur le budget de la Ville.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire



Tasnime AKBARALY



Publiée le : 14 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201869-3
et n°2201950-3 - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2201869-3 déposée le 12 avril 2022 par Madame Isabelle JEU MOULY, agent contractuel de la Ville de Montpellier contre la décision du 14 février 2022 de demande de remboursement de son traitement pour la période du 4 au 17 septembre 2021 ;
- la requête n°2201950-3 déposée le 17 avril 2022 par Madame Isabelle JEU MOULY, agent contractuel de la ville de Montpellier contre l'avis des sommes à payer en date du 17 février 2022 correspondant au remboursement de son traitement pour la période du 4 au 17 septembre 2021 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2201869-3 et n°2201950-3 par Madame Isabelle JEU MOULY.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MAI 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **20 MAI 2022**

Notifiée le :

20 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux travaux - Opération de
sécurisation de l'espace public - Demande
d'autorisations d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Sébastien COTE en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire délégué « à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de sécurisation de l'espace public aux abords du marché aux puces de l'Espace Mosson s'avèrent nécessaires afin de délimiter les usages sur l'espace public communal ;
- que ces travaux doivent remédier à lutter contre des pratiques de ventes illégales sur le domaine public et concourir à mieux sécuriser les usages sur les espaces publics situés aux abords du marché aux puces municipal ;
- que ces espaces clôturés et fermés permettront de sécuriser les flux piétons et mieux contrôler les spectateurs et supporteurs aux abords des équipements municipaux sportifs et commerciaux.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 MAI 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Sébastien COTE



Publiée le : **19 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

19 MAI 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"TUTTI" pour les 14 février, 14 mars, 21 mars et
28 mars 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la « Culture » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « TUTTI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 14 février, 14 mars, 21 mars et 28 mars 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60,80 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 20 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 21 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre n°V2B0022EM
Achat et livraison de granulés bois - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat et livraison de granulés bois conformément au besoin exprimé par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0022EM) a été lancée en date du 1er avril 2022, sous forme d'un Accord Cadre, avec un montant maximum de **75 000 € HT**, pour une période d'exécution de 3 ans à partir de la notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique de l'offre pour **30%** et le prix des prestations pour **70%** ;
- Qu'après analyse, la société **SAS POLOP, 16 avenue de la Grave, 30120 LE VIGAN**, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

Article 1 - D'attribuer le marché « Achat et livraison de granulés bois » n°V2B0022EM à la société SAS POLOP avec un montant maximum de 75 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 3 ans à partir de sa notification ;

Article 2 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

Article 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 01 JUIN 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 01 JUIN 2022

Notifiée le :

01 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "requête n°2202448-8 - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2202448-8 déposée par Madame Outhaï LENETTE près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 mai 2022 sollicitant une expertise médicale consécutivement à la fixation des taux d'invalidité à 5 % et à 5 % pour deux accidents du travail subis et ce, afin de demander réparation des préjudices extra-patrimoniaux ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202448-8 par Madame Outhai LENETTE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 20 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

20 MAI 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2202444-8
TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2202444-8 déposée par Monsieur Didier GUZMAN près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 mai 2022 sollicitant une expertise médicale tendant à faire reconnaître l'imputabilité au service d'une maladie professionnelle hors tableau ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202444-8 par Monsieur Didier GUZMAN

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MAI 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **20 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

20 MAI 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
école de musique des Beaux-Arts ' pour le 21 mai
2022.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Ecole de musique des Beaux-Arts » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 21 mai 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;


DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **23 MAI 2022**
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : **24 MAI 2022**

Notifiée le :

24 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la réalisation de travaux -
Copropriété 1 boulevard Victor Hugo - Protocole
Transactionnel entre la Ville de Montpellier et le
syndic Foncia LMG - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal et notamment celle de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT dans les domaines du « Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier est propriétaire d'un bien sis 1 boulevard Victor Hugo à Montpellier, occupé par une association de club d'échec ;
- que ces locaux, situé au 1^{er} étage de l'immeuble, ont subi diverses infiltrations provenant de la terrasse du 2^{ème} étage, entraînant des désordres impactant également la copropriété voisine sise au 3 boulevard Victor Hugo ;
- que plusieurs acteurs tels que la Ville de Montpellier, le syndic Foncia LMG représentant du syndicat des copropriétaires du 3 boulevard Victor Hugo, la société Iveco et la SCI St Marcouf copropriétaires, sont concernés dans cette affaire, du fait, d'une part de l'appartenance du bien, et d'autre part, de la jouissance de cette terrasse objet des désordres ;
- qu'afin de clarifier les causes et origines des désordres et connaître l'imputabilité proportionnelle des travaux à réaliser, à chaque partie, la Ville a décidé de saisir le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Montpellier ;

- que, par ordonnance du 23 novembre 2017, le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, a désigné M. Rémi TEMPLE-BOYER en qualité d'expert judiciaire aux fins de constater les désordres affectant la structure en question et de prescrire les mesures à prendre, mais également se prononcer sur la responsabilité des parties concernées ;
- qu'après investigation, l'expert a énoncé dans son rapport du 25 novembre 2020 que les désordres proviennent de la vétusté du revêtement et de l'étanchéité de la terrasse et que des travaux de réfection doivent être réalisés ;
- que ces travaux doivent être exécutés par les propriétaires de la terrasse à savoir, la Commune de Montpellier pour 46 m² et la société Yveco pour 28 m², par le syndic de copropriété de l'immeuble du 3 boulevard Victor Hugo Foncia LMG ainsi que par le copropriétaire la SCI St Marcouf ;
- que la société Yveco ayant fait l'objet d'une liquidation judiciaire, seuls la commune de Montpellier, Foncia LMG et la SCI St Marcouf procèderont au financement de l'opération de travaux ;
- que l'expert judiciaire a estimé le coût global de l'opération à 106 993,89 € TTC ;
- que la Ville de Montpellier et le syndic Foncia LMG ont décidé, aux termes d'engagements mutuels et concessions réciproques de formaliser la réalisation des travaux préconisés par l'expert judiciaire, dans le cadre d'une transaction au sens de l'article 2044 et suivants du Code Civil et notamment l'article 2052 du même code ;
- que dans cet objectif, un protocole transactionnel est établi entre la Commune de Montpellier et le syndic Foncia LMG portant sur la réalisation de travaux sur la partie des enduits de façade, à prendre en charge par la copropriété du 3 boulevard Victor pour un montant de 4 730 € TTC ;
- qu'en contrepartie, la Ville s'engage à avancer les frais pour la réalisation de l'ensemble des réparations nécessaires afin de faciliter les interactions entre les différentes entreprises intervenantes.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les termes du protocole transactionnel entre la Ville de Montpellier et Foncia LMG.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire

03 JUIN 2022

Agnès SAURAT



Publiée le : 03 JUIN 2022

Notifiée le :

03 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "la requête n° 2202025-1 TA - Maha BENHMAD-SMAHI"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- la requête n° 2202025-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Maha BENHMAD-SMAHI contre l'arrêté de permis de construire modificatif n° DP 3417221M1502 en date du 22 décembre 2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par l'ASL Le Parc des Mélias pour la construction d'un mur et modification du local « Poubelles » ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202025-1 par Madame Maha BENHMAD-SMAHI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/05/2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 23 MAI 2022

Notifiée le :

23 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2D0019RI -
Acquisition d'un portail Intranet et de prestations
informatiques - Recours à l'Union des
Groupements d'Achats Publics (UGAP) -
Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine Saint-Martin, Adjointe au Maire, dans le domaine du Renouveau démocratique et de l'innovation sociale ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a lancé un projet de refonte du portail Intranet ; ce nouveau portail sera accessible à l'ensemble des agents et sur des terminaux mobiles et donnera accès à l'ensemble des procédures dématérialisées ;
- Que, pour assurer la capacité du pôle numérique et donnée à faire face aux nombreux projets en cours et à venir, il est nécessaire de renforcer les équipes par de la prestation de service ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour :

- l'acquisition et la mise en œuvre d'un portail Intranet pour un montant maximum de 110 000 € HT,
- une prestation de chefferie de projet pour un montant maximum de 350 000 € HT,
- sur une période débutant à la date d'effet de cette décision et d'une durée de deux ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 20 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un échange de concession au cimetière Saint-Etienne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

Considérant :

- La demande formulée par Monsieur Robert TESTUT, domiciliée 11, rue des Manguiers, 34070 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession référencée Acte 47216, située au cimetière Saint Etienne à la section C, au numéro 23 du 3^{ème} rang, acquise le 15 septembre 2020, d'une durée de 30 ans, au prix de 2 988,40 €, laquelle concession est demeurée inutilisée, tendant à obtenir de la Ville l'échange de ladite concession ;
- Que cet emplacement ne lui convenait pas et qu'il souhaitait donc l'échanger contre une autre concession dans ce même cimetière ;
- Qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession lors de la signature de l'acte d'échange de concession ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête

DECIDE

ARTICLE 1 : Que la Ville reprendra cette concession trentenaire en échange d'une autre concession de même classe située au cimetière Saint Etienne section G au numéro 12 du 7^{ème} rang.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/05/2022
Madame l'Adjointe au Maire


Radia TIKOUK



Publiée le : 23 MAI 2022

Notifiée le : 23 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une rétrocession d'une
concession perpétuelle - Acte 29704 - Annexe du
Cimetière Saint-Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK, adjointe déléguée à la relation aux usagers ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, et notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

CONSIDÉRANT :

- la demande formulée par Madame Anne-Marie POIRIER née GRANDSARD domiciliée 11 rue du Peu Morier à VOUVRAY 37210), concessionnaire de la concession perpétuelle référencée Acte 29704, située à l'Annexe du cimetière Saint Lazare à la section P, 11^{ème} Division, au numéro 15 du 2^{ème} rang, acquise le 18 mars 1975, au prix de 1584 Francs (soit 241 €), tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- qu'elle ne réside plus sur le territoire de la commune et qu'elle n'envisage pas d'utiliser cet emplacement ;
- que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

DECIDE

ARTICLE 1 : Que la Ville de Montpellier reprend cette concession au montant de 241 € et qu'elle sera attribuée à un nouveau concessionnaire pour une durée de 50 ans.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Radia TIKOUK



Publiée le : 02 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V2B0038ST -
Identification, stérilisation, surveillance sanitaire
et soins de la population animale - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de confier un accord cadre multi-attributaire portant sur les prestations d'identification, de stérilisation, de surveillance sanitaire et de soins de la population animale ;
- qu'une procédure adaptée restreinte a été lancée en date du 21 avril 2022 conformément aux dispositions des articles R 2123-1 et R.2123-3 3° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord -cadre à bons de commande en application des articles L.2125-1 1° et R2162-1 à R2162-6 ainsi que des articles R2162-13 et R2162-14;
- Que cet accord –cadre étant conclu à prix unitaires, les prestations feront l'objet de bons de commande, sans minimum, avec un seuil maximum de 50 000 euros HT sur la durée totale du marché. Le montant maximum des prestations pour la période initiale est de 25 000 euros HT. Le montant maximum des prestations pour la période de reconduction est également de 25 000 euros HT.

- Que le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché, renouvelable une fois tacitement jusqu'au 13 mars 2024 ;

- Qu'après analyse, les cabinets vétérinaire CLINIQUE VETERINAIRE LES PATOUNES - 34170 Castelnau-le-Lez, SCP ROSA CABEZUELO - 34000 Montpellier, CLINIQUE VETERINAIRE LES TONNELLES - 34080 Montpellier, VETOCIA MONTPELLIER - 34080 Montpellier, SCP VET AIGUELONGUE - 34000 Montpellier présentent les offres économiquement les plus avantageuses selon les critères de jugement des offres suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 45%
- Montant des prestations : 55%

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre multi-attributaire relatif aux prestations d'identification, de stérilisation, de surveillance sanitaire et de soins de la population animale, selon le classement suivant :

- 1- CLINIQUE VETERINAIRE LES PATOUNES - 34170 Castelnau-le-Lez ;
- 2- SCP ROSA CABEZUELO - 34000 Montpellier ;
- 3- CLINIQUE VETERINAIRE LES TONNELLES - 34080 Montpellier ;
- 4- VETOCIA MONTPELLIER - 34080 Montpellier ;
- 5- SCP VET AIGUELONGUE - 34000 Montpellier.

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, avec reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant maximum de 50 000 € HT. Le montant maximum des prestations pour la période initiale est de 25 000 euros HT ; il est identique pour la période de reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10/06/2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 10/06/2022

Notifiée le :

10/06/2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V8B0068JM -
Souscription des contrats d'assurance - Lot n°1 :
Tous risques expositions et objets d'art - Avenant
n°1 de modification de désignation sociale du
titulaire - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine de « l'Administration Générale et notamment les assurances » ;
- VU la décision n°VD2018-526 attribuant le lot n°1 « Assurance tous risques expositions et Objets d'art » du marché n°V8B0068JM de souscription des contrats d'assurances au groupement GRAS SAVOYE et AXA ART, pour un montant de 5 875 €TTC et pour une durée de 5 ans (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

CONSIDÉRANT :

- que le cabinet Gras Savoye, titulaire du lot, a informé la collectivité de la modification de sa dénomination sociale en WILLIS TOWERS WATSON France ;
- que cette modification n'affecte pas la forme juridique de l'entreprise, les SIREN, numéros ORIAS, mandataires sociaux ou les titulaires de délégation restent inchangés donc ne représente pas une modification substantielle en vertu de l'article L2194-1 5° du Code de la commande publique.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant 1 du lot 1 au marché n°V8B0068JM de souscription de contrat d'assurance avec le cabinet GRAS SAVOYE, n'ayant pas d'incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **28 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Fanny Dombre-Coste", written over a horizontal line.

Publiée le : **28 JUIN 2022**

Notifiée le :

28 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "requête n°2202535-3
et n°2202536-3 TA - Ressources Humaines**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête en référé n°2202535-3 déposée par Madame Outhai LENETTE tendant à la suspension de la décision du 31 mars 2022 portant suspension de Mme LENETTE pour une durée de 6 mois à compter du 31 mars 2022 ;
- la requête n°2202536-3 déposée par Madame Outhai LENETTE tendant à l'annulation de la décision du 31 mars 2022 portant suspension de Mme LENETTE pour une durée de 6 mois à compter du 31 mars 2022 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2202535-3 et n°2202536-3 par Madame Outhaï LENETTE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/05/2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 23 MAI 2022

Notifiée le :

23 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice - Requête en référé
suspension n°2202559-1 TA - Maha BENHMAD-
SMAHI

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- la requête n°2202559-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Maha BENHMAD-SMAHI tendant à la suspension de l'arrêté de permis de construire modificatif n° DP 3417221M1502 en date du 22 décembre 2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par l'ASL Le Parc des Mélias pour la construction d'un mur et modification du local « Poubelles » ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé n°2202559-1 par Madame Maha BENHMAD-SMAHI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/05/2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

23 MAI 2022

Notifiée le :

23 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture:

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requête n°2202473-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2202473-3 déposée par un agent de la Ville de Montpellier, contre l'arrêté en date du 19 novembre 2021 prononçant sa révocation ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202473-3 par un agent de la Ville.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

07 JUIN 2022

Notifiée le :

07 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un contrat de bail commercial
MACCAGNAN - Ville de Montpellier - Local
situé 3 place Renaudel - Avenant n°1
Autorisation de signer l'avenant

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- VU la décision n°VD2022-153 du 18 mars 2022 autorisant la signature du contrat de bail commercial conclu entre Madame MACCAGNAN et la Ville de Montpellier pour la mise à disposition de locaux situés 3 place Renaudel ;
- VU le projet d'avenant n°1 relatif à ce contrat de bail commercial portant sur la possibilité pour Madame MACCAGNAN de préciser le nom de son mandataire qui se substituera à elle pour toutes les opérations comptables liées à ce contrat ;

CONSIDERANT

- Que, par décision n°2022/0153 du 18 mars 2022, la Ville de Montpellier a conclu un contrat de bail commercial avec Madame Marie-France MACCAGNAN pour la mise à disposition d'un local situé 3 place Renaudel à Montpellier ;
- Qu'un avenant est nécessaire à ce contrat afin de préciser l'identité du mandataire de Madame MACCAGNAN pour la gestion comptable de ce contrat.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de bail commercial avec Madame Marie-France MACCAGNAN ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 28 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 28 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

28 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'estimer en justice "Requêtes n°2202537-3
et n°2202538-3 TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête en référé provision n°2202537-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Zelnab KLEIT tendant à obtenir réparation des préjudices extra-patrimoniaux suite à un accident de travail subi le 25 janvier 2017.
- la requête n°2202538-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Zelnab KLEIT tendant à obtenir réparation des préjudices extra-patrimoniaux suite à un accident de travail subi le 25 janvier 2017 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2202537-3 et n°2202538-3 par Madame Zelnab KLEIT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

07 JUIN 2022

Notifiée le :

07 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2202394-1
TA - Syndicat des copropriétaires de la résidence
Villa Circe "

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- la requête n°2202394-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par le syndic des copropriétaires de la résidence de la Villa Circe contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34 172 21 M 0114 en date du 28 septembre 2021 délivré à la SARL « ME Promotion » et contre L'arrêté de transfert de permis de construire n° PC 34 172 21 M 0114 T01 en date du 18 novembre 2021 délivré à la SARL « ME Construction » pour la construction de trois logements au 190 Chemin de Moulares ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202394-1 par le Syndicat des copropriétaires de la résidence Villa Circe.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **07 JUIN 2022**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 JUIN 2022



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la rénovation de la chaufferie
au centre technique municipal Garosud avec la
réalisation d'une chaufferie bois-énergie -
Demande d'autorisation d'urbanisme - Demandes
de subventions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relative à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux – alinéa 26 – ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention – alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique et afin d'améliorer le confort thermique dans les bâtiments communaux, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'une chaufferie bois-énergie au centre municipal technique Garosud ;
- que ce projet dont le coût est estimé à 500 000 € HT nécessite le dépôt d'une Déclaration Préalable (DP) auprès des services compétents ;
- que le plan de financement estimé pour ces travaux est le suivant :

Cofinanceurs	Montant estimatif subventionnable HT du projet	Taux subvention souhaité	Montant estimatif subvention demandée
Etat : DSIL	500 000 €	10 %	50 000 €
ADEME	500 000 €	30 %	150 000 €
Conseil Régional	500 000 €	30 %	150 000 €
Total des aides publiques		70%	350 000 €

Montant estimé restant à la charge de la collectivité : 150 000 € HT - Taux : 30 %.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possible.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense estimée est inscrite au budget primitif de la ville 2022, section investissement, tous chapitres.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 20 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 20 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2202303-5
TA - SELARL PHARMA MC"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- la requête n°2202303-5 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SELARL PHARMA MC contre l'avis des sommes à payer en date du 8 mars 2022 n°00300 2022 158 891 portant sur la taxe locale de publicité extérieure ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202303-5 par la SELARL PHARMA MC.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **07 JUIN 2022**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

07 JUIN 2022



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux travaux de rénovation dans
les établissements d'accueil du jeune enfant en
2022 - Demande de subventions - Demande
d'autorisations d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention –alinéa 25, ainsi que celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, déléguée à la petite enfance et à l'enfant dans la ville ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa politique de la Petite Enfance, la ville de Montpellier a prévu d'effectuer, au cours de l'été 2022, des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes garderies pour un montant de 776 083,33€ HT.
- Que le programme des principaux travaux prévus en 2022 est constitué des opérations suivantes :

Etablissements	Libellés des travaux	Montant HT en €
Crèche La Galineta	Réfection de la toiture. Mise aux normes de la réserve de l'office. Réfection sol du couloir. Création d'un jardin pédagogique.	73 750,00
Crèche Françoise Dolto	Rénovation de la section "Boréale". Réfection des menuiseries.	109 583,33

Crèche Les Sept Nains	Rénovation section des bébés.	42 833,33
Crèche Cleonice Pouzin	Rénovation sanitaire des bébés.	40 000,00
Crèche Antigone	Réfection office. Réfection dortoirs des moyens. Travaux de menuiseries. Réfection sol souple de l'Atrium.	27 500,00
Crèche Thérèse Sentis	Réfection office sol et murs. Réfection complète de la cour.	153 333,33
Crèche Agropolis	Création d'un abri jouets section des bébés.	7 916,67
Crèche La Petite Sirène	Cour création d'un espace gazon synthétique. Revêtement sol souple dortoirs bébés et protection des radiateurs.	6 916,67
Crèche Louise Guiraud	Restructuration de la salle de motricité grands bébés et réaménagement du bureau de direction.	26 250,00
Crèche Blanche Neige	Réfection de la toiture terrasse. Création d'un abri jouets.	144 166,67
Crèche Edelweiss	Remplacement menuiseries dans le cadre de la rénovation thermique.	47 500,00
Halte-garderie les Chats Bottés	Réfection section des bébés et des grands/moyens.	13 333,33
Halte-garderie la Maison des enfants	Réfection salle de motricité et du hall.	13 833,33
Halte-Garderie la Coupole	Création cloison office. Aménagement du bureau de direction.	5 833,33
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Restructuration buanderie.	6 666,67
Halte-garderie Pitchot Nanet	Réfection des sanitaire section des grands/moyens.	41 666,67

Halte-garderie Les copains d'abord	Réfection salle de jeu d'eau.	6 666,67
Crèches : Cléonice Pouzin, La Galineta, Edelweiss, Agropolis, Blanche Neige, Le Petit Prince de Boutonnet. HG : Les Copains d'abord, l'Oustal Dou Caganis, Pitchot Nanet.	Création d'évacuation pour les climatiseurs mobiles.	8 333,33

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver ce programme de travaux.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 3 : D'autoriser le dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme auprès des services compétents.

ARTICLE 4 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.



Montpellier, le 16 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Tasnime AKBARALY

Publiée le : 16 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement d'adhésion à
l'association des Elus Locaux Contre le Sida
(ELCS) pour l'année 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Charles SULTAN en qualité de 14ème Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire délégué à la « Santé » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier, notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

CONSIDERANT :

- que la ville adhère à cette association depuis 2013 ;
- Pour l'année 2022, il est proposé de reconduire l'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2022 à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS), pour un montant de cotisation annuelle de 1 000 € TTC.

ARTICLE 2 : D'inscrire cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville au chapitre 934.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **22 JUIN 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Charles SULTAN

Publiée le : 22 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

22 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la réfection de la toiture du
bâtiment central de l'école maternelle Luis de
Camoens et de ses annexes - Demande
d'autorisation d'urbanisme

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 - ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention –alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique, afin de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine, la ville de Montpellier a décidé de rénover la toiture de l'école Luis de Camoens, sise 2, rue des Tourterelles à Montpellier quartier Hôpitaux-Facultés.

Les travaux consistent en :

- la dépose de l'ancienne couverture en tuiles plates dite de Marseille ;
 - le traitement des bois de charpente et remplacement des bois défectueux ;
 - la réalisation d'une couverture neuve en tuiles plates dite de Marseille avec écran souple de sous toiture ;
 - la réalisation des raccords périphériques ;
 - la réfection de l'ensemble des zingueries, gouttières, entablements, souches de cheminée ;
 - l'installation de lignes de vie et barres accroche échelle et/ou lucarne d'accès ;
- que ces travaux, dont le montant est estimé à 250 000 € HT, seront réalisés durant l'été 2022 ;
 - que ce projet nécessite le dépôt d'une autorisation d'urbanisme auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **22 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **22 JUIN 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

22 JUIN 2022



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord-Cadre
n°G2D00004PB - Fournitures de paillages
organiques et minéraux - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville a besoin de se fournir en paillages organiques et minéraux ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique 60%
 - prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 mai 2022 après analyse a choisi l'entreprise SARIVIERE, sise avenue Paysagère Maurin 34970 Lattes présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G2D0004PB « fournitures de paillages organiques et minéraux » à l'entreprise SARIVIERE, pour un montant maximum annuel de 400 000 € HT, sous forme d'un groupement de commande avec Montpellier Méditerranée Métropole conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commande.

Le marché prend effet à compter de la date de notification du contrat. Sa durée est d'un an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier, chapitre 935.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14.06.2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT

Publiée le :
Notifiée le : 14 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°2202586-1 -
Association ARFA Parc Montcalm"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

La requête n°2202586-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 mai 2022 par l'Association ARFA PARC MONTCALM contre la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 mars 2022 portant modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier ; qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202586-1 par l'Association ARFA PARC MONTCALM.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

07 JUIN 2022

Notifiée le :

07 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'TUTTI' pour les 9-14-16 et 30 mai 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « TUTTI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 9-14-16 et 30 mai 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 76,10€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 14 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V2C0004EN -
Travaux de génie climatique dans les bâtiments
existants - Rénovation des chaufferies - Lots 1 à 5
- Attributions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il a lieu de procéder aux travaux de génie climatique dans les bâtiments existants - rénovation de chaufferie ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123.1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire alloté en 5 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Gymnase B Jouanique : rénovation de la chaufferie et des réseaux de chauffage
02	Maison Pour Tous M Colucci : rénovation de la chaufferie

03	Gymnase B Jouanique : rénovation de l'armoire de commande et de régulation
04	Maison Pour Tous M Colucci : rénovation de l'armoire de commande et de régulation
05	Pavillon Populaire : rénovation de l'armoire de commande et de régulation

L'exécution du marché débute à compter de :

- lots 1 et 2 : De la date de notification au 26 août 2022,
- lots 3 et 4 : De la date de notification au 23 septembre 2022
- lot 5 : la date de notification au 10 octobre 2022 ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique ;

- qu'au regard du rapport d'analyse, il est proposé d'adopter le classement et de choisir l'offre ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour :

- Lot 1 : rénovation de la chaufferie du Gymnase B Jouanique : IDEX ENERGIES domiciliée ZAC Pôle Actif – 14 allée du Piot – 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX ;
- Lot 2 : rénovation de la chaufferie de la MPT M Colucci : BOUYGUES ENERGIES & SERVICES FM France, Parc Club du Millénaire Bâtiment 5, 1025 Rue Henri Becquerel – 34935 MONTPELLIER ;
- Lot 3 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation du Gymnase B Jouanique : PYRETEC domiciliée ZAE Naturopôle II, 3 Rue Gustave Eiffel – 66350 TOULOUGES ;
- Lot 4 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation la MPT M Colucci : THERMI REGULATION, ZI Sud, 10 Rue de la Prade – 34480 LAVERUNE ;
- Lot 5 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation du Pavillon Populaire : THERMI REGULATION, ZI Sud, 10 Rue de la Prade – 34480 LAVERUNE.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V2C0004EN de travaux de génie climatique dans les bâtiments existants – rénovation de chaufferies pour :

- Lot 1 : Gymnase B Jouanique : rénovation de la chaufferie et des réseaux de chauffage : IDEX ENERGIES pour un montant global et forfaitaire de 87 432,92 € HT ;
- Lot 2 : Maison Pour Tous M Colucci : rénovation de la chaufferie: BOUYGUES ENERGIES & SERVICES FM France pour un montant global et forfaitaire de 24 998,67 € HT ;
- Lot 3 : Gymnase B Jouanique : rénovation de l'armoire de commande et de régulation: PYRETEC pour un montant global et forfaitaire de 13 393 € HT ;
- Lot 4 : Maison Pour Tous M Colucci : rénovation de l'armoire de commande et de régulation: THERMI REGULATION pour un montant global et forfaitaire de 8 890 € HT ;
- Lot 5 : Pavillon Populaire : rénovation de l'armoire de commande et de régulation: THERMI REGULATION pour un montant global et forfaitaire de 14 490 € HT.

Le marché prend effet à compter de :

- de la date de notification au 26 août 2022 pour les lots 1 et 2,
- de la date de notification au 23 septembre 2022 pour les lots 3 et 4,
- de la date de notification au 10 octobre 2022 pour le lot 5.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT



Publiée le : 20 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention de mise à
disposition de la Maison des Chœurs au profit de
l'association ' OSUM' pour les 2-13-23-24 et 25
juin 2022 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « OSUM » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 2-13-23-24 et 25 juin 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 274,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 09 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention de mise à
disposition de la Maison des Chœurs au profit de
l'association ' LES VOIX BUISSONNIÈRES '**
pour le 10 juin 2022 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « LES VOIX BUISSONNIÈRES » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 10 juin 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 09 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention de mise à
disposition de la Maison des Chœurs au profit de
l'association ' LES VENTS DE MERIC ' pour les
9 avril et 1er octobre 2022 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « LES VENTS DE MERIC » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 9 avril et 1^{er} octobre 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 09 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété NGHIEM -
cadastre IZ 254 - 18 rue de Metz**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- VU la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013,
- VU le constat dressé le 10 mai 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- VU l'estimation des services fiscaux du 19 mai 2022.

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 02 mars 2022, Maître BERTRAND notaire à Montpellier, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner reçue le 08 mars 2022 concernant la vente par Monsieur Toan NGHIEM d'un immeuble de rapport en partie loué composé de 6 appartements et de 3 garages, situé 18 rue de Metz et cadastré section IZ 254 au prix de 350.000 € ;
- que la propriété de Monsieur NGHIEM est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier, vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur". Les objectifs du volet habitat de l'opération visent à réactiver et diversifier le marché du logement, d'une part par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé et d'autre part par la réhabilitation du parc de logements inconfortables et obsolètes ;
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020" ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que cet immeuble en monopropriété, élevé de 2 étages sur rez-de-chaussée, composé de 6 appartements de 3 garages et d'1 cour intérieure pour une surface habitable de 206 m² (2 studios, 1 T1, 2 T2 et 1 T3) est dans un état très dégradé, devra faire l'objet d'une réhabilitation importante ;

- qu'il est nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien le projet énoncé ci-dessus est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- que le prix proposé paraît excessif pour ce bien.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur NGHIEM, un immeuble de rapport en partie loué, composé de 6 appartements, 3 garages et 1 cour intérieure, situé 18 rue de Metz et cadastré section IZ 254, au prix révisé de 270 000 € conformément à l'avis des domaines.

ARTICLE 2 : dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme

ARTICLE 3 : que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 09 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Maryse FAYE

Publiée le : 09 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"JORDELAN" pour le 18 avril 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 18 avril 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 20 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Agnès Robin'.

Agnès ROBIN

Publiée le : 20 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"L'ART SCÈNE" pour les 23-24-25-26-27 et 28
mai 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « L'ART SCENE » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 23-24-25-26-27 et 28 mai 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 212,90 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **27 JUIN 2022**
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : **28 JUIN 2022**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

28 JUIN 2022



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1D0030AI -
Transformation du site du conservatoire en école
primaire démolition de corps d'états secondaires -
Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;
- VU la décision n°VD2022-056 du 2 février 2022 relative à l'attribution du marché « Transformation du site du conservatoire en école primaire démolition de corps d'états secondaires » n°V1D0030AI à la SARL CASTELNAU DEMOLITION pour un montant global et forfaitaire de 345 000 € HT ;

CONSIDÉRANT :

- que le marché n°V1D0030AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire démolition de corps d'états secondaires » a été lancé pour une durée d'exécution de 4 mois dont 2 semaines de préparation comprises. L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux ;
- qu'avant le lancement du marché de travaux, le bâtiment a fait l'objet d'une série de diagnostics et de sondages poussés, réalisés en site occupé. Malgré cet examen, l'exécution du marché de travaux, en phase démolition, rencontre des difficultés matérielles de nature imprévisible, impliquant des sujétions techniques complémentaires dans la purge des éléments de second œuvre ;

- que dans la partie de l'aile Ouest au 1er étage (150 m²), la structure du plancher découverte pendant les travaux de démolition présente une très forte déclivité des solives. Cette déformation (flèche), a entraîné le rajout de matière pour permettre au plancher existant (à déposer) d'être de niveau. Ces épaisseurs de matériaux formant structure du revêtement de sol en pierre sont composées de mortier chape ciment sur lit de sable. L'épaisseur courante d'une chape est de 10 cm, or il a été constaté une épaisseur allant jusqu'à 25 cm par endroit. Ce qui engendre, pour l'entreprise, du cubage de gravois supplémentaire à enlever, manutentionner, et acheminer en décharge pour un montant de 2 550 € HT ;

- que dans l'aile Ouest au 2ème étage (114 m²), a été découvert sous le revêtement déposé, un plancher bois autoportant (PBA) au lieu d'un parquet traditionnel. La structure ne pouvait pas être visible avant démolition. Le poids courant d'un parquet bois traditionnel est de 16 kg/m², or pour un PBA le poids, en moyenne, est égale à 50 kg/m². Ce qui engendre, pour l'entreprise, du cubage de bois supplémentaire à enlever, manutentionner, et acheminer en décharge pour un montant de 1 938 € HT ;

- que le plancher bois autoportant (mentionné précédemment) étant mis en œuvre sur de grande portée. La dépose de ces éléments a conduit à la dépose de cloisons, rails et plaques de plâtres, (80m²) posées sur ce support qui ne pouvaient plus être maintenus pour un montant de 3 465 € HT ;

- que lors des interventions de démolition, l'entreprise a malencontreusement jeté à la décharge une porte extérieure vitrée bois située au 1er étage donnant sur la coursive, conservée dans le cadre du projet. Cette porte était repérée dans les pièces marchés comme étant à conserver. Afin d'être en accord avec les autres menuiseries existantes conservées (validée par l'ABF), il sera demandé, en supplément, au lot menuiseries extérieures bois (marché à venir, Lot 04), la fabrication de cet élément pour un montant retenu en moins-value de 3 900 € HT ;

- que ces éléments précités entraînent une augmentation du contrat de 4 053 € HT portant ainsi le montant du marché à 349 053 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché VID0030AI « Transformation du site du conservatoire en école primaire démolition de corps d'états secondaires » à la SARL CASTELNAU DEMOLITION - 40 rue de la Bruyère - 83170 BRIGNOLES d'un montant de 4 053 € HT portant le montant du marché à 349 053 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIN 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 15 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

15 JUIN 2022



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre à bons de
commande n°V1D0028ED - Encadrement des
enfants pendant les temps périscolaires dans les
écoles de la Ville de Montpellier - Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE COSTE, 1^{er} Adjointe au Maire déléguée à la Ville Educative et à la Réussite scolaire et à l'Administration générale

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'organiser et d'assurer la prise en charge des enfants présents pendant les temps périscolaires du midi et du soir dans les 50 groupes scolaires et 16 écoles isolées de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2121-1 3° du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum en application des articles L2125-1 1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. L'accord cadre est conclu pour une période initiale courant à partir de sa notification ou, si sa notification est antérieure à cette date, à compter du 13/07/2022, et jusqu'au 13/07/2023. L'accord cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1/ valeur technique au regard du mémoire technique 60% ;
 - 2/ prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40% ;
- qu'après analyse, l'offre économiquement la plus avantageuse a été présentée par :
 - Pour le lot 1, le groupement UFOLEP-VACANCES EVASION ;
 - Pour le lot 2, le groupement UFOLEP-FRANCAS ;

- Pour le lot 3, le groupement MUC VACANCES -VACANCES EVASION ;
- Pour le lot 4, le groupement MUC VACANCES -FRANCAS – UFOLEP ;
- Pour le lot 5, le groupement LEH – PEP34 ;
- Pour le lot 6, l'entreprise MUC VACANCES ;
- Pour le lot 7, le groupement FRANCAS - VACANCES EVASION ;
- Pour le lot 8, l'entreprise VACANCES EVASION ;
- Pour le lot 9, le groupement VACANCES EVASION - MUC VACANCES.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché V1D0028ED « Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier » à :

- Pour le lot 1, le groupement UFOLEP (Maison départementale des sports, ZAC Pierresvives, 66 esplanade de l'Egalité, 34086 Montpellier Cedex 4) - VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum, Immeuble Jacques Cartier, 34000 Montpellier), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 533 000 € HT.

- Pour le lot 2, le groupement UFOLEP (Maison départementale des sports, ZAC Pierresvives, 66 esplanade de l'Egalité, 34086 Montpellier Cedex 4) – FRANCAS (Résidence Le Capitole N°203, 6 rue des bougainvilliers, 34070 Montpellier), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 415 000 € HT.

- Pour le lot 3, le groupement MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux, 150 rue François Joseph Gossec, 34070 Montpellier) – VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum, Immeuble Jacques Cartier, 34000 Montpellier), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 021 000 € HT.

- Pour le lot 4, le groupement MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux, 150 rue François Joseph Gossec, 34070 Montpellier) - FRANCAS (Résidence Le Capitole N°203, 6 rue des bougainvilliers, 34070 Montpellier) - UFOLEP (Maison départementale des sports, ZAC Pierresvives, 66 esplanade de l'Egalité, 34086 Montpellier Cedex 4) sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 000 000 € HT.

- Pour le lot 5, le groupement LEH (974 avenue du Pirée, Le lys Blanc, 34000 Montpellier) - PEP34 (21 rue Jean Giroux, CS 27380, 34184 Montpellier Cedex 4), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 891 000 € HT.

- Pour le lot 6, MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux, 150 rue François Joseph Gossec, 34070 Montpellier), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 930 000 € HT.

- Pour le lot 7, le groupement FRANCAS (Résidence Le Capitole N°203, 6 rue des bougainvilliers, 34070 Montpellier) – VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum, Immeuble Jacques Cartier, 34000 Montpellier), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 1 870 000 € HT.

- Pour le lot 8, VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum, Immeuble Jacques Cartier, 34000 Montpellier), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 2 533 000 € HT.

- Pour le lot 9, le groupement VACANCES EVASION (394 rue Léon Blum, Immeuble Jacques Cartier, 34000 Montpellier) – MUC VACANCES (Complexe sportif Albert Batteux, 150 rue François Joseph Gossec, 34070 Montpellier), sur la base d'un accord-cadre à bon de commande avec un maximum de 3 136 000 € HT.

L'accord cadre est conclu pour une période initiale courant à partir de sa notification ou, si sa notification est antérieure à cette date, à compter du 13/07/2022, et jusqu'au 13/07/2023. L'accord cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres, de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **28 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 28 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

28 JUIN 2022



Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° V2B0041SP -
Réalisation du spectacle pyrotechnique et musical
de la fête nationale du 14 juillet 2022 - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2022 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin du nettoyage complet du site après l'événement ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix 25%
 - Sécurité 20%
 - Valeur technique 20%
 - Qualité esthétique 20%
 - Protection de l'environnement 15%
- Qu'après analyse, l'entreprise JACQUES COUTURIER ORGANISATION (85310 LES RIVES DE L'YON) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V2B0041SP Spectacle pyrotechnique et musical du 14 juillet 2022 à la société JACQUES COUTURIER ORGANISATION pour un montant de 84 600,00 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au nettoyage complet du site après l'événement.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIN 2022
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE


Publiée le : 20 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°V2B0033ZO -
Traitement de protection et de finition des
ouvrages métalliques du parc de Lunaret -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

CONSIDERANT :

- que le parc zoologique de Lunaret doit traiter et procéder à la finition des aciers contenus dans les ouvrages métalliques situés au sein du parc ;
- qu'à ce titre, la Ville de Montpellier doit recourir à un prestataire extérieur ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande n°V2B0033ZO-traitement de protection et de finition des ouvrages métalliques du parc zoologique de Lunaret pour une durée initiale d'un an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique : 60 % ;
- Prix : 40 % ;

- qu'après analyse, l'entreprise SURFACIER, domiciliée 155 rue Bigos-34741 VENDARGUES CEDEX présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre relatif au traitement de protection et de finition des ouvrages métalliques n°V2B0033ZO à l'entreprise SURFACIER, domiciliée, 155 rue Bigos-34741 VENDARGUES CEDEX, sans minimum et pour un montant maximum annuel de 20 000 € HT.
Les montants sont identiques pour chaque période de reconduction.

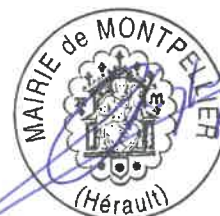
L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification pour une période initiale d'un an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/06/22
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : 24 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"CONSPECTUS" pour les 11 mai, 1er, 8 et 22
juin 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 11 mai, 1^{er}, 8 et 22 juin 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60,80 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

 **Montpellier, le 20 JUIN 2022**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 20 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"CONSPECTUS" pour les 2 et 3 juillet 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 2 et 3 juillet 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 91,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 27 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

A. Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 27 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"OSUM" pour les 2-13-23-24 et 25 juin 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « OSUM » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 2-13-23-24 et 25 juin 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 274,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 20 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 20 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"France PARKINSON" pour les 7-14 avril,
12 mai et 9 juin 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « France PARKINSON » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 7-14 avril, 12 mai et 9 juin 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- que compte tenu du caractère caritatif de l'association, cette occupation du domaine public est consentie à titre gratuit, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 27 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 27 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"DANTE ALIGHIERI" pour les 20 mai et
3 juin 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « DANTE ALIGHIERI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 20 mai et 3 juin 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,40€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire



Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 27 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"GHOST PROD" pour le 22 mai 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « GHOST PROD » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 22 mai 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;


DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 28 JUIN 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

28 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la création d'une porte coupe-
feu d'accès au local de stockage de l'école
maternelle GOETHE - Demande d'autorisation
d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relative à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux – alinéa 26 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- que le projet comprend la création d'une porte (coupe-feu) d'accès par l'extérieur pour le local de stockage contigu à la chaufferie de l'école maternelle GOETHE, situé au 3 rue des Coronilles ;
- que ce projet dont le coût est estimé à 10 000 € HT nécessite le dépôt d'une Déclaration Préalable (DP) auprès des services compétents ;
- que la conduite de cette opération sera réalisée par le service Energie de la Ville.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense estimée est inscrite au budget primitifs de la ville 2022, section investissement, tous chapitres;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatifs à cette affaire.



Montpellier, le **22 JUIN 2022**
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT

Publiée le : 22 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

22 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Moyens Généraux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant n°1 au marché
n°V0D0041AI - Mairies de proximité, bureaux,
postes de police, bâtiments communaux - Lot n°3
- Modification des prestations mensuelles (A)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, la Réussite scolaire et l'Administration générale » ;
- VU la décision n° 2021 / 497 en date du 16 novembre 2021 attribuant le marché V0D0041AI « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » et son lot 3 « mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux » à l'entreprise SUD SERVICE SAS sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'exécution de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter de la notification du marché ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de détailler par pièce et par superficie, le forfait mensuel d'entretien des prestations régulières mensuelles (A) du BPU pour le Bâtiment Protocole Garosud pour des raisons d'optimisations de la fonction nettoyage en établissant un découpage des prestations conformément à l'article 1.2 « Surfaces » du CCTP ;
- Que le forfait mensuel initial de 3 473,10 € HT et la superficie totale de 1 056,60 m2 restent inchangés. L'avenant est sans incidence financière.
- Qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 au lot 3 avec l'entreprise SUD SERVICE SAS sise Parc d'activités la Garrigue-34 171 Castelnau-le-Lez ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 3 du marché V0D0041AI avec l'entreprise SUD SERVICE SAS.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.



Montpellier, le **28 JUIN 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 28 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

28 JUIN 2022



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'autorisation d'occupation du
domaine public par l'EPIC du Domaine d'O à
l'occasion de la manifestation "Cinéma sous les
étoiles" le 9 août 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la « Culture et à la Culture scientifique » ;

CONSIDERANT :

- que l'EPIC du Domaine d'O est chargé de la mise en œuvre de la manifestation Cinéma sous les étoiles ;
- que l'édition 2022 comporte une séance à Montpellier, parvis de la cathédrale Saint-Pierre, le 9 août 2022 ;
- qu'il convient d'autoriser la mise à disposition de l'espace public.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'EPIC du Domaine d'O, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que cette convention est conclue pour une durée couvrant le temps nécessaire à la mise en place, à la tenue et au démontage de la séance.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention citée dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 JUIN 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN

Publiée le : 27 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V2B0042EM -
Acquisition d'une plieuse d'imprimerie
automatisée - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition d'une plieuse d'imprimerie automatisée conformément au besoin exprimé par l'imprimerie du Service Achats et Production Graphique de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0042EM) a été lancée en date du 30 mai 2022, sous forme d'un marché ordinaire, pour un montant estimatif de 60 000 € HT, à exécuter dans un délai de 6 mois à partir de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 40%, la durée de l'extension de garantie pour 10 % et le prix des prestations pour 50% ;
- qu'après analyse, la Société ASB Atelier Services Bureaux, 273 rue Charles Nungesser, 34130 MAUGUIO, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Acquisition d'une plieuse d'imprimerie automatisée » n°V2B0042EM à la société ASB Atelier Services Bureaux pour un montant de 59 300 € HT. Il s'agit d'un marché ordinaire à exécuter dans un délai de 6 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 24 JUIN 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 JUIN 2022

Notifiée le :

28 JUIN 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché V2D0024DC achat
d'actions de communication dans le cadre de
l'organisation de la Fête de la Musique**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- que la société France TV studios organise le 21 juin 2022 une soirée live en direct de l'esplanade de l'Europe à Montpellier, manifestation dans le cadre de la Fête de la Musique et mettant en valeur la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2122-3 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée partant de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la manifestation ;
- que le critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était le prix ;
- que l'entreprise France TV Studios, 26 rue d'Oradour sur Glane, 750015 Paris présente une offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'achat d'actions de communication dans le cadre de l'organisation de la Fête de la Musique à l'entreprise France TV Studios, pour un montant de 605 000 € HT ;
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée se confond avec celle de la manifestation ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 JUIN 2022
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable et Financières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à la création d'une régie de recettes "Soutien à l'Ukraine"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 (de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaire au fonctionnement des services municipaux) ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur ASLANIAN, Adjoint au Maire, délégué aux Finances;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- VU l'instruction codificatrice n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- VU l'avis conforme de Monsieur le Responsable SGC Métropole en date du 20 juin 2022 ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de créer une régie temporaire permettant l'encaissement de dons, ceci afin de venir en aide au peuple Ukrainien.

DECIDE

ARTICLE 1 : Qu'il est créé une régie temporaire de recettes « Soutien à l'Ukraine » permettant d'encaisser des dons ;

ARTICLE 2 : Que la régie est installée auprès de la Direction Générale des Services.
Située à l'Hôtel de ville, 1 Place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2 ;

ARTICLE 3 : Que la régie fonctionne pour une durée de 6 mois à compter du 24 juin, soit du 24 juin au 23 décembre 2022 ;

ARTICLE 4 : Que la régie encaisse les produits suivants :
- Dons pour soutenir la population Ukrainienne.

ARTICLE 5 : Que les recettes désignées à l'article 4 sont perçues selon le mode de recouvrement suivant :
- Chèques ;
- Virements ;
- Paiement en ligne Payfip ;
- Cagnotte en ligne.

ARTICLE 6 : Qu'un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité et au nom de la régie de recettes « Soutien à l'Ukraine » auprès de la DGFIP de Montpellier. ;

ARTICLE 7 : Que le montant maximum de l'encaisses est fixée à consentir au régisseur est fixé à 5 000 € ;

ARTICLE 8 : Que le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives de recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois ;

ARTICLE 9 : Que le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 10 : Que l'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs actes de nomination ;

ARTICLE 11 : Que le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du SGC Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.





Montpellier, le 22 JUIN 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 23 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

23 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
n°V2B0029EM passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de papier pour l'imprimerie
de la Ville de Montpellier - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de papier conformément au besoin exprimé par l'imprimerie de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0029EM) a été lancée en date du 23 mai 2022, pour un montant maximum de commandes de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre multi attributaire, à bons de commande, avec remise en concurrence sur le prix entre les titulaires lors de la survenance du besoin, prévu pour une période d'exécution de 2 ans à partir de sa notification.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique de l'offre pour 60% et le prix des prestations pour 40% ;

- Qu'après analyse, dans l'ordre, les sociétés PAPETERIE DU DAUPHINE, ZI Secteur D, Allée des Géomètres, 06700 ST LAURENT DU VAR, INAPA, 11 rue de la Nacelle, 91814 CORBEIL-ESSONNES et ANTALIS, Office ZA Parisud, Logistis, 2 avenue des accords de Chengen, 91250 TIGERY, ont présenté des offres économiquement avantageuses au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

Article 1 - D'attribuer le marché « Achat de papier pour l'imprimerie de la Ville de Montpellier » n°V2B0029EM aux sociétés PAPETERIE DU DAUPHINE, INAPA, et ANTALIS, pour un montant maximum de commandes de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre multi attributaire, à bons de commande, avec remise en concurrence sur le prix entre les titulaires lors de la survenance du besoin, prévu pour une période d'exécution de 2 ans à partir de sa notification ;

Article 2 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

Article 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **28 JUIN 2022**
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

28 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la convention d'occupation du
domaine public par la société Electron Libre
Productions du 27 juin au 9 juillet 2022 dans le
cadre des Nuits du Peyrou

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;

CONSIDERANT :

- la demande d'occupation du domaine public formulée par Electron Libre Productions en mai 2022
- que l'édition 2022 concerne 4 jours d'exploitation du 4 au 7 juillet 2022 et une présence du 27 juin au 9 juillet 2022
- qu'il convient d'autoriser la mise à disposition de l'espace public.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec Electron Libre Productions, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que cette convention est conclue pour une durée couvrant le temps nécessaire à la mise en place, à la tenue et au démontage des besoins techniques et logistiques.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention citée dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2022
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 JUIN 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture : 24 JUIN 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES

ARRÊTES REGLEMENTAIRES DU MOIS DE JUILLET

Sommaire

N° Arrêté	Titre des arrêtés	Pages
VAR2022-0133	Arrêté de délégation de signature Personnel Municipal - Direction des Relations aux PublicsService État-Civil	349
VAR2022-0134	Arrêté municipal portant bilan de la concertation réalisée pour la réalisation du nouveau campus au sein de la zone d'aménagement concerté Cambacérès	351
VAR2022-0135	ORDRE PUBLIC - Feu d'Artifice du 14 juillet 2022 au Parc Charpak	362
VAR2022-0137	Règlement de la salle de lecture des Archives Municipales de Montpellier	374
VAR2022-0138	Festival Radio France Occitanie Montpellier Lundi 25 au mercredi 27 Juillet 2022 - Ordre public	377
VAR2022-0139	Arrêté autorisant les usages et activités du Lez et de ses berges Abrogation de l'Arrêté Municipal n°VAR2022-0132	365
VAR2022-0140	Délégation de signature relative à l'intérim de Madame Christine BRIDONdu 18 juillet au 1er août 2022 inclus	372
VAR2022-0141	Délégations de signature Pôle Finances et Conseil en Gestion	380
VAR2022-0142	Délégations de signature Pôle Numérique et Données	385
VAR2022-0146	Délégation de signature relative à l'intérim de Monsieur Bruno LE ROYdu 27 juillet au 23 août 2022 inclus	391
VAR2022-0147	Délégation de signature relative à l'intérim de Madame Laury SAVINdu 8 au 22 août 2022 inclus	393

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service État-Civil**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Lisa AMAROUCHE, Sandrine AUDOUI, Véronique AZINALA, Sophie BALIARDO, Keltoum BELKHITER, Sabine BOYE, Coralie CAVAGNA, Cécilia CUORE, Cindy DENEVE, Magali LOPEZ, Christine MARQUES, Evane MERTZ, Christelle SEVERAC, Florence TROMBINI, Aurore VERDU et Messieurs Fabien BOURRE, Léo LAISNEY, Thomas MILLET, Slobodan OCOKOLJIC reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

ARTICLE 2 : Mesdames Roselyne CATHALA, Sophie DENIS, Olga KROMPASZKY, Virginia LOPES, Evelyne REMY, Floriane VERY et Messieurs Farid BEKRAR, Philippe FLORI reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

ARTICLE 2-1 : Les agents mentionnés à l'article 2 du présent arrêté reçoivent également délégation, en application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, pour toutes les fonctions exercées par Monsieur le Maire en tant qu'officier d'état civil, à l'exception de celles prévues par l'article 75 du Code civil.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté de délégations de fonctions pour le service Etat civil abroge et remplace toutes délégations antérieures pour les agents cités ou pour tout agent ayant exercé une délégation de fonctions au sein du service.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 1 juil. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 1 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197962-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 1 juil. 2022 - Réception en Préfecture : 1 juil. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté municipal portant bilan de la concertation
réalisée pour la réalisation du nouveau campus au
sein de la zone d'aménagement concerté
Cambacérès**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.120-1 et L.121-15-1 et suivants et R.121-19 et suivants,
- **VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2, L.103-3 et suivants, et L.300-2,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n°11928 du 29 octobre 2013 approuvant le dossier de création de la ZAC Cambacérès après concertation préalable,
- **VU** le courrier du 10 mai 2022 par lequel l'association Montpellier Business School intervenant au nom et pour le compte d'une société civile en cours de constitution intervenant elle-même au nom et pour le compte d'une société civile de construction attribution a sollicité l'accord de la commune de Montpellier sur la mise en oeuvre d'une concertation préalable,
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR2022-0093 du 16 mai 2022 prescrivant la concertation préalable et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable,
- **VU** le dossier de concertation relatif au projet de réalisation du nouveau campus au sein de la zone d'aménagement concerté Cambacérès,
- **VU** le bilan de la concertation annexé au présent arrêté,
- **VU** toutes les autres pièces du dossier,

Considérant que la concertation préalable, organisée du 3 juin 2022 au 4 juillet 2022 inclus, s'est déroulée conformément aux dispositions prévues par l'arrêté municipal susvisé ;

Considérant qu'aucune observation n'a été recueillie dans le cadre de la concertation ;

Considérant qu'il appartient au Maire de Montpellier, en tant qu'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis, d'arrêter le bilan de la concertation ;

ARRÊTE**Article 1^{er} :**

Le bilan de la concertation préalable, joint en annexe, est arrêté.

Article 2 :

Aucune observation relative au projet n'a été recueillie dans le cadre de la concertation qui a été régulièrement organisée.

Article 3 :

Le bilan de la concertation sera transmis au maître d'ouvrage du projet dans un délai de vingt et un jours à compter de la date de clôture de la concertation préalable afin que ce dernier explique comment il a pris en compte les observations et propositions ressortant du bilan de la concertation.

Article 4 :

Le bilan de la concertation sera tenu à disposition du public, en mairie, pendant un mois à compter de son dépôt et sera consultable sur le site internet de la commune de Montpellier, à l'adresse www.participer.montpellier.fr.

Article 5 :

Le bilan de la concertation et le document écrit du maître d'ouvrage seront joints au dossier de permis de construire.

Article 6 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet, affiché en mairie, publié au recueil des actes administratifs et mis en ligne sur le site internet de la commune de Montpellier.

Montpellier, le 6 juil. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Maryse FAYE

Publié le : 6 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198206A-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 juil. 2022 - Réception en Préfecture : 6 juil. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- bilan concertation.pdf
- arrete concert MBS executoire.pdf
- avis concertation MBS.pdf
- 70fm22_CA_fin_Avis_Concertation_MBS_ZAC_Cambaceres.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Annexe

Bilan de la concertation préalable

Projet de réalisation du nouveau campus au sein de la zone d'aménagement concerté Cambacérès

1. Rappel du cadre juridique de la concertation

Il existe plusieurs modes de participation du public dans le domaine de l'urbanisme, notamment des procédures de concertation en amont de l'enquête publique, ou plus récemment, en amont du dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme pour certains projets.

La procédure facultative de concertation préalable au dépôt d'un permis de construire a été introduite à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, complété par l'article 170 de la loi ALUR du 24 mars 2014.

Cette procédure permet de rendre effective la possibilité d'adapter, avant le dépôt de la demande de permis, le projet à l'aune des propositions et observations formulées par le public dans le cadre de la concertation.

L'article L. 300-2 du code de l'urbanisme dispose que « *Les projets de travaux ou d'aménagements soumis à permis de construire [...], situés sur un territoire couvert [...] par un plan local d'urbanisme [...] peuvent faire l'objet de la concertation prévue à l'article L. 103-2. Celle-ci est réalisée préalablement au dépôt de la demande de permis, à l'initiative de l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis ou, avec l'accord de celle-ci, à l'initiative du maître d'ouvrage. [...]* »

En l'espèce, le projet de réalisation du nouveau campus au sein de la zone d'aménagement concerté Cambacérès est soumis à permis de construire. Il est situé sur le territoire de la commune de Montpellier qui est couvert par un Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il ne relève pas de la liste des opérations d'aménagement mentionnées à l'article R. 300-1 du code de l'urbanisme. Dès lors, ce projet rentre dans le champ d'application de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme et peut faire l'objet d'une concertation préalable.

En l'espèce, la procédure est réalisée à l'initiative du Maire, en tant qu'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis de construire, de concert avec l'association Montpellier Business School, en tant que maître d'ouvrage du projet.

Les objectifs poursuivis par la concertation préalable ainsi que ses modalités d'organisation sont précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité, en application du dernier alinéa de l'article L. 103-3 du code de l'urbanisme.

En l'espèce, le Maire de Montpellier a librement fixé les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation. Celles-ci doivent permettre à la population de prendre connaissance du dossier et de formuler ses observations ou propositions pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet.

A l'issue de la concertation, l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis établit le bilan de la procédure. Ce bilan est transmis dans un délai de 21 jours au maître d'ouvrage, afin qu'il prenne en considération, le cas échéant, les observations et propositions du public ressortant du bilan. Cette prise en compte est expliquée par le maître d'ouvrage au sein d'un document écrit transmis à l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis.

En l'espèce, le Maire de Montpellier établit le bilan de la concertation, de manière neutre et factuelle, sans faire de recommandations particulières. Ce bilan est transmis à l'association Montpellier Business School dans un délai de 21 jours à compter du 4 juillet 2022 (date de clôture de la concertation préalable).

L'association Montpellier Business School produit un document écrit expliquant comment il a pris en compte le bilan de concertation.

L'article L. 300-2 du code de l'urbanisme prévoit que le bilan de la concertation est joint à la demande de permis.

En l'espèce, le bilan de la concertation et le document de l'association Montpellier Business School seront joints au dossier de demande de permis de construire.

2. Contexte

Dans le cadre du projet de réalisation du nouveau campus au seins de la zone d'aménagement concerté Cambacères, la commune de Montpellier a souhaité, en partenariat avec le maître d'ouvrage, mettre en place une démarche de concertation avec la population en impliquant les riverains, les habitants et les associations à différentes étapes du projet, préalablement au dépôt de permis de construire.

C'est dans ce contexte que la commune de Montpellier a mené une procédure de concertation préalable facultative, au titre de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.

Celle-ci a pris la forme de la tenue d'un registre accessible au public à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier et d'une participation électronique sur le site www.participer.montpellier.fr, organisées du 3 juin 2022 au 4 juillet 2022 inclus.

3. Organisation de la concertation préalable

Par arrêté n° VAR2022-0093 du 16 mai 2022, le Maire de Montpellier a acté le principe de la concertation préalable, défini les objectifs poursuivis par la concertation et ses modalités d'exercice.

3.1 Modalités de concertation

Conformément à l'arrêté n° VAR2022-0093 du 16 mai 2022, la concertation préalable a été organisée du 3 juin 2022 au 4 juillet 2022 inclus, selon les modalités suivantes :

- Un avis d'information a annoncé les dates d'ouverture et de clôture de la concertation

ainsi que les modalités de la concertation :

- Sur le site internet de la Ville de Montpellier (montpellier.fr)
- Par affichage en Mairie de Montpellier
- Par parution dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département de l'Hérault

Cet avis a été rappelé dans les huit premiers jours de la concertation, dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département de l'Hérault.

- La concertation a duré un mois, entre le 3 juin 2022 et le 4 juillet 2022 inclus.
- Pendant cette période, le dossier de concertation préalable a pu être consulté :
 - Sur le site internet de la Ville de Montpellier (participer.montpellier.fr)
 - Sur support papier accompagné du registre de concertation, à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier, aux horaires habituels d'ouverture (8h30-17h30), sauf jours de fermeture exceptionnelle.
- Pendant toute la durée de la concertation, les observations et propositions du public relatives au projet ont pu être transmises ou consignées :
 - Par écrit, sur le registre de concertation joint au dossier et accessible au public à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier,
 - Par voie électronique, sur le site internet relatif aux concertations publiques de la Ville de Montpellier : www.participer.montpellier.fr

Les observations et propositions réceptionnées après la date de clôture de la concertation n'ont pas été prises en considération.

Le dossier de présentation du projet comportait des éléments relatifs à :

- La concertation et ses modalités d'exercice
- La description et la compréhension du site d'implantation du projet (description de sa localisation dans l'environnement et sur le terrain, ...)
- Les intentions et les enjeux du projet
- Le projet et son évolution (destination, programmation, caractéristiques des constructions, plans de masse, perspectives, ...)
- L'aménagement des abords.

Le dossier était consultable pendant la durée de la concertation préalable, selon les modalités rappelées précédemment.

3.2 Information du public : affichage et publicité

L'arrêté fixant notamment les modalités d'organisation de la concertation préalable du 16 mai 2022 a été affiché en Mairie pendant deux mois à partir du 19 mai 2022.

L'avis de concertation préalable a été affiché en date du 19 mai 2022, et ce jusqu'à la fin de la concertation, en Mairie de Montpellier.

L'avis de concertation préalable a été publié sur le site internet de la commune de Montpellier, à l'adresse www.montpellier.fr, le 19 mai 2022, et ce jusqu'à la fin de la concertation.

Egalement, un avis de concertation préalable a été publié dans le Midi Libre du 17 mai 2022 et du 7 juin 2022 et dans la Gazette de Montpellier du 19 mai 2022 et du 9 juin 2022.

4. Bilan de la concertation

L'objet de la concertation n'a suscité aucune observation de la part de la population.

- Registre de la concertation :
Néant.
- Plateforme de concertation électronique :
Néant

5. Pièces annexes

En annexes, seront consignées les versions intégrales et publiées de :

- L'arrêté n° VAR2022-0093 du 16 mai 2022 prescrivant la concertation préalable et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable.
- L'avis de concertation préalable
- Le certificat d'affichage et de publicité

Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Arrêté portant accord sur la mise en œuvre d'une
concertation préalable à la demande du maître
d'ouvrage et définition des objectifs poursuivis et
des modalités de la concertation pour la
réalisation du nouveau campus au sein de la zone
d'aménagement concerté Cambacérès**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.120-1 et L.121-15-1 et suivants et R.121-19 et suivants,
- **VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2, L.103-3 et suivants, et L.300-2,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n°11928 du 29 octobre 2013 approuvant le dossier de création de la ZAC Cambacérès après concertation préalable,
- **VU** le courrier du 10 mai 2022 par lequel l'association Montpellier Business School intervenant au nom et pour le compte d'une société civile en cours de constitution intervenant elle-même au nom et pour le compte d'une société civile de construction attribution a sollicité l'accord de la commune de Montpellier sur la mise en œuvre d'une concertation préalable
- **VU** le dossier de concertation prêt à être soumis à la concertation,
- **VU** toutes les autres pièces du dossier,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Une concertation préalable sera organisée sur le projet d'un nouveau campus au sein de la zone d'aménagement concerté Cambacérès, lot SN3, eu égard à l'intérêt municipal de faire participer le public à la création cette opération.

Article 2 : Les objectifs poursuivis par le projet sont les suivants :

- Regrouper au sein d'un nouveau campus mixte – académique et tertiaire – quatre unités fonctionnelles, à savoir « Montpellier Business School », la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Occitanie, « Purple Campus Montpellier ».
- Constituer ainsi un pôle d'excellence en marketing et management commercial, offrant un rayonnement du savoir-faire montpelliérain à l'échelle nationale et internationale.
- Accroître les synergies entre les mondes de l'entreprise, de la formation et de l'enseignement supérieur, en favorisant l'insertion professionnelle des étudiants, et en faisant des universités et des grandes écoles, des partenaires majeurs et des lieux d'expérimentation et de promotion pour les usages de demain.
- Consolider le développement économique du territoire montpelliérain.
- Encourager la production de bâtiments vertueux en termes environnementaux, avec une conception à haute performance énergétique.
- Profiter du potentiel de la ZAC Cambacérès en matière de développement maîtrisé et harmonieux de l'urbanisation au sein d'un secteur d'ores et déjà desservi par divers modes de transport en commun.

Article 3 : Les modalités de la concertation sont les suivantes :

- Un avis d'information annoncera, 15 jours au plus tard avant l'ouverture de la concertation, les dates d'ouverture et de clôture de la concertation ainsi que les modalités de la concertation :
 - o Sur le site internet de la Ville de Montpellier (montpellier.fr),
 - o Par affichage en Mairie de Montpellier,
 - o Par parution dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département de l'Hérault.

Cet avis sera rappelé dans les huit premiers jours de la concertation, dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département de l'Hérault.

- La concertation durera un mois et débutera 15 jours après l'accomplissement de la dernière mesure de publicité de l'avis d'ouverture.
- Pendant cette période, le dossier de concertation préalable pourra être consulté :
 - o Sur le site internet de la Ville de Montpellier (participer.montpellier.fr),
 - o Sur support papier accompagné du registre de concertation, à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier, aux horaires habituels d'ouverture (8h30-17h30), sauf jours de fermeture exceptionnelle.
- Pendant toute la durée de la concertation, les observations et propositions du public relatives au projet pourront être transmises ou consignées :

- o Par écrit, sur le registre de concertation joint au dossier et accessible au public à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier,
- o Par voie électronique, sur le site internet relatif aux concertations publiques de la Ville de Montpellier : participer.montpellier.fr

Les observations et propositions réceptionnées après la date de clôture de la concertation ne pourront pas être prises en considération.

Article 4 : A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire tirera le bilan de la concertation et le transmettra au maître d'ouvrage dans un délai de 21 jours à compter de la clôture de la concertation.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité et d'information suivantes :

- Un affichage en Mairie de Montpellier pendant un mois,
- Une publication au recueil des actes administratifs de la Ville de Montpellier,
- Une publication sur le site internet de la Ville de Montpellier (montpellier.fr).

Article 6 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Montpellier, le 16 mai 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Maryse FAYE

Publié le : 16 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-192269-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 mai 2022 -Réception en Préfecture : 16 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Concertation

Nouveau Campus Montpellier

Quartier Cambacérès

L'association Montpellier Business School porte un projet de nouveau campus au sein du quartier Cambacérès regroupant Montpellier Business School, Purple Campus, les Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Hérault et de l'Occitanie.

Eu égard à l'intérêt municipal de faire participer le public au projet de création de ce nouveau campus, une concertation (*article L-103-2 du code de l'urbanisme*) est ouverte sur ce projet.

Un dossier de concertation, accompagné d'un registre pour recueillir les observations du public, sera mis à disposition du vendredi 3 juin au lundi 4 juillet inclus à l'Hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche à Montpellier, du lundi au vendredi (sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles) de 8h30 à 17h30.

Ce dossier est aussi consultation en ligne sur la plateforme participer.montpellier.fr. Vous pouvez y déposez vos avis sur la même période.



Direction déléguée de l'Aménagement Métropolitain
Service Montpellier Territoires Est et Nord

Réf. : 55fm22
Affaire suivie par : Chloé RICHARD
Tél : 04 67 13 64 08

CERTIFICAT D’AFFICHAGE ET DE PUBLICITE

Je, soussignée Sylvie MAHOT directrice déléguée à l'Aménagement Métropolitain, certifie qu'a été affiché un avis d'ouverture de concertation pour le projet du nouveau campus MBS au sein du quartier Cambacérès, du 19 mai au 4 juillet 2022 inclus, soit durant une durée d'un mois et demi, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de Ville.

Cette concertation a aussi fait l'objet d'une publicité, précisant également les modalités, dans le Midi Libre le 19 mai et le 6 juin, et dans la Gazette de Montpellier le 19 mai et le 9 juin.

L'arrêté de concertation préalable a également été mis à disposition sur le site internet de la ville au sein de la rubrique « Enquêtes publiques et Concertations » du 19 mai au 4 juillet.

Montpellier, le 04/07/2022

Sylvie MAHOT

Direction déléguée de l'Aménagement
Métropolitain

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

ORDRE PUBLIC
Feu d'Artifice du 14 juillet 2022
au Parc Charpak

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7
- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 3321-1, L3311 et R3353-5-1 ;
- **VU** le Règlement de Voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR 2021-0050 relatif à la Tranquillité Publique du 30 avril 2021 ;
- **VU** l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR 2021-0058 portant sur l'interdiction des ventes à la « sauvette » du 27 mai 2021 ;
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR 2022-0001 du 13 janvier 2022 portant réglementation des horaires d'ouverture des établissements type épiceries de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public.
- **CONSIDERANT** l'importance du public attendu à Montpellier à l'occasion du « FEU D'ARTIFICE » au Parc Charpak et lors du CONCERT organisé place Georges Frêche, le 14 juillet 2022 ;
- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'événements festifs et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détrit, bris de verre, bouteilles, ...

- **CONSIDERANT** l'importance de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public.

ARRETE

Article 1 :

Sont interdits du jeudi 14 juillet 2022 à partir de 16h00, jusqu'au vendredi 15 juillet 2022 à 02h00 :

- la vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- l'accès au site avec toutes boissons alcoolisées,
- la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés,
- l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés.

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants :

Avenue du Pirée – Pont Juvénal – Place Christophe Colomb – Avenue Albert Einstein – Rue Léonard de Vinci – Route de Vauguières – Place d'Odysseum – Boulevard Pénélope – Avenue Nina Simone – Avenue Théroigne de Mericourt – Pont André Levy (ex Pont de la République) – Rue des Acconiers – Avenue Germaine Tillion – Chemin de Moularès.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 7 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le :

Notifié le :

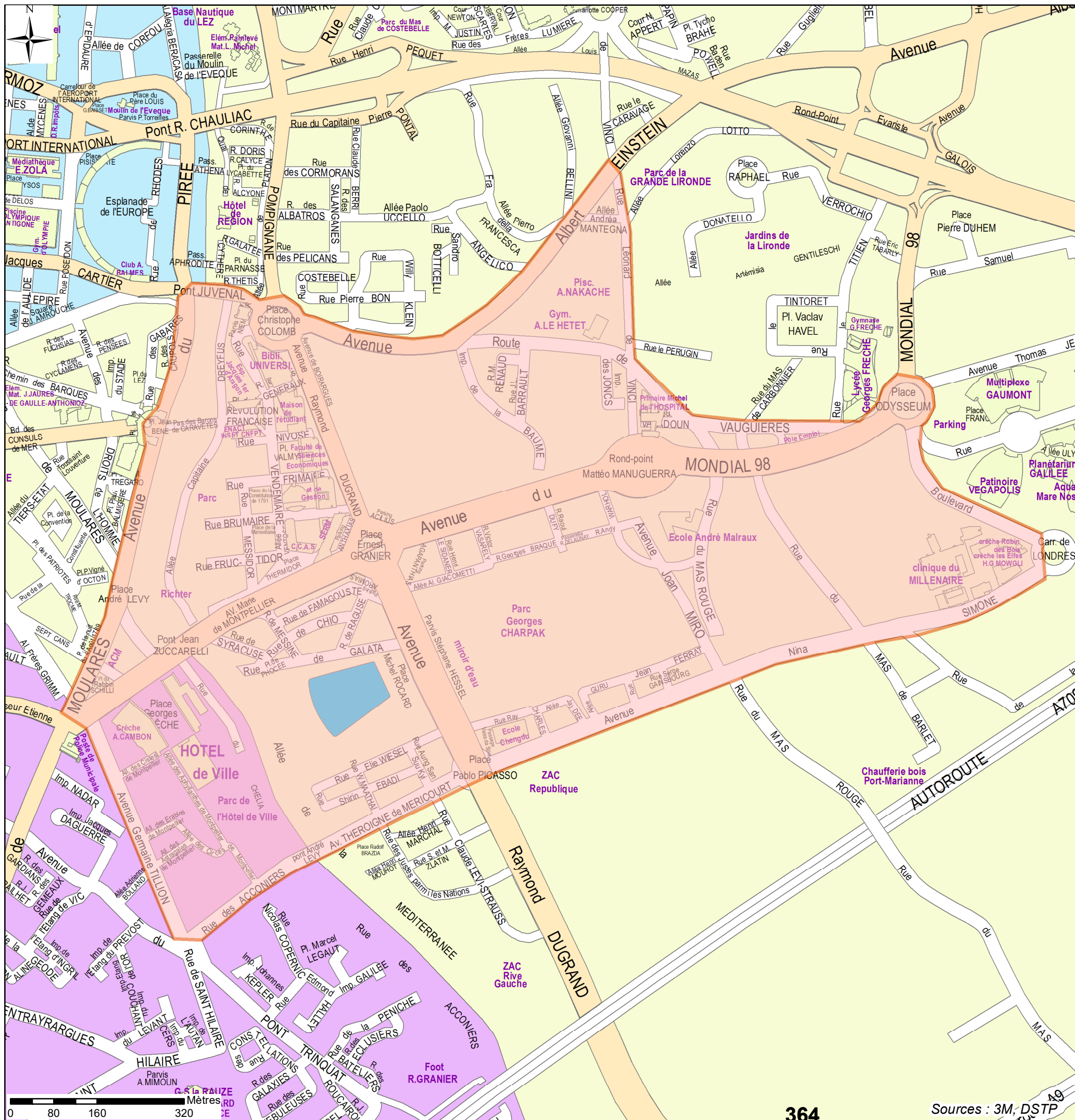
Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198471-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 juil. 2022 - Réception en Préfecture : 7 juil. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan_Arrete_14juillet2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



ANNEE 2022

PERIMETRE D'APPLICATION
DE L'ARRETE



FEU D'ARTIFICE
DU 14 JUILLET
AU PARC CHARPAK

Date d'édition: Juillet 2022
Auteur: OLTP - Ville de Montpellier



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Communal Hygiène Santé

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Arrêté autorisant les usages et activités du Lez et
de ses berges
Abrogation de l'Arrêté Municipal n°VAR2022-
0132**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
 - **VU** le Code Pénal ;
 - **VU** le Code de Procédure Pénale ;
 - **VU** le Code de la Santé Publique ;
 - **VU** le Code de l'Environnement ;
 - **VU** le Règlement Sanitaire Départemental ;
 - **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - **VU** l'arrêté de délégation confié à Monsieur Sébastien COTE, en charge de la protection des populations et de la tranquillité publique ;
 - **VU** l'Arrêté Municipal n°VAR2022-0132 du 30 juin 2022 de restriction des usages et activités du Lez et de ses berges ;
- **CONSIDERANT** les rapports d'analyses en date du 13 juillet 2022, indiquant une faible activité des cyanobactéries dans le Lez et qui concluent à un niveau de risque faible ;

Arrête :

Article 1 : l'Arrêté Municipal n°VAR2022-0132 du 30 juin 2022 de restriction des usages et activités du Lez et de ses berges, emportant l'interdiction de la baignade, la consommation de poisson pêché, l'abreuvement des animaux, la pratique des activités nautiques sur le cours d'eau « le Lez » sur l'ensemble du territoire de la commune, est abrogé.

Article 2 : L'accès aux berges, les activités de baignade, la consommation de poisson pêché, l'abreuvement des animaux, la pratique des activités nautiques sur le cours d'eau « le Lez », peuvent reprendre à compter du 18 juillet 2022.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 18 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199468A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 18 juil. 2022 -Réception en Préfecture : 18 juil. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- document(1).pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



ID Document	FO08.02
Version	2
Rapport N°	N11
Date d'émission	13/07/2022

VEOLIA Activité Eau

765, rue Henri Becquerel- CS 39030
34965 Montpellier CEDEX 02 - France

RAPPORT D'ESSAI

Suivi de l'activité des cyanobactéries potentiellement toxiques vivantes dans l'eau
par reconnaissance génétique des genres *Anabaena/Aphanizomenon/Dolichospermum* sp.,
Microcystis sp., *Planktothrix* sp. et *Phormidium/Oscillatoria* sp

Résultats

Date de prélèvement des échantillons : 13/07/2022

Cyanobactéries Planctoniques	<i>Anabaena/Aphanizomenon/Dolichospermum</i> sp. (ng/L)	<i>Microcystis</i> sp. (ng/L)	<i>Planktothrix</i> sp. (ng/L)
PARC MERIC	0,8	0,2	0,1
PONT MOULIN L'EVEQUE	3,8	0,5	0,7
ENCIVADE	1,7	0,3	0,2

Cyanobactéries Benthiques	<i>Phormidium / Oscillatoria</i> sp. (Biofilm)(ng/L)
JARDIN POUR TOUS	2,6
LAVALETTE	6,3
PARC MERIC	/

Siège social

4, rue Etienne Terrus
66300 SAINT JEAN LASSEILLE

Site d'activité

Pôle entrepreneurial,
7 Rue des Sittelles
66700 ARGELES-SUR-MER



ID Document	FO08.02
Version	2
Rapport N°	N11
Date d'émission	13/07/2022

Interprétation des résultats

PLANCTONIQUES	<i>Anabaena/Aphanizomenon/Doli chospermum sp.(A/A/D)</i>		<i>Microcystis sp.</i>		<i>Planktothrix sp.</i>	
	Niveau de risque	Tendance	Niveau de risque	Tendance	Niveau de risque	Tendance
PARC MERIC	Faible	↗	Faible	→	Limité	→
PONT MOULIN L'EVEQUE	Vigilance	↗	Faible	↗	Faible	↗
ENCIVADE	Faible	↗	Faible	↗	Faible	↗

BENTHIQUES	<i>Phormidium / Oscillatoria sp. (Biofilm)</i>	
	Niveau de risque	Tendance
JARDIN POUR TOUS	Faible	↗
LAVALETTE	Faible	↗
PARC MERIC	/	/

Niveau de risque :

Limité
Faible
Vigilance
Alerte

Siège social

4, rue Etienne Terrus
66300 SAINT JEAN LASSEILLE

Site d'activité

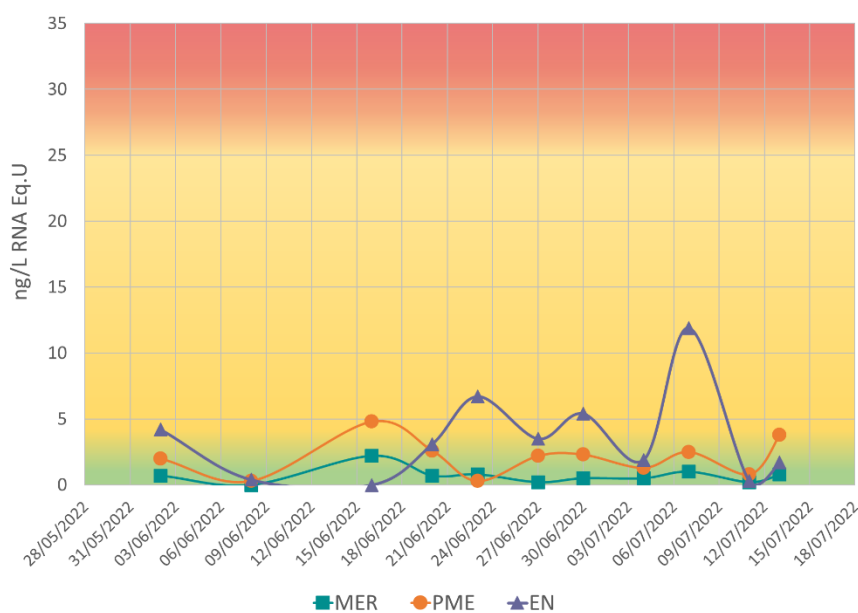
Pôle entrepreneurial,
7 Rue des Sittelles
66700 ARGELES-SUR-MER

ID Document	FO08.02
Version	2
Rapport N°	N11
Date d'émission	13/07/2022

Courbes de tendance

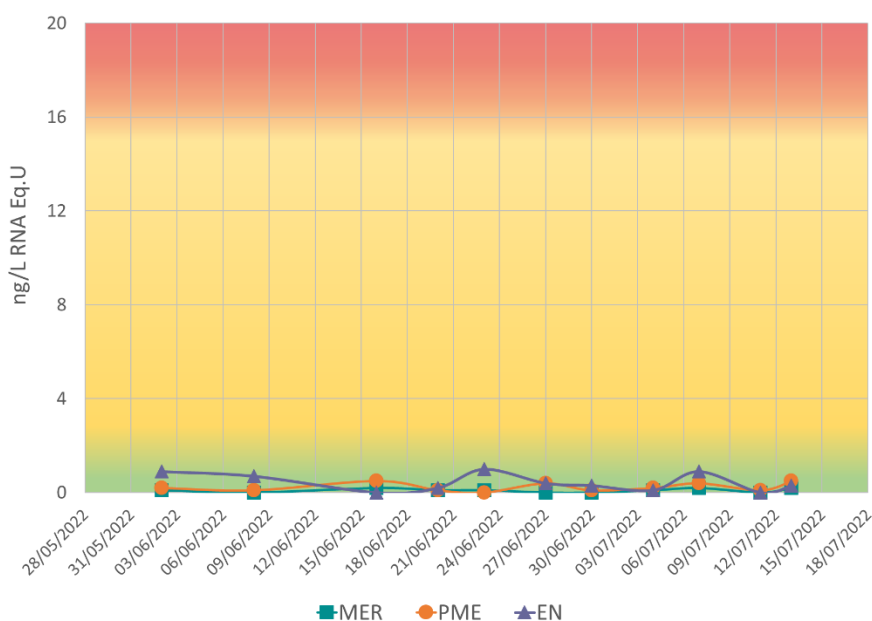
Anabaena/Dolichospermum/Aphanizomenon

Suivi d'activité 2022



Microcystis

Suivi d'activité 2022



Siège social

4, rue Etienne Terrus
66300 SAINT JEAN LASSEILLE

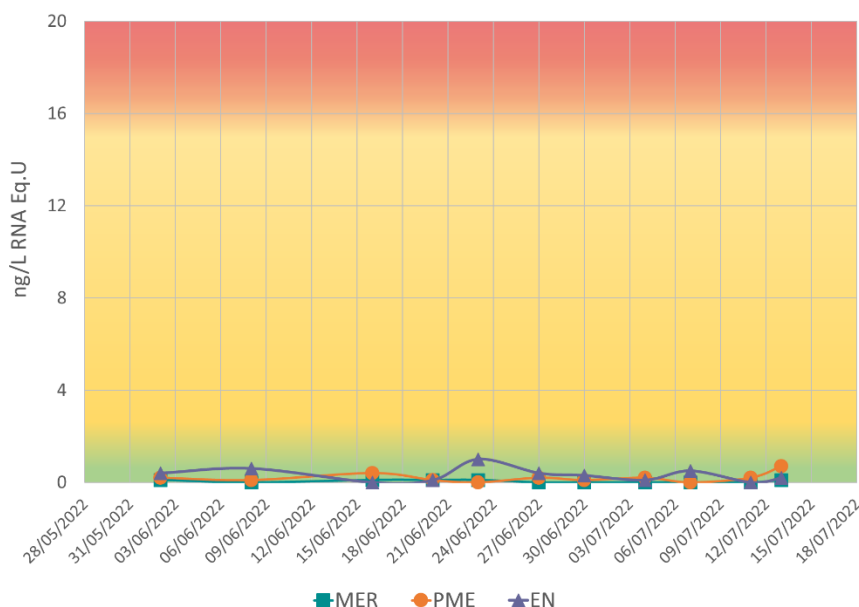
Site d'activité

Pôle entrepreneurial,
7 Rue des Sittelles
66700 ARGELES-SUR-MER

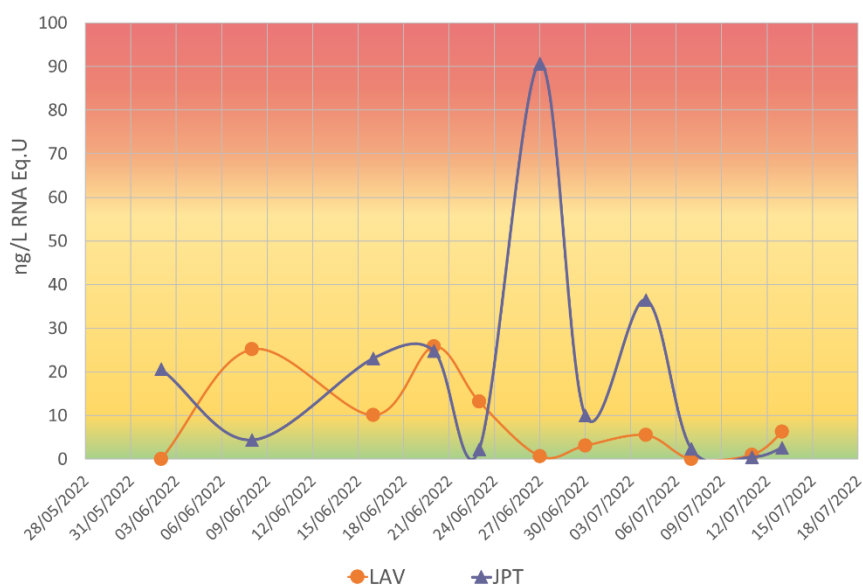


ID Document	FO08.02
Version	2
Rapport N°	N11
Date d'émission	13/07/2022

Planktothrix Suivi d'activité 2022



Phormidium / Oscillatoria Suivi d'activité 2022 Matrice Biofilm



Siège social

4, rue Etienne Terrus
66300 SAINT JEAN LASSELLE

Site d'activité

Pôle entrepreneurial,
7 Rue des Sittelles
66700 ARGELES-SUR-MER



ID Document	FO08.02
Version	2
Rapport N°	N11
Date d'émission	13/07/2022

Conclusion et préconisations

Cyanobactéries planctoniques :

- **EN et MER** : Risque faible pour tous les genres suivis.
- **PME** : Vigilance pour le groupe *Anabaena/Aphanizomenon/Dolichospermum*, en augmentation depuis le dernier prélèvement.

Cyanobactéries benthiques :

- **Lavalette** : activité en augmentation qui reste faible
- **Jardin Pour Tous** : activité en augmentation qui reste faible

On observe une activité basale faible pour les sites MER et EN.

Une activité modérée est détectée pour le groupe *Anabaena/Dolichospermum/Aphanizomenon* sur le site PME qui engendre une vigilance, néanmoins l'augmentation d'activité n'est pas alarmante et les prochaines analyses permettront de définir le risque.

Informations techniques

Date de prélèvement et filtration échantillon : 13/07/2022

Opérateur(s) : Marvy R.

Lieu de filtration : VEOLIA Activité eau

Réception échantillon : 13/07/2022-Echantillon Conforme

Identification échantillon : VEOLEZ22_MER_N11 ; VEOLEZ22_PME_N11 ; VEOLEZ22_LAV_N11 ; VEOLEZ22_JPT_N11 ; VEOLEZ22_EN_N11

Méthode : Référentiel MOO02.07 « Réalisation d'un prélèvement et filtration - Cyanobactéries planctoniques et benthiques ». Prélèvement de 1 L d'eau et filtration de 200 ml à 10 et 1 microns par « SOFiA » – Système de Filtration Autonome Microbia Environnement puis conditionnement des filtres dans tampon de conservation.

Date d'essai : 13/07/2022

Opérateur(s) : Jourdan, Legendre (Microbia Environnement)

Méthode : Référentiel MOO05.05 « Réalisation d'une analyse biocapteur – Cyanobactéries ». Les analyses colorimétriques sont réalisées en dupliques sur trois dilutions. Les valeurs sont exprimées en ng/L eq U. La technologie a été déposée sous le numéro de brevet 18/58362.

Adjonctions, écarts ou suppressions par rapport aux méthodes : Aucune

Ce rapport d'analyse ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de la société Microbia Environnement.

Relecture par Salomé Legendre – Ingénieure R&D

Validé le 13/07/2022

Lisa JOURDAN
Ingénieur R&D

Microbia Environnement

Page 5 sur 5

Siège social

4, rue Etienne Terrus
66300 SAINT JEAN LASSEILLE

Site d'activité

Pôle entrepreneurial,
7 Rue des Sittelles
66700 ARGELES-SUR-MER

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature relative
à l'intérim de Madame Christine BRIDON
du 18 juillet au 1er août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- **VU** l'arrêté VAR2020-0995 relatif aux délégations de signature du Département Réussite Éducative et Patrimoine Immobilier ;
- **CONSIDÉRANT** que Madame Christine BRIDON, directrice de l'Architecture et de l'Immobilier par intérim, sera absente du 18 juillet au 1^{er} août 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Christine BRIDON, directrice de l'Architecture et de l'Immobilier par intérim, les délégations dont elle est attributaire sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice générale déléguée Performance et Transformation de l'Administration, du 18 juillet au 1^{er} août 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 juil. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 18 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199529-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 18 juil. 2022 -Réception en Préfecture : 18 juil. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Règlement de la salle de lecture des Archives Municipales de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code du Patrimoine Livre I et II relatifs à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance et à la collecte, la communication et la protection des archives ;
- Vu la loi n°2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux Archives ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;
- Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi 2004-801 du 6 août 2004 ;
- Vu le décret n°2005-1755 du 30 décembre relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques ;
- Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;
- Vu le décret n°79-1039 du 3 décembre 1979 relatif à la délivrance de visas de conformité des copies, reproductions photographiques et extraits de documents conservés dans les dépôts d'archives publiques ;
- Vu la circulaire AD 90-6 du 15 septembre 1990 rendant obligatoire le règlement de la salle de lecture pour les archives territoriales ;
Considérant la nécessité d'organiser et de formaliser les conditions d'accueil du public et de consultation des documents au service municipal des archives,

Arrête :

Horaires d'ouverture

art. 1. La salle de lecture est ouverte au public sur rendez-vous le lundi, mardi et jeudi de 10h00 à 16h30 sans interruption. Les demandes de communication sont arrêtées à 16h00.

Conditions d'accès à la salle de lecture

art. 2. L'accès à la salle de lecture des Archives est ouvert à tous, sur inscription et présentation d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, carte professionnelle délivrée par une autorité publique) auprès du Président de salle.

Le lecteur remplit une fiche d'inscription dont les informations font l'objet d'un traitement informatisé.

L'inscription est gratuite, personnelle et valable pour une année civile.

art. 3. Avant d'accéder à la salle de lecture, le lecteur doit obligatoirement déposer ses effets personnels dans les consignes prévues à cet effet. Seul le matériel de prise de notes est autorisé en salle de lecture. Les crayons autres que crayons à papier sont interdits en salle de lecture.

art. 4. La salle de lecture est un lieu de travail qui impose le silence, le respect des autres lecteurs et des documents. Il est donc interdit d'y apporter de la nourriture ou des boissons, d'y amener des animaux. Il est rigoureusement interdit de fumer. Les téléphones portables doivent être mis en mode « silencieux ».

art. 5. Les magasins de conservation d'archives ainsi que les locaux destinés au service sont strictement interdits au public, sauf s'ils y sont invités et accompagnés par un agent du service.

Modalités de consultation des documents.

art. 6. Les délais de communicabilité des documents d'archives sont fixés par la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives et portant modification du code du Patrimoine. Le service des Archives se réserve le droit de différer la communication de documents nécessitant un contrôle de communicabilité.

Le lecteur peut effectuer une demande de dérogation pour consulter les documents n'ayant pas atteint leur délai de communicabilité. Les demandes de dérogation doivent être accompagnées de toutes les pièces justificatives nécessaires. L'instruction du dossier est soumise pour avis à l'autorité qui a effectué le versement puis au Ministre chargé de la Culture (Service Interministériel des Archives de France) qui statue sur la demande.

art. 7. La consultation des documents se fait exclusivement en salle de lecture, aucun prêt n'est consenti.

art. 8. Des instruments de recherche sont mis à la disposition du public. Le président de salle oriente le lecteur dans la consultation des instruments de recherche et des bases de données disponibles, il ne se substitue en aucun cas à lui pour effectuer ses recherches. Le lecteur remet les instruments de recherche à leur place à la fin de la consultation.

art. 9. Pour toute demande de consultation de documents le lecteur remplit une fiche de prêt qu'il remet au président de salle. Il signe la fiche de prêt informatisée au moment où le document lui est remis.

Le lecteur peut réserver des documents pour une future séance de consultation, soit directement en salle de lecture, soit par téléphone ou encore en utilisant le formulaire de réservation sur le service internet de la ville (www.montpellier.fr)

art. 10. Le nombre total de demandes par journée de travail est fixé à 20, sauf pour les documents microfilmés ou numérisés. A titre exceptionnel, et sur autorisation du responsable de la salle de lecture, le nombre de communication autorisé pourra être augmenté.

art. 11. Il ne sera communiqué qu'un article à la fois, sauf dans les cas où la recherche nécessite la consultation simultanée de plusieurs documents (ex : table et registre séparés).

art. 12. Dans le cadre de la politique de conservation préventive du service, il est demandé au lecteur de porter des gants et d'utiliser les pupitres pour la consultation des fonds anciens. Cette mesure peut également être étendue à tous les documents fragiles.

art. 13. Le lecteur est responsable des documents qui lui sont communiqués et doit les manipuler avec le plus grand soin. Il doit veiller à n'y apporter aucune marque ou annotation quelconque et à ne pas les décalquer. Les reliures et papiers ne doivent subir ni pliure, ni torsion pouvant les endommager. Il est donc interdit de s'appuyer sur un document, sur un livre ou un registre ou de le prendre comme support pour écrire. Enfin, le lecteur doit impérativement respecter l'ordre dans lequel figurent les documents et dépouiller les liasses d'archives à plat sur la table. Il est conseillé de signaler au responsable de salle toute anomalie constatée lors de la consultation des documents.

art. 14. La communication de documents abîmés ou trop fragiles peut être interdite.

art. 15. Les originaux des articles ayant fait l'objet d'un microfilmage ou d'une numérisation ne sont plus communiqués.

Reproduction des documents

art. 16. L'obligation de communication découlant du livre II du Code du Patrimoine n'entraîne aucun droit à la photocopie. La photocopie des registres et des documents consultés sous dérogation est interdite. Cette règle s'applique également aux documents fragiles ou en mauvais état.

Le lecteur peut toutefois, si l'état du document le permet, obtenir l'impression ou la photocopie payante d'un document au format A4 ou A3, effectuée par le responsable de la salle de lecture. En fonction de l'activité du service, un délai de 24h pourra être imposé au lecteur afin de réaliser ces reproductions (une semaine pour les documents grand format).

Il est également possible d'obtenir la copie numérique payante d'un document en remplissant le formulaire prévu à cet effet. Le tarif des copies est communiqué au lecteur par voie d'affichage en salle de lecture. Les tarifs sont fixés annuellement par délibération du conseil municipal.

Le lecteur peut faire des photographies des documents sans flash et sur autorisation préalable du Président de salle de lecture. L'utilisation de scanner et de flash est interdite.

art. 17. Le service des Archives municipales de Montpellier utilise la licence Ouverte élaborée par Etalab. Cette licence ouverte, libre et gratuite, promeut la réutilisation la plus large en autorisant la reproduction, la redistribution, l'adaptation et l'exploitation commerciale des données. Elle rend obligatoire la mention de la paternité. C'est pourquoi, le réutilisateur s'engage à citer systématiquement, de façon visible, quel que soit l'usage qu'il en fera, l'information suivante : « Archives municipales de Montpellier, [cote du document] ». Le réutilisateur s'engage également à ne pas altérer ou dénaturer le document.

Application du règlement

art. 18. Le personnel des Archives est chargé de la surveillance de la salle de lecture ainsi que de faire respecter le présent règlement.

Si les conditions l'exigent, des contrôles peuvent être effectués avant la sortie de la salle de lecture ou à la sortie des vestiaires. Le cas échéant des poursuites peuvent être engagées pour dégradation ou vol du patrimoine.

art. 19. Le non-respect des dispositions du présent règlement entraîne la suspension de la communication et la radiation de l'inscription. Toute réclamation doit être adressée au Maire de Montpellier, Archives municipales, 1 place Georges Frêche, 34297 Montpellier cedex 2.

Montpellier, le 19 juil. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-198873-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 juil. 2022 - Réception en Préfecture : 20 juil. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Festival Radio France Occitanie Montpellier
Lundi 25 au mercredi 27 Juillet 2022
Ordre public

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7
- **VU** le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- **VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- **VU** la circulaire ministérielle NOR/INT/E/88/00157/C du 20 avril 1988 relative à la sécurité des grands rassemblements ;
- **VU** le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- **VU** l'arrêté municipal n° VAR2021-0050 du 30 Avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- **VU** l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public

et au bon ordre public.

- **CONSIDERANT** l'importance du public attendu à Montpellier l'occasion du « **Festival Radio France Occitanie Montpellier** » dans le cadre des concerts prévus sur le parvis Georges Frêche – Hôtel de Ville, du lundi 25 au mercredi 27 Juillet 2022 ;

- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'évènements festifs et les conséquences en matière d'hygiène et de salubrité publique provoquées par les détritiques, bris de verre, bouteilles, ... ;

- **CONSIDERANT** qu'il importe en outre de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public

Arrête :

Article 1 : Sont interdits les lundi 25 juillet, mardi 26 juillet et mercredi 27 juillet 2022 de 18h00 jusqu'à 00h00 :

- la vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- le transport de toutes boissons alcoolisées,
- l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés,
- la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés, dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Avenue Germaine Tillon – Avenue du Professeur Etienne Antonelli – Chemin de Moularès – Place André Levy – Avenue du Pirée – Rue de Chelia – Rue des Acconiers.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 : M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 juil. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 20 juil. 2022

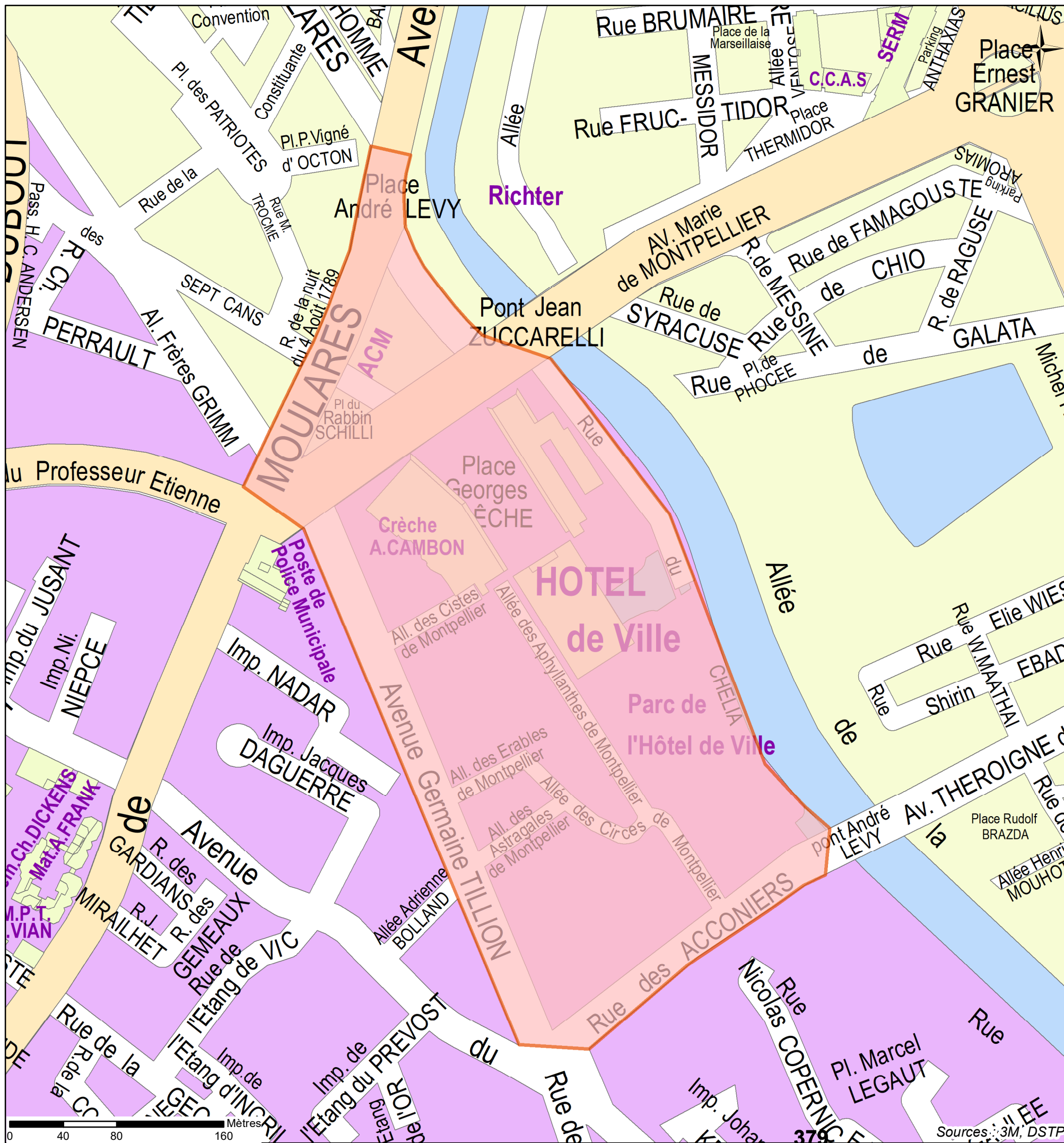
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199026-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 juil. 2022 -Réception en Préfecture : 20 juil. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ARRETE_RADIOFCE_Plan2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



ANNEE 2022
--
PERIMETRE D'APPLICATION
DE L'ARRETE



FESTIVAL RADIO FRANCE MONTPELLIER

Date d'édition: Juillet 2022
Auteur: OLTP - Ville de Montpellier



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégations de signature Pôle Finances et Conseil en Gestion

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil municipal au Maire ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Finances et Conseil en Gestion est composé des services et mission suivants :

- Gestion Comptable
- Prévision et Programmation Financière
- Expertise Financière
- Pilotage et Conseil en Gestion
- Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes
- Mission Certification

ARTICLE 1-1 : Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur du Pôle Finances et Conseil en Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE, directrice adjointe du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

ARTICLE 1-2 : Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier, comprenant notamment :
 - les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats ;
 - les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
 - les admissions en non-valeur ;
 - les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
 - les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Service Gestion Comptable Ville retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses et des recettes engagées non mandatées ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise Financière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Natacha LEUPERT, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Emilie DREUX, responsable du service Prévision et Programmation Financière.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Emilie DREUX, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Caroline KNAPP-LUQUET, responsable du service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX et de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX, de Madame Caroline KNAPP-LUQUET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-3 : Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Pour la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre de l'article 2 des délibérations de délégations permanentes du Conseil municipal au Maire, délégation de signature pour l'ensemble des opérations de gestion de dette et de trésorerie.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Natacha LEUPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE et de Madame Natacha LEUPERT, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Emilie DREUX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Emilie DREUX, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Caroline KNAPP-LUQUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX et de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE, de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Emilie DREUX, de Madame Caroline KNAPP-LUQUET et de Monsieur Olivier NYS, la délégation de signature ci-dessus est accordée à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 2 : Madame Christelle ROSE, directrice adjointe du pôle et responsable du service Gestion Comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 3 : Madame Emilie DREUX, responsable du service Prévision et Programmation Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie DREUX et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie DREUX, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Emilie DREUX, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les tirages et remboursements de lignes de trésorerie.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Natacha LEUPERT et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Natacha LEUPERT, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 5 : Le responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Pilotage et Conseil en Gestion, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 6 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, responsable du service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christelle ROSE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline KNAPP-LUQUET et de Madame Christelle ROSE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, de Madame Christelle ROSE, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 juil. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199554-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 juil. 2022 -Réception en Préfecture : 20 juil. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général

Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Pôle Numérique et Données**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- **VU** la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Numérique et Données est composé des services suivants :

- Stratégie Numérique et Sécurité SI
- Infrastructures Numériques
- Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages
- SI Métiers
- Politique et Valorisation de la Donnée
- Administratif, Ressources Humaines et Financier

Madame Line GALY, directrice du Pôle Numérique et Données, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à :

- Monsieur Pierre BRICE, directeur adjoint du pôle, concernant les services Stratégie Numérique et Sécurité SI, Infrastructures Numériques et Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Frédéric FAYOLLE ;
- Monsieur Frédéric FAYOLLE, directeur adjoint du pôle, concernant les services SI Métiers, Politique et Valorisation de la Donnée et Administratif, Ressources Humaines et Financier, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Line GALY, de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Line GALY, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration.

ARTICLE 1-1 : Monsieur Pierre BRICE, directeur adjoint du pôle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, en matière de marchés publics et accords-cadres relevant des services Stratégie Numérique et Sécurité SI, Infrastructures Numériques et Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-2 : Monsieur Frédéric FAYOLLE, directeur adjoint du pôle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, en matière de marchés publics et accords-cadres relevant des services SI Métiers, Politique et Valorisation de la Donnée et Administratif, Ressources Humaines et Financier:

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-3 : Monsieur Pierre BRICE, responsable du service Stratégie Numérique et Sécurité SI, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-4 : Le responsable du service Infrastructures Numériques reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Infrastructures Numériques, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques, de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Infrastructures Numériques, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-5 : Monsieur Grégory VIEVILLE, responsable du service Relation Utilisateurs et Nouveaux Usages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory VIEVILLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Grégory VIEVILLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Grégory VIEVILLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Grégory VIEVILLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Grégory VIEVILLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-6 : Monsieur Frédéric FAYOLLE, responsable du service SI Métiers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-7 : Monsieur Marc APARICIO, responsable du service Politique et Valorisation de la Donnée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc APARICIO, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 1-8 : Madame Marie-Noëlle VIDAL, responsable du service Administratif, Ressources Humaines et Financier, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Noëlle VIDAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Noëlle VIDAL, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Monsieur Pierre BRICE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 juil. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-199629-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 juil. 2022 -Réception en Préfecture : 20 juil. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature relative
à l'intérim de Monsieur Bruno LE ROY
du 27 juillet au 23 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- **VU** l'arrêté VAR2021-0107 relatif aux délégations de signature du Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Bruno LE ROY, directeur de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, sera absent du 27 juillet au 23 août 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Monsieur Bruno LE ROY, directeur de l'Habitat et des Parcours Résidentiels, les délégations dont il est attributaire sont accordées à Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, du 27 juillet au 23 août 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 juil. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 27 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200299-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 juil. 2022 -Réception en Préfecture : 27 juil. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature relative
à l'intérim de Madame Laury SAVIN
du 8 au 22 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- VU l'arrêté VAR2021-0107 relatif aux délégations de signature du Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Laury SAVIN, responsable de l'unité Changement d'usage, du 8 au 22 août 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Laury SAVIN, Madame Christine VALERO reçoit par intérim, du 8 au 22 août 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité Changement d'usage :

- Délégation de signature pour les actes en cours d'instruction (récépissés de dépôt, demandes de pièces manquantes, courriers de consultation, courriers de classement sans suite, certificats de décision tacite) relatifs aux changements d'usage.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 juil. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 27 juil. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-200317-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 juil. 2022 - Réception en Préfecture : 27 juil. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.